

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Information Préparatoire et le Jury d'Accusation de 1789 à 1808

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Juin 1907, à 1 heure

PAR

René DESCHARMES

Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
 TISSIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Information Préparatoire
et le Jury d'Accusation
de 1789 à 1808

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 1^{er} Juin 1907, à 1 heure

PAR

René DESCHARMES



Président : M. LE POITTEVIN, professeur

Suffragants { MM. GARÇON, professeur
TISSIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Information préparatoire

ET LE

JURY D'ACCUSATION

de 1789 à 1808

INTRODUCTION

« Si l'on m'accusait d'avoir volé les tours de Notre-Dame, je commencerais par m'enfuir. »

Si ce mot, qu'on attribue parfois au président de Harlay, était reconnu authentique, venant d'un homme du métier, il contiendrait une critique des plus sérieuses contre l'administration de la justice. N'est-ce pas dire clairement que, soupçonnée même d'avoir accompli un acte impossible, l'innocence a toujours peine à se justifier et que le fait seul d'une accusation formulée à la légère la met en état d'in-

fériorité marquée sur le terrain où la vérité doit se faire jour ?

Ce n'est plus seulement la question des erreurs judiciaires qui se trouve ainsi engagée : ce paradoxe amusant met en cause la portée même de la mise en accusation d'un citoyen, et révèle les dangers qui peuvent en résulter. Elle frappe celui qui en est l'objet dans sa liberté, dans sa fortune et ses intérêts, et dans sa réputation. A supposer que les débats publics d'une audience criminelle aboutissent à un acquittement unanime, il reste toujours quelque chose d'y avoir été soumis : envoyer un prévenu devant la Cour, sans avoir épuisé toutes les raisons de croire que les faits incriminés existent réellement et que par leur nature ils tombent sous le coup de la loi, c'est un peu lui infliger un premier châtiment avant d'être certain qu'il y a lieu de le châtier.

La gravité d'une poursuite criminelle n'échappe à personne. Mais l'intérêt de l'individu qui en est l'objet n'est pas seul en jeu : celui de la société mérite d'être pris en considération. C'est presque une vérité banale que la punition des crimes et délits importe à son maintien et à sa bonne organisation. Or, ce point de vue entraîne à étendre très loin les pouvoirs de recherche et d'information judiciaires, et comporte la nécessité de laisser à ceux qui en sont les dépositaires la plus grande latitude possible dans la découverte de la vérité. De nos jours, les

publicistes et les auteurs peuvent bien avoir entrepris le procès de l'article 10 du Code d'Instruction criminelle ; il n'en reste pas moins certain que le magistrat instructeur doit avoir le droit de convoquer devant lui ceux dont il espère tirer des explications, de les interroger, d'éclairer sa religion par tous les moyens, et de faire mettre en état de détention préventive ceux dont la fuite entraverait la marche de la justice.

Il y a donc là un conflit d'intérêts : celui de la collectivité, qui exige la juste et prompte répression de tous les actes susceptibles de compromettre sa sécurité ; celui de l'individu dont les droits et les libertés reconnues appellent des garanties suffisantes, et qui doit trouver dans la loi les moyens de les faire respecter quand il en est digne. L'institution d'une juridiction destinée à maintenir entre eux la balance égale, à empêcher tout empiètement excessif de l'un sur l'autre est donc, dans son principe, d'une haute valeur morale.

Intercalée dans la procédure criminelle entre l'instruction préliminaire et les juges du fonds, elle doit faire l'office de contrôleur et de modérateur.

Son rôle est défini par les considérations même qui en font supposer l'existence : elle n'examine point s'il y a lieu de frapper les coupables, mais s'il y a lieu de mettre les prévenus en accusation ; non point si la procédure fournit des éléments suffi-

sants pour statuer sur la culpabilité, mais si les éléments produits sont assez graves pour motiver le renvoi d'un prévenu devant les tribunaux ; en un mot s'il y a présomption suffisante pour que la Société demande publiquement compte à un citoyen de ses actes et fasse passer son propre intérêt avant les autres. Sauvegarde de la liberté civile, cette institution, d'autre part, est en même temps la base de la justice pénale, rien n'étant plus dangereux pour le prestige de celle-ci que des poursuites témérement entreprises et plus tard abandonnées, des accusations dénuées de fondement ou prononcées sur des indices trop superficiels.

Un premier point est donc hors de doute : l'organe chargé de prononcer la mise en accusation ne devra pas être le même que l'organe chargé de l'instruction : ce dernier, en raison de sa fonction, est exposé à manquer de l'esprit critique désirable : il tend toujours un peu à devenir un ministère public : c'est la conséquence presque inévitable d'une habitude de métier, d'une déformation professionnelle, inhérente d'ailleurs au caractère humain et qu'on retrouve bien en dehors de la matière qui nous occupe.

De même on s'accordera pour reconnaître qu'étant donnée la nécessité de vérifier et de contrôler l'instruction, et de décider la valeur de celle-ci, il est préférable d'en confier le soin à plusieurs qu'à un seul homme. Le nombre et la discussion mettant aux

prises des avis différents sont autant de chances de lumière et d'impartialité.

Mais la question n'est pas ainsi résolue. Ces hommes seront-ils des magistrats de carrière offrant toutes les garanties de compétence et de science utiles en ces matières, parfois délicates, de la justice criminelle ? Est-il au contraire préférable de s'en remettre au bon sens de simples citoyens appelés à apprécier les faits en connaissance de cause ?

La législation française a connu successivement les deux systèmes : de nos jours fonctionnent les Chambres des mises en accusation. Mais celles-ci ont remplacé une juridiction basée sur des principes opposés, qui vécut de 1791 à 1808 : c'était le jury d'accusation ou *grand jury* (1), dont l'étude fait l'objet de ce travail. Il nous a paru intéressant d'examiner une forme de procédure un peu oubliée maintenant, de voir comment elle s'est introduite au moment de la Révolution, à quels buts théoriques et pratiques elle était destinée à répondre, quels furent les motifs de sa disparition, lors de la rédaction du Code d'Instruction criminelle. Cette étude nous amènera, dans notre conclusion, à essayer d'apprécier le fait de la participation des citoyens à la mise en accusation d'un individu : ce qui entraînera à opter pour l'une

1. Ainsi nommé à l'imitation de la terminologie anglaise, et par opposition avec le jury de jugement ou *petit jury*.

ou l'autre des solutions possibles que nous venons de signaler.

On voit, d'ailleurs, qu'il ne faut pas songer à séparer absolument le jury d'accusation des actes de la procédure qui le précèdent immédiatement. L'importance des garanties présentées par ce jury relativement à la protection du prévenu, et à la bonne administration de la justice, dépend évidemment des mesures prises pour assurer cette indépendance et cette protection au cours de l'instruction antérieure. Un procès criminel comporte deux phases distinctes et séparées précisément par la mise en accusation qui renvoie le prévenu devant le tribunal pour y être jugé. Nous aurons donc à dire quelques mots de toute la première phase sous l'empire des différentes lois consacrant le grand jury : l'organisation de ce dernier est bien notre objet principal ; mais on ne saurait négliger le reste sans risquer être incomplet, car il y est étroitement lié.

Avant tout la question des origines de ce jury d'accusation mérite de nous préoccuper un instant. D'où les hommes de la Révolution en avaient-ils pris l'idée ? quelque forme de la procédure de l'ancien régime les a-t-elle, sur ce point, inspirés ; ou au contraire est-ce de leur part une innovation originale, ou encore une imitation étrangère ?

Presque chaque auteur apporte une solution différente, suivant qu'il s'attache à tel ou tel caractère

de l'institution du jury en général. Pour certains, tout le mérite de ce tribunal réside dans l'intervention du peuple ; de là des considérations politiques et des comparaisons sans fin : le jury, dit-on alors, est sorti des forêts de la Germanie ; il existait sous la toge romaine, il siégeait à Athènes dans le tribunal des Héliastes ; peut-être même serait-il possible d'en découvrir les vestiges dans quelques textes de la loi mosaïque. D'autres envisagent le nombre 12 comme un chiffre fatidique, et partout où ils le rencontrent, même dans les législations des vieilles tribus maritimes, danoises, suédoises ou bretonnes, s'évertuent à y voir un embryon du jury.

Le problème est d'ailleurs identique pour le jury de jugement et pour le jury d'accusation : des vues d'amour-propre national le rendent plus complexe encore : tel grand historien anglais prétend que ce serait folie d'en vouloir trouver les racines en dehors de son pays (1).

Thouret, à l'Assemblée Nationale de 1791, avouait au contraire qu'il se sentait entraîné à adopter cette institution *parce que l'Angleterre la devait à sa province, la Normandie*. Or les recherches les plus récentes des historiens semblent donner raison à

1. C'est l'opinion notamment Freemann (*History of the Normann conquest of England*, t. V), cité dans l'ouvrage de Mittermaier. *Traité de la procédure criminelle en Angleterre* (1868).

Thouret (1) ; il tend à être établi qu'une filiation historique va du viii^e au xii^e siècle, depuis l'*inquisitio* du droit franc, en passant par le droit normand, lequel aurait été importé en Angleterre au xi^e siècle.

Que faut-il penser de cette filiation ? C'est une question infiniment trop ardue pour rentrer dans la matière de ce travail. Nous ne la signalons que pour montrer à quelles difficultés donne lieu l'histoire du jury. Mais il ne saurait nous appartenir de prendre parti ni pour l'une ni pour l'autre solution.

En fait, l'enquête ou *inquisitio* (2) du droit franc étant tout à la fois un moyen de dénonciation pour arriver à la connaissance des délits et de leurs auteurs, et un moyen de preuve pour obtenir un

1. En particulier les recherches de Brünner (*Entstehung der Schwurgerichte*).

2. Le texte le plus ancien serait un capitulaire de Pépin, sans doute antérieur à 787. *Judex unusquisque faciat jurare ad Dei judicia homines credentes juxta quantos provide-rit, ..., ut cui ex ipsis cognitum fuerit id est homicidia, furta adulteria et illicitas conjunctiones nemo eas concelet*. C'est donc une procédure de dénonciation, que les *missi* des rois francs avaient l'ordre de suivre, et qui paraît avoir été très employée puisqu'en 853 un capitulaire de Charles le Chauve donne à ses *missi* l'ordre de s'enquérir des délits *sicut tempore antecessorum illorum consuetudo fuit*. L'*inquisitio* présentait de tels avantages que les rois concédèrent aux églises et aux couvents le droit d'en user dans leurs contestations. (Cf. Esmein. *Histoire de la procédure criminelle en France*. Larose 1882, page 60). C'était au nom du roi que les *missi* convoquaient les jurés, dont le nombre varie selon les cas.

témoignage véridique sur certains faits obscurs, la qualité des jurés pris dans le voisinage (1) parmi les hommes de bonne réputation (2), le serment qu'on leur faisait prêter de révéler à la justice tout ce qu'ils connaissaient, sans mensonges ni réticences, leur délibération, leur verdict : « *scimus, audivimus* » ; toutes ces particularités, que nous retrouverons en droit anglais où le jury d'accusation a toujours gardé en théorie un caractère *dénonciateur*, sont des arguments sérieux (3).

L'institution de l'*inquisitio* fut surtout florissante au ix^e siècle, et à cette époque elle entra dans le droit canonique. C'est en 906 que Regino, abbé de Prim, écrivit un exposé de la juridiction synodale, et pour la première fois employa l'expression de *juré* (4). Et si généralement en France la procédure *per inquisitionem* disparut après l'ordon-

1. *Circummanentes, in eo comitatu, in illis vicinioribus locis consistentes* disent les capitulaires (Pertz. *Monumenta Germaniæ historica. Leges, I et II* (Hanovre, 1835-1837).

2. *Homines veraces et idoneos, bonos et bonae fidei, optimos, meliores.*

3. M. Aucoc, rendant compte d'un mémoire (inédit) sur le jury en France et en Angleterre couronné par l'Institut en 1881, se rangeait à l'avis de l'auteur, qui voyait l'origine du jury dans l'*inquisitio* du droit franc (Cf. Aucoc *Rapport sur le concours relatif au jury*, brochure in-8°, 15, p. 1881).

4. *Regionis abbatis Primiensis libri duo de synodalibus causis.* Leipzig, 1840. Sur les synodes ecclésiastiques, cf. Esmein, *op. cit.*, p. 67 et suivantes.

nance de saint Louis de 1260, qui opéra une réforme dans la procédure générale et les moyens de preuve au criminel, du moins cette enquête se maintint-elle en Normandie, où elle reçut même un grand développement (1).

Mais quoi qu'il en soit de ces précédents historiques, et de la répercussion que telle législation put avoir sur sa voisine, deux remarques sont suffisantes à l'objet qui nous intéresse :

En premier lieu ni le *droit franc*, ni le *droit normand* ne présentent un véritable jury d'accusation, destiné à statuer sur le bien-fondé d'une poursuite commencée en dehors de lui : nous ne voyons ici et là qu'un jury *dénonciateur*, une forme de *poursuite d'office*, destinée à suppléer au défaut d'accusation privée, un moyen de preuve ; tous caractères dont le

1. Sur le jury dans le droit normand, voir : Esmein, *op. cit.*, p. 52 et suivantes, et aussi Coupey. *Tableau de l'administration de la justice criminelle en Normandie dans le cours du moyen âge et spécialement dans le temps de l'empire anglo-normand* (Mémoires de la Société royale de l'Académie de Cherbourg, 1835, p. 73 à 156). — Pour ce qui concerne le jury criminel, la *Très Ancienne Coutume* (qui paraît avoir été écrite à la fin du xii^e siècle ou au commencement du xiii^e) contient deux passages relatifs à un jury de dénonciation. Dans le premier il s'agit d'une enquête faite pour connaître les exactions des vicomtes et de leurs employés. Le second parle de personnes accusées par l'*infamia*, c'est-à-dire probablement par l'opinion commune telle qu'elle se révélait dans le jury de dénonciation anglais.

jury de la période révolutionnaire ne sera nullement revêtu et qui, au contraire, persisteront longtemps en Angleterre.

En second lieu, il est bien certain que le jury d'accusation, tel que les députés de la Constituante l'ont adopté, n'est ni grec ni romain, ni franc ni normand, mais essentiellement anglais, et ne datait au plus que de trois ou quatre siècles.

Pour ces raisons il est inutile de s'étendre plus longuement que nous l'avons fait sur les origines françaises de cette institution. Au contraire, il importe de donner une idée nette de la procédure anglaise qui servira directement de modèle au législateur de 1791. Ce sera le but de notre premier chapitre.

CHAPITRE PREMIER

L'Information préparatoire et le Jury d'accusation dans la Procédure anglaise

I. — Historique sommaire.

II. — Analyse de l'information préparatoire et de la procédure devant le jury.

Deux principes dominant toute la procédure criminelle anglaise, la pénètrent dans tous ses éléments et en constituent l'originalité :

Le principe *de la publicité* ;

Le principe qu'on pourrait appeler celui *de la forme litigieuse*.

La publicité commence avec la procédure et l'accompagne dans tous ses détours. De la première comparution devant le magistrat où l'officier de police, chargé de l'information préalable, jusqu'au prononcé final du jugement, tous les actes, toutes les mesures, toutes les décisions sont prises au grand jour, *en présence de l'inculpé et du plaignant* ; l'un a besoin de

connaître l'accusation pour se défendre, l'autre de suivre point par point les subterfuges de son adversaire pour y répondre. Et cette publicité est si largement admise que la société elle-même assiste à l'évolution du procès ; car on lui reconnaît le droit de surveiller et de contrôler ceux auxquels elle a confié le plus terrible des pouvoirs, celui de vie et de mort.

La procédure est de plus essentiellement *litigieuse*. C'est une véritable lutte entre l'accusateur et l'accusé, un combat à armes égales pour la liberté et pour la vie. Les moindres détails sont éclairés à la lumière de la contradiction. Chaque pas en avant est fait simultanément par les deux adversaires, chez l'inspecteur de police aussi bien que chez le juge de paix, devant le jury de jugement et devant la cour.

L'Etat lui-même semble se tenir à l'écart, comme si son rôle se bornait plutôt à diriger et à régler cette lutte privée qu'à y prendre lui-même une part active. Il abandonne le soin de la poursuite aux particuliers tout en les poussant néanmoins à une intervention judiciaire ; il remet tout le fardeau de l'instruction aux deux parties ; il écoute les témoins sans les interroger lui-même ; il ne prononce pas sur le fait par ses magistrats, mais il demande au jury de jugement de décider et de juger.

Or, à ces principes fondamentaux, que nous résumons le plus rapidement possible, une double dérogation est apportée, et c'est précisément dans la

matière qui nous occupe, par le jury d'accusation. Celui-ci, en effet, procède encore aujourd'hui à *huis-clos*, et cela avec d'autant moins de raisons qu'au moment où il est appelé l'instruction se trouve, on le verra, depuis longtemps terminée : on n'attend plus qu'un instant pour passer au jugement. D'autre part, obéissant aux vieilles traditions, le grand jury refuse d'entendre d'autres témoins que les témoins à charge et semble intervenir dans le débat au nom de l'ordre et de la sécurité publique plus que comme représentant de la société et protecteur attitré des intérêts individuels ; c'est donc en quelque sorte la forme inquisitoriale substituée à la forme litigieuse.

Ces idées très générales vont nous guider dans l'étude de l'instruction criminelle en Angleterre jusqu'au renvoi devant le tribunal. La matière est si vaste que nous nous excusons par avance d'être incomplet et de nous en tenir souvent aux grandes lignes de la procédure (1).

1. Ajoutons que nous avons été contraint, par ignorance de la langue anglaise, de recourir aux traductions et non aux textes des auteurs nationaux. Ainsi pour Blackstone, dont nous avons consulté les *Commentaires sur les lois anglaises* (principalement III, ch. 23 et IV, ch. 22 et 23) dans la traduction de l'abbé Coyer. Une manière de compte rendu de l'œuvre de Blackstone en matière criminelle a paru en 1801 sous ce titre: *Des lois de police et criminelles de l'Angleterre*, par Ludot. Nous nous sommes servi en outre des ouvrages de MM. Esmein : *Histoire de la procédure criminelle en France*, (p. 135 à 328); de Franqueville : *Le jury en France et en Angle-*

Mais la caractéristique du droit anglais, c'est de s'être formé au cours des temps, en raison de nécessités pratiques, de coutumes modifiées par la jurisprudence, consacrées ensuite par des lois venant corroborer les changements introduits, de façon à former, à la fin, en progressant avec les institutions, un tout harmonique. Une corrélation intime unit ainsi la procédure criminelle au développement moral de la nation, à son régime social et politique. « Elle n'est pas, comme en France, l'œuvre unique du législateur : elle ne s'est pas constituée d'un seul jet et par une série de dispositions législatives reliées entre elles et réglant, après une sage maturité d'examen, la marche de l'information criminelle et ses errements de manière à les mettre en harmonie avec une organisation judiciaire que le législateur crée et déforme à son gré... Aussi, le peuple anglais peut-il mieux que tout autre se glorifier de posséder une procédure criminelle conforme à toutes les exigences de la justice et reposant sur les bases et garanties de l'ordre civil aussi bien que sur les droits de la liberté individuelle (1). »

Ces considérations engagent à donner d'abord un court aperçu historique de la matière : à voir com-

terre (in-8°, 1890), Mittermaier : *Traité de la procédure criminelle en Angleterre* (traduct. Chauffard, 1868) et Glasson : *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre*, 6 vol. in-8, 1882.

1 Mittermaier, *op. cit.*, § 1, préambule.

ment le grand jury s'est introduit dans les habitudes judiciaires de l'Angleterre, quelles ont été ses formes primitives, à quels besoins il a répondu, on comprendra mieux sans doute le rôle joué par lui dans la procédure, la place qu'il occupe et la valeur qu'il faut lui attribuer.

I

La plus grande obscurité plane sur les origines de ce jury. Non seulement il nous est impossible de donner la moindre solution personnelle dans ce débat, mais passer même en revue les diverses théories proposées entraînerait beaucoup trop loin (1). La difficulté provient surtout de ce que pendant longtemps le caractère des jurés a été fort imprécis : ils étaient à la fois accusateurs, témoins et juges. A ne considérer que leur qualité d'accusateurs, on a cru voir les traces de leur institution dans la communauté solidaire du droit anglo-saxon : les possesseurs de terres, formant une communauté dont les membres étaient liés entre eux par les liens de la solidarité, étaient tenus, au cas d'un crime commis dans leur circonscription, de traduire le coupable en justice, ou de répondre des dommages en résultant (2).

1. Bibliographie sur la question : cf. M. Mittermaier, p. 295 note (1).

2. Responsabilité des *hundreds* ou centuries. Cf. Esmein, Descharmes

Plus spécialement, quelques auteurs (1) ont aperçu l'origine d'un grand jury dans une vieille loi du roi Ethelred, dont voici le texte :

Et ut habeantur conventus in quolibet wapentachio et exeant XII seniores thani, et præfectus comme iis, et jurent, super sanctuarium, quod nolint nullum accusare innocentem nec aliquem noxium celare...

Qu'il soit tenu des plaids dans chaque centurie, et que pour cela sortent, se présentent, douze thanes des plus âgés, et le præfectus (le *gerefa*) avec eux, et qu'ils jurent sur les choses saintes de n'accuser aucun innocent et de ne cacher aucun coupable...

Enfin une autre opinion fait remonter cette institution aux dénonciations imposées sous la foi du ser-

op. cit., p. 321. La centurie avait son tribunal, *hundredgemot*, lequel semble bien n'avoir été qu'une émanation du tribunal du comté, *shirgemot*, qui se réunissait seulement deux fois l'an : ce tribunal du comté était composé de grands propriétaires ou *thanes* sous la présidence de l'*ealdermann*, nommé par le roi et assisté de fonctionnaires subalternes, *gerefa* dont le principal était le *Shirgerefa* plus tard le Shériff. L'évêque siégeait à côté de l'*ealdermann*, les deux juridictions laïque et ecclésiastique étant restées mêlées très longtemps.

1. Blackstone, IV, 23. — Biener. *Beiträge*, p. 207 (cité par M. Glasson).

D'autres auteurs ont, au contraire, contesté cette origine anglo-saxonne en faisant observer que ce serait le seul exemple d'une décision prise à la fois par le magistrat (ici le *gerefa*) et les jurés (les *thanes*) ; même en passant sur ce point il faut bien reconnaître que ce jury mixte ne reparait plus dans l'histoire et qu'avant le XII^e siècle on ne voit plus trace d'un jury de dénonciation dans le droit anglais. On en a conclu que la loi d'Ethelred était tombée en désuétude. Mais peut-être faut-il en tirer cette conséquence qu'on donne une interprétation inexacte du texte en y trouvant l'origine d'un jury d'accusation.

ment qu'on trouvait déjà dans les synodes de l'Eglise, et les réunions judiciaires de l'empire carolingien et dont la coutume aurait été introduite en Angleterre après la conquête (1).

Il semble bien en tous cas que ce rôle de *dénonciateurs*, ou *d'accusateurs*, ait été au début celui des *pairs* de l'accusé, sous quelque forme d'ailleurs que se soit exercées leurs fonctions, qu'ils aient agi spontanément, comme dans la communauté anglo-saxonne, ou en vertu d'un texte de loi, ou sur l'invitation d'un évêque, ou d'un seigneur féodal, ou d'un officier du pouvoir royal.

C'est sous cette forme notamment qu'apparaissent les jurés dans les fameuses *Constitutiones de Clarendon*, délivrées sous Henri II, en 1164 (2). Elles ordonnaient de procéder dans chaque « *centaine* » où division du comté, à des enquêtes afin de découvrir et de dénoncer les criminels et leurs complices. Sur la réquisition de l'évêque, le *vice-comes* où shériff, magistrat du comté, devait dans ses tournées périodiques, appeler devant lui quatre chevaliers, qui à leur tour en désignait douze autres, pris dans le voisi-

1. Esmein, *op. cit.*, p. 320.

2. Confirmées dix ans plus tard par celles de Northampton. Voici le texte : « Vice-comes, requisitus ab episcopo, faciet jurare XII legales homines de vicineto seu de villa quod veritatem secundum conscientiam suam manifestabunt. » (Art. 6).

nage, en raison de la connaissance personnelle qu'ils pouvaient avoir des faits (1).

Ces *duodecim boni, legales homines* prêtaient serment ; après quoi ils quittaient l'audience du shériff pour aller aux renseignements et établir leur conviction : au jour fixé ils se représentaient et apportaient un verdict d'accusation. Le shériff les interrogeait : « Il leur demandait, dit Bracton (2) comment ils ont appris les faits qu'ils affirment. La plupart répondaient que c'est de la bouche d'un de leurs collègues. Celui-ci, interrogé à son tour, déclarait qu'il a été instruit par telle personne de la centaine, et ainsi le justicier parvenait à savoir qui est le premier qui a répandu la dénonciation et qui est peut-être un homme vil et abject en qui on ne peut avoir aucune confiance. » Alors le shériff, seul compétent pour entendre les témoins et les parties, prononçait son jugement conformément à leur déclaration. On disait le coupable accusé, *indictatus per famam patriae*.

1. « Exigebatur quod per proprium visum suum, et auditum, illius rei haberent notitiam, vel per verba patrum suorum, et per talia quibus fidem tenerentur habere ut propriis ». Glanville, II, 17. Coutume confirmée plus tard par st. 24, Edouard I^{er}, ch. 9-34, Edouard III, ch. 4. En matière criminelle, quoique depuis longtemps en désuétude, n'a été abolie qu'en 1825

2. *De legibus anglie*, livre III, chap. 23. *Idem*, Glanville : *Tractatus de legibus* (édit. 1604). Libr. II, cap. 14.

Ces assises de Clarendon sont ainsi le premier texte certain relativement à l'institution d'une sorte de jury préposé à la mise en accusation (1).

Mais l'exemple ne pouvait servir qu'au cas où, un crime ayant été commis, et un individu étant soupçonné, personne ne se présentait comme accusateur.

En effet, la forme primitive de la procédure anglaise, c'est *l'appéal*, c'est-à-dire l'accusation intentée par un particulier, la victime, — et seule elle a ce droit en principe, sauf quelques rares exceptions en faveur de sa veuve ou de son héritier, — contre un autre particulier, dans un intérêt privé. Cette procédure aboutissait au duel judiciaire, *l'appelée*, pour se justifier, provoquant au combat *l'appellor*. On voit donc que le système d'enquête et de dénonciation légale, institué par la charte d'Henri II, vint précisément remédier à ce qu'avait de trop limité le procédé accusatoire de *l'appéal*. A ce titre il se développa de plus en plus à mesure « que les rois comprirent la nécessité de ne plus s'en remettre seulement à la diligence privée pour la répression des crimes dont le nombre augmentait de jour en jour avec une effrayante rapidité » (2).

1. Plusieurs auteurs ont contesté cette origine, notamment Meyer : *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires des principaux pays d'Europe*, II, p. 289.

2. Glasson, *op. cit.*, III, p. 433 (Règnes d'Edouard III et d'Henri IV).

Il arriva même que les jurés, ainsi rassemblés au nombre de douze autour du vice-comes, se crurent *personnellement*, c'est-à-dire comme représentants de la *centaine*, fondés à accuser de crime un individu contre lequel aucune dénonciation préalable n'avait été formulée. Dans ce cas il était valablement mis en accusation et comparaisait immédiatement en justice comme *præsentatus* (1). C'est là l'origine du droit de *presentment* qui fut longtemps, en théorie au moins, le privilège du grand jury anglais, et dont nous aurons à parler plus loin.

Mais considéré de ce point de vue, le jury dénonciateur où spontanément accusateur n'apparaît guère comme ce *rempart des libertés individuelles* dont Blackstone faisait si grand éloge au régime judiciaire de son pays (2). Il faut en effet compléter les indications qui précèdent.

Les propriétaires de terres libres ou alleux (*frith-borgen*) formant entre eux une sorte d'association de sûreté et de défense, de *ligue de protection mutuelle* (3), ne manquaient point d'arrêter préventivement les individus pris en flagrant délit, où coupables, au vu et au su de tous, d'un crime commis dans leur région : ils l'emprisonnaient ainsi en

1. Mittermaier, p. 297.

2. *Commentaires*, III, ch. XXIII.

3. Mittermaier, *op. cit.*, 296.

attendant la tournée périodique du *vice-comes* (1) où du *justicier* (2). Dans ce cas, en l'absence de tout accusateur, l'accusé, ne pouvant recourir au combat, devait se justifier par *cojuratores*. La preuve par serment judiciaire était fort ancienne (3) : après la suppression effective des ordalies, à la suite du concile de Latran (1215), on eut recours à elle comme étant la seule possible (4). Choisis encore parmi

1. Où ils le remettaient en liberté sous caution (*bail*).

2. Le *vice-comes*, aux XIII^e et XIV^e siècles, faisait des tournées semestrielles dans les centuries : elles avaient principalement un but de police. Le *vice-comes* passait en revue les diverses associations de sûreté générale où de garantie mutuelle de l'*hundred*, et profitait de la réunion des représentants de ces associations pour s'enquérir des crimes et délits. Quant aux *justiciers*, *justiciarii*, officiers de la couronne (ceux-là même dont la juridiction (*curia regis*) embrassait tout le pays, et qui de sédentaires qu'ils étaient au début devinrent sous Henri II des *justitiiarii itinerantes*), il en existait plusieurs espèces selon le mandat qui leur était confié (*commissorium*). Les uns s'occupaient principalement des affaires royales, et d'une manière tout à fait accessoire de la poursuite des crimes et délits ; ils ne paraissaient que tous les sept ans, et déjà sous Edouard III ils semblent avoir perdu toute compétence criminelle ; d'autres, au contraire, étaient spécialement chargés des enquêtes pénales en matière de *felony* (haute trahison et crimes capitaux intéressant la sûreté de l'Etat). On n'est pas fixé sur le nombre de leurs tournées annuelles. Sur ces *justiciarii itinerantes*, Cf. Glasson, *op. cit.*, III, 441 et sqq., et Mittermaier, p. 260.

3. Glasson, *op. cit.*, I, 250 et suiv.

4. Ce serait dans cette substitution de la *preuve par le pays* à la preuve par « bataille » qu'il faudrait voir l'origine du jury de jugement. (Esmein, *op. cit.*, 318, note 2).

les pairs de l'accusé, les *cojuratores* se bornaient au début à confirmer les dires de celui-ci par leurs déclarations solennelles. Mais peu à peu leurs fonctions s'élargirent. Appelés en quelque sorte comme témoins, ces *boni et legales homines* qui entouraient le shériff en vinrent à décider sur le point de savoir si le détenu était *suffisamment accusé per famam publicam pour être traduit en justice et remis aux agents du roi*. Ils se placèrent donc entre l'arbitraire des *frithborgen* (1) et le pouvoir central, et cela en qualité de représentants de la localité, *jurati patriæ*: quand l'institution des *judiciarii itinerrantes* vint donner une extension plus grande aux poursuites sur *fama publica*, les juges-voyageurs ayant pris l'habitude de convoquer ainsi des notables jureurs dans le voisinage, pour contrôler la culpabilité des individus désignés par l'opinion (si même ils ne se trouvaient point déjà incarcérés), on aboutit à ce résultat que ce contrôle des accusations « *correspondit, lorsque celles-ci étaient soutenues, aux déclarations des douze hommes légaux des assises de Clarendon* ». (2)

Vers le ^{xv}^e siècle, les deux formes se fondirent. Les parties privées préférèrent porter leur dénonciation devant le grand jury, et mettre par son entre-

1. Arbitraire dont Mittermaier donne des preuves assez nombreuses.

2. Esmein, *op. cit.*, p. 321.

mise l'action publique en mouvement, plutôt que d'intenter l'*appeal*, formaliste comme toutes les procédures primitives. On agit donc par voie d'*indictment*. L'*indictment*, au sens large, désigne ce fait que l'action criminelle, au lieu d'être réservée aux seuls intéressés victimes du crime, est ouverte à tous. C'est la poursuite introduite en raison de l'intérêt collectif, de la paix sociale et de la sécurité publique ; le roi en symbolise la puissance, et c'est en son nom, quoique à la requête des particuliers, que les officiers de la couronne présentaient au grand jury l'acte d'accusation, qui se nomme, plus spécialement, l'*indictment*. « Indictment are preferred to them in the name of the king but a the sunit of any private prosecutor. » (Black, t. IV, 23). D'autre part le jury de dénonciation conservait son droit de *presentment*, mais, en fait, à partir du xvi^e siècle, il n'en usait plus (1). Son rôle se bornait donc à l'appréciation des charges produites.

Enfin peu à peu le caractère propre des jurés se dégagait des fonctions concomitantes auxquelles ils avaient d'abord été mêlés. Cessant d'être dénonciateurs, ils cessèrent aussi d'être témoins, du jour où leur connaissance personnelle du fait litigieux ne fut plus mise à contribution. L'habitude se perdit

1. « La denonciation spontanée par le grand jury est devenue très rare sans avoir été supprimée » (Esmein, citant Brünner, *Entstehung der Schwurgerichte*, p. 468). »

de les choisir exclusivement dans le voisinage du lieu où le procès à instruire était né (1). On s'attachait en même temps à ce qu'ils ne fussent plus en même temps juges et accusateurs. A la fin du ^{xiii}^e siècle on avait vu encore douze *boni homines* condamnés à une amende pour avoir acquitté un prévenu renvoyé par eux devant le tribunal criminel (2). Edouard III défendit que les mêmes hommes pussent faire partie du grand et du petit jury, et il étendit au comté leur juridiction limitée, depuis les Assises de Clarendon, à la centurie (3).

On voit ainsi comment, d'institutions répondant à des nécessités pratiques différentes, devait sortir progressivement un système de procédure unique qui les conciliait. La procédure anglaise, au moyen âge et jusqu'au ^{xviii}^e siècle, semble en effet dominée par des préoccupations opposées dont l'une compense et atténue ce que l'autre pouvait présenter d'exagéré et de dangereux. C'est d'une part l'idée de la protection des intérêts publics et de la conservation de la paix, très profondément entrée dans les habitudes judiciaires de la nation. La preuve s'en trouve, en notre matière, dans la création même des juges de paix ; ceux-ci apparurent vers 1327 à la

1. Glasson, IV, 399.

2. Franqueville, *op. cit.*, p. 40.

3. St. 34, Edouard III, ch. 3. La dernière trace du jury par centurie est de 1455. St. 33, Henri VI, c. 2.

suite du malaise général que causait dans le pays la sédition de la reine Isabelle. Les shériffs avaient perdu la confiance du peuple à force de l'avoir pressuré. L'anarchie et le désordre étaient tels qu'il fallait à tout prix placer dans les comtés des hommes puissants, nommés par le pouvoir exécutif, dévoués à sa cause, et sans autre souci que de faire régner la tranquillité. Cette mission était nettement indiquée dans les anciens textes : ils y sont nommés *conservatores pacis* (1).

On leur donna d'abord, à l'encontre des privilèges des shériffs, le droit de juger seuls certains délits peu importants, d'arrêter provisoirement les grands malfaiteurs et d'instruire leurs causes. Puis on leur confia, réunis en un certain nombre, la décision d'infractions plus graves et plus délicates : et enfin ils finirent par supplanter complètement le shériff dans son droit d'information et de convocation du grand jury : c'est ainsi que peu à peu la justice criminelle passa de la compétence des anciennes cours saxonnes féodales à la compétence absolue des cours royales. La même idée se retrouve dans ce droit de *presentment* du jury d'accusation, l'autorisant à intenter des poursuites criminelles d'office, droit reposant sur cette considération que le pouvoir central a le droit d'intervenir pour la découverte des

1. St. I, Edouard III, ch. 16. On lit encore *custodes pacis*, et, à partir de 1350 environ, *justice of peace*.

crimes. Ce droit de *presentment*, qui remonte très haut dans l'histoire, était, avant le xvi^e siècle, tombé en désuétude : mais originellement il fut de l'essence même de l'institution du jury, symbolisant ainsi l'intervention du roi dans l'administration de la justice.

Tout procès, malgré la présence d'un accusateur privé, paraît en quelque sorte engagé entre le souverain, en sa qualité de représentant suprême du pouvoir, et de gardien de la paix, et le *prisoner*. Les membres du grand jury agissent en son nom : ils sont *the jurors of the king* ; de telle sorte que, dit un auteur « *tout Anglais est ainsi pénétré de cette conviction juridique que l'accusateur privé, en intervenant, ne fait dans tous les cas que poursuivre l'intérêt public (1).* »

Mais à côté de ce point de vue, dont l'application, poussée à ses dernières conséquences, aurait produit la procédure secrète et inquisitoriale, se manifesta progressivement une autre impulsion inhérente à la fierté du sentiment national : c'est le droit, pour celui qui est traduit en justice, de soumettre les char-

1. Mittermaier (p. 100-101) donne l'exemple et l'analyse d'un procès, d'ailleurs postérieur à la Révolution, qui témoigne du degré auquel l'opinion publique s'intéresse à la répression de certains crimes particulièrement odieux : la victime ne poursuivant pas, le juge de police conseilla lui-même à l'Etablissement d'Assistance (*Union*) où cette victime était demeurée dix ans de poursuivre en son nom.

ges relevées contre lui à une censure de l'opinion publique ; et tout comme autrefois l'*appelee* avait droit de faire comparaître devant lui l'*appellor* afin que celui-ci soutint en champ clos la vérité de son accusation, de même lorsque ce fut au jury d'accusation d'agir par *presentment* ou sur *indictment*, le débat (*trial*) ainsi engagé se continuait toujours sous forme de lutte entre un poursuivant (*prosecutor*), auquel incombait la preuve, et l'accusé. L'interrogatoire de celui-ci par le juge de paix, qui pouvait prendre l'apparence d'une mesure d'inquisition, fut introduit assez tardivement (1) et ne tarda pas à se réduire à une simple formalité, le juge étant tenu de prévenir l'accusé qu'il est libre de ne pas y répondre. On parlait de cette idée que l'accusé doit être jugé seulement d'après les preuves fournies contre lui, et qu'il n'avait pas à se charger lui-même, non plus d'ailleurs qu'à se disculper. Mais la règle prévalut de faire connaître immédiatement à l'accusé tout ce qu'on lui impute, et qu'à l'accusateur incombe la preuve de l'accusation. « Ce principe est tellement dominant en Angleterre qu'on voit encore fréquemment l'accusateur abandonner au cours des débats, s'il s'aperçoit qu'il doit succomber dans sa preuve,

1. Ce sont les st. 2 et 3 Philippe et Marie qui avaient consacré ce droit : il portait une atteinte au principe du *common law* : « *nemo tenetur prodere seipsum* » personne n'est tenu de déposer contre soi-même. Cf. Esmein, *op. cit.*, p. 319.

où le juge président, qui en reconnaît la faiblesse, ne pas laisser poursuivre l'accusation (*stop the case*)(1).»

Ajoutons enfin qu'au cours des temps les accusés avaient obtenu le droit de prendre un défenseur (*counsel*) et de produire des témoins à décharge. Il semble que le droit anglais, mieux qu'aucun autre, ait cherché, dans les étapes successives de son évolution historique, à assurer la liberté de la défense.

Ceci dit, nous pouvons maintenant aborder l'analyse de l'information criminelle anglaise jusqu'au renvoi devant la juridiction compétente : les considérations qui précèdent aideront à comprendre quels avantages présente le jury relativement à ces deux points de vue directeurs de la procédure.

Nous allons retrouver, dans les détails de celle-ci, les principes fondamentaux que nous signalions au début de ce chapitre.

II

En règle, ce sont toujours les particuliers qui mettent en mouvement l'action publique. Le caractère accusatoire des époques primitives s'est conservé très vivant jusqu'à nos jours. On peut dire que l'initiative ne part de l'Etat que dans quelques circonstances exceptionnelles : en général il faut qu'un accusateur privé, *prosecutor*, se lève et demande justice pour que le coupable soit poursuivi et puni.

1. Mittermaier, *op. cit.*, p. 77.

« On dirait, écrit un auteur, que le législateur anglais compte sur la persistance et la vivacité de l'ancienne idée de vengeance qui a présidé à la naissance du droit pénal. » La loi et l'esprit national ont remédié à ce qu'une telle procédure, laissée à elle seule, aurait eu d'inefficace et de dangereux. Des sociétés se sont constituées pour la poursuite de certains délits ; les habitudes du *self-government*, si familières aux Anglais, amènent ainsi une foule de personnes à intenter et à soutenir des accusations criminelles dans le seul but de sauvegarder la dignité ou l'honneur d'un corps professionnel (1). D'autre part le législateur en est arrivé à forcer les particuliers, dans certains cas, à se porter accusateurs, sous peine d'une amende. De sorte qu'il existe en résumé deux espèces de *prosecutors* : ceux qui agissent spontanément, et ceux qui ne procèdent que contraints par le magistrat (2).

1. Sur ces corporations, Cf. Mittermaier, p. 153 à 168, et surtout p. 97, § 3. (Exemples d'associations de banquiers pour la poursuite des faux commis sur les papiers de crédit — pour la répression des vols de chevaux — pour écarter les dangers de la prostitution, arrêter la mendicité, etc.).

2. Dans le même but de favoriser l'accusation la loi ordonne au particulier de poursuivre non en son nom, mais au nom de la couronne : et ses frais lui sont remboursés. Enfin en cas de mort violente, dès l'époque où nous nous plaçons, il y a l'intervention d'office du *coroner* ; et le *solicitor general* peut directement poursuivre au nom de la couronne. Mais le principe reste cependant celui de l'accusation privée.

Le particulier qui poursuit une action criminelle peut à son gré parcourir un nombre d'étapes plus ou moins considérable. S'il veut suivre l'ordre légal d'une manière complète, il est obligé de se présenter successivement devant l'inspecteur de division de police (*police station*), le magistrat de la cour de police (*police court*), où le juge de paix (1) le grand jury et le petit jury. Mais il a la faculté d'abréger en portant directement son action devant le juge de paix, de sorte qu'il ne lui reste plus alors que deux étapes à franchir. Il peut même encore se passer de toute information préparatoire et déférer immédiatement l'accusation au grand jury. Mais c'est là un droit exorbitant dont il est fait pratiquement un très rare usage.

Nous plaçant dans le cas ordinaire, pour simplifier, nous supposerons deux degrés avant le renvoi devant le petit jury : juge de paix et grand jury.

Rappelons ici le principe : l'audience du juge de paix *est publique*. Le huis-clos est interdit chaque fois que le juge de paix doit statuer sur une affaire rentrant dans la catégorie des causes sommaires de sa compétence. Dans les affaires graves il *peut écar-*

1. A Londres le magistrat de la cour de police remplace le juge de paix. *Nous emploierons ici la seconde expression*, qui est plus courante, et fixe mieux les idées, le juge de paix étant aussi, sous le régime de la loi française de 1791, le magistrat également chargé de l'information préalable.

ter de l'information les personnes qui n'y sont pas intéressées. Mais cette prescription ancienne (1) autorise à admettre qu'il n'écartera pas le public sans motifs sérieux. Actuellement on a besoin d'une autorisation émanée de lui pour assister à l'information : mais il n'use de son droit d'exclusion que dans des cas très exceptionnels, et pour des actes isolés de la procédure : en un mot la publicité de l'information préparatoire est entièrement respectée (2).

Il est admis que l'accusateur ne se présente qu'alors qu'il a déjà lui-même les possibilités de faire sa preuve devant le magistrat, de traduire en justice l'inculpé, ou tout au moins de le signaler d'une façon précise (3).

L'accusateur joue donc un rôle très actif dans la découverte des preuves de l'accusation et leur administration en justice. Le juge en examine la valeur, et délivre un *warrant* ou ordre d'arrestation (4).

Une fois le prévenu amené devant lui, il entame alors une sorte d'instruction, *examination*, dirigeant surtout le débat entre l'accusé, l'accusateur et les

1. Renouvelée par une loi de 1848.

2. Cf. Mittermaier, *op. cit.*, p. 109 et suiv. Les *reporters* des journaux y assistent régulièrement.

3. Cf. sur ce point Mittermaier, p. 105 à 107.

4. Un accusé de crime peut être traduit en justice par voie de simple citation (*summons*), mais la règle absolue est que l'arrestation ne peut être opérée qu'à la suite d'un *warrant* du juge régulièrement délivré.

témoins fournis par l'un et par l'autre. Ordinairement la première déposition est celle du constable qui a arrêté l'individu : mais avec lui viennent les témoins de l'accusateur privé et ceux que l'accusé a lui-même le droit de faire citer. Le juge est attentif aux dépositions : mais ce n'est même pas lui qui interroge : ce soin regarde l'avocat de l'accusation ou de la défense, d'une façon générale les représentants des parties (1) ; il n'en est autrement que s'il n'y a pas d'accusateur privé ou si l'accusé n'a pas d'avocat.

Les dépositions des témoins sont rédigées par écrit : mais elles ont lieu en présence de l'accusé. L'information est donc orale, et il n'y a que dans le cas où l'accusé n'est pas encore connu qu'on doit lui en donner ultérieurement lecture.

D'ailleurs ces dépositions, comme les actes de l'information, ne sont pas plus qu'en France, sous le régime de la loi de 1791, destinées à être soumises au jury d'accusation : devant celui-ci le principe de l'oralité est aussi rigoureusement observé.

En ce qui touche l'audition de l'accusé lui-même, la loi pose comme règle qu'il est invité, après les

1. « L'accusateur de même que l'accusé peuvent se faire représenter dans l'information préparatoire par un avocat. Suivant la loi le magistrat est pleinement libre d'accorder ou non à l'accusé un défenseur ; mais en pratique il est extrêmement rare que cette autorisation ait été refusée » (Mittermaier, *op. cit.*, p. 103).

témoins entendus, à déclarer s'il veut fournir des explications : mais cette formalité n'a rien de l'interrogatoire que lui ferait subir le juge (1). On se contente de consigner par écrit dans un procès-verbal ses déclarations spontanées (*statements*) (2).

Mais en même temps, à l'époque où nous nous plaçons, vers la fin du XVIII^e siècle, le juge l'avertissait qu'il n'était tenu de répondre à aucune question, et que tout ce qu'il pourrait dire serait, le cas échéant, employé contre lui. On voulait ainsi lui éviter de se compromettre, et respecter l'adage ancien : *nul ne peut être témoin en sa propre cause*. En fait, le plus souvent, l'inculpé restait muet (3).

1. Cela est surtout vrai depuis une loi de 1848. Sur cette loi, voir Mittermaier, 206, note 6.

2. C'est une règle ancienne qui remonte au XVI^e siècle. Cf. Blackstone, IV, 21.

3. La situation de l'accusé, dans le cours de cette information préparatoire anglaise, est donc absolument passive. C'est son conseil qui pose des questions aux témoins après qu'ils ont déposé : contre-examen, *cross-examination*. Quant à l'accusé lui-même, il peut ne point prononcer une parole (confirmé par la loi de 1848 : 11-22 Victoria, cap. 42). Cette situation, qui est une conséquence du principe *Nemo tenetur prodere seipsum*, n'était d'ailleurs point spéciale à l'information préparatoire. Elle se continuait après le renvoi de l'accusé devant la *Criminal Court*. Là une seule question lui est posée : plaide-t-il *guilty* ou *not guilty*, coupable ou non coupable. S'il plaide coupable, c'est-à-dire s'il avoue librement, cela suffit, et le juge prononce la peine sans recourir au verdict du petit jury. S'il plaide non coupable, la procédure se déroule devant le petit jury, et si l'accusé a un conseil, il devient specta-

Et c'est en cela que consistait toute l'information préparatoire en Angleterre : une simple comparution publique de témoins, d'accusateur et d'accusé, devant un magistrat qui conserve beaucoup plus son caractère *de juge* que d'instructeur.

teur passif ; non seulement il ne subit aucun interrogatoire, mais en principe il n'a pas droit de prendre la parole. On voit jusqu'à quel point on en était arrivé en Angleterre pour respecter le principe ancien du *common law* ; en enlevant à l'accusé la faculté de se compromettre, on paralysait sa défense. Le romancier Dickens a montré cette situation d'une façon saisissante dans le *Magasin d'Antiquités* (chap. 63) et, comme dit M. Esmein, « d'un bout à l'autre des débats le malheureux accusé est là qui compte les coups, suit les péripéties, est condamné comme dans un rêve, sans être intervenu, comme s'il s'agissait de l'affaire d'un autre ». La jurisprudence, au cours du xix^e siècle, avait déjà modifié ces règles traditionnelles trop étroites. Une loi récente, *Criminal Evidence Act* (61 et 62 Victoria, ch. 36), 12 août 1898, vient de leur faire définitivement brèche. (Sur cette loi cf. l'article de M. Esmein, *Revue politique et parlementaire*, novembre 1898, p. 347, et *Annuaire de législation étrangère*, 1898, p. 25. *Notice, traduction et notes* de M. Guérin). Cette loi permet à l'accusé d'être entendu désormais, de prendre part aux débats s'il le juge utile, et cela avec le caractère de *témoin dans sa propre cause*, ce qui d'abord entraîne à lui faire prêter serment de dire la vérité — et M. Esmein remarque à ce propos que c'est un retour au *serment* du droit canonique et de l'ordonnance française de 1670 — en outre entraîne à lui faire subir une *cross-examination* par l'avocat de l'accusation, ce qui peut être très dangereux pour l'accusé pris en flagrant délit de contradiction avec lui-même. La loi n'a d'ailleurs pas supprimé le droit de faire un simple *statement*. La loi dispose enfin pour toute la procédure (art. 1^{er}) et par suite modifie d'une façon qui nous intéresse les règles anciennes devant le juge de paix.

En effet, il ne lui appartient pas de citer personnellement les témoins dont les dispositions pourraient lui être utiles pour la découverte de la vérité. Il ne procède, par lui-même, à aucune visite domiciliaire, mais il en charge un inspecteur de police qui fait son rapport. Son rôle se borne, en somme, à prêter dans chaque affaire une attention impartiale à la production des preuves à charge et à décharge et à prendre ensuite une décision.

N'y a-t-il aucune inculpation sérieuse, il met le prisonnier en liberté et le dégage de toute poursuite (1) ; si l'affaire est de sa compétence, il prononce une condamnation ; dans le cas contraire il rend une ordonnance de *committment*, renvoi devant la justice criminelle (2), à raison d'un crime qui par sa nature dépasse ses attributions ; ce qui équivaut à dire que l'accusation doit être déférée au grand jury pour être par lui autorisée et en ce cas soumise aux débats définitifs (3).

1. Ou bien encore il renvoie l'accusé pour plus ample informé (*to remand the prisoner for farther examination*), lorsque sa conviction n'étant pas faite il présume que de nouvelles preuves lui seront apportées ou découvertes dans un prochain délai. C'est une sorte de « remise à huitaine » de l'instruction que prononce le magistrat.

2. Le *committment* entraîne ou l'incarcération, ou, par une faveur de la loi, la mise en liberté provisoire sous caution.

3. Une affaire criminelle qui doit être déférée au petit jury de jugement peut y être alternativement amenée par le jury

En résumé l'information préparatoire anglaise n'a qu'un but, éclaircir certains faits pour que le *justice of peace* soit à même d'apprécier, en ce qui le con-

du *coroner* et par le grand jury. Le jury du *coroner* est tout à la fois une juridiction d'instruction et d'accusation. Le *coroner*, qui est souvent un médecin, est un fonctionnaire élu à vie par les propriétaires francs-tenanciers du comté ou par la couronne. Il joue son rôle *au cas où il y a lieu de soupçonner une mort qui n'est pas naturelle* : pareil événement se produisant dans sa circonscription, le coroner convoque douze jurés, leur fait prêter serment, et procède avec eux à une enquête. C'est l'intérêt de ce jury, qui rappelle ainsi les *adjoints de 1789* dont nous parlerons plus loin. Les jurés se transportent avec le coroner sur les lieux, examinent le cadavre, entendent les témoins, etc. C'est une véritable instruction qui, au lieu d'être abandonnée, comme dans les autres affaires, à la police et aux parties intéressées, est confiée à une juridiction spéciale : l'origine de cette dérogation, d'après les auteurs (en particulier Mittermaier, p. 151 et suivantes), n'est pas dans une idée de justice, celle de ne pas laisser impunis les crimes les plus graves ; son seul but aurait été autrefois de satisfaire à l'avidité du fisc en recherchant avec soin toutes les affaires dans lesquelles les biens du défunt pouvaient revenir à la couronne : aussi le jury du coroner n'agit-il que dans les cas de mort non naturelle, et reste-t-il inactif devant toutes les autres infractions. Mais c'est aussi la raison pour laquelle, s'il croit à une mort violente, ce jury prend le rôle d'accusateur, de dénonciateur, empiétant ainsi sur le rôle du jury d'accusation qui d'après la théorie a seul le droit de dénoncer un citoyen ou de ratifier la dénonciation. Quand le jury du coroner soupçonne quelqu'un, il le cite devant lui et lui demande des explications : les audiences, en théorie, ne sont pas publiques : mais le principe contraire est si répandu en Angleterre qu'en fait les coroners n'excluent personne ; l'inculpé, à la différence de ce qui se passe devant le grand jury, peut avoir des

cerne, si l'affaire est de sa juridiction ; mettre, au cas où il y a un accusateur privé, l'accusé à même de se disculper au moment où sont exposées les dépositions formulées contre lui, et de présenter s'il veut sa défense. Quant à son introduction, l'information est sans doute presque entièrement dépendante de la volonté et de l'activité de ceux qui dans un intérêt personnel ou collectif intentent une accusation : en cela la découverte impartiale de la vérité est bien un peu compromise. Il n'en reste pas moins que par la façon même dont la loi et la coutume ont

témoins à décharge et un défenseur. Après les débats terminés, le coroner les résume, les jurés se retirent pour délibérer et rendre leur verdict, *inquisition* ; celui-ci déclare quelle a été la cause de la mort, et dénonce, s'il y a eu crime, celui qui lui paraît être le coupable. En principe, l'accusation, ainsi prononcée par le jury du coroner, devrait être portée immédiatement devant le jury de jugement, car il n'y a aucun motif pour le soumettre une seconde fois à une juridiction du même degré. Mais la pratique contraire s'est cependant imposée. Actuellement il en résulte ou bien que le grand jury ratifie le verdict du jury du coroner, et cette ratification alors paraît bien une formalité inutile ; ou bien il le rejette, et on se trouve alors en présence d'une contrariété de jugement d'autant plus regrettable que l'affaire n'en doit pas moins être poursuivie et soumise au petit jury.

Ce sont là les idées essentielles quant au fonctionnement du jury du coroner dans la procédure anglaise (pour les détails, Mittermaier, 112 à 126, en donne un long exposé). Tel que nous venons de le décrire, ce jury est bien mieux, que le grand jury d'accusation, conforme aux deux principes de la procédure anglaise, publicité, forme litigieuse.

réglé son fonctionnement, l'accusé trouve en elle des garanties considérables. C'est d'abord ce fait qu'il est mis au courant de l'imputation, qu'il assiste à la plainte ou à la dénonciation, et qu'il peut questionner lui-même les témoins ; c'est encore qu'il a la faculté de se faire assister d'un conseil et de produire des témoins à décharge. Et c'est enfin la publicité de cette information qui, encore une fois, sans être ordonnée d'une manière absolue, est en fait toujours observée « *sans que, dit Mittermaier, aucun des praticiens anglais lui reconnaisse le moindre inconvénient. On estime au contraire que l'admission du public peut donner lieu, au cours des séances, à la révélation de preuves importantes, et en même temps amener les témoins à déposer avec une exactitude plus scrupuleuse* ». Peut-être sur ce point ne faut-il pas adopter sans réserves l'opinion du savant auteur. On répondrait assez justement que la présence du public peut au contraire avoir pour conséquence une fâcheuse intimidation, et nuire à l'exposé libre et spontané des faits. Mais ce n'est pas le seul avantage reconnu, par les partisans du système anglais, à cette publicité.

Il leur a semblé en tous cas que si l'accusé est menacé de subir des mesures qui, telles que l'arrestation, les perquisitions, etc. portent la plus grave atteinte à sa liberté, c'est justement au cours de l'information préparatoire : par suite c'est surtout ici

qu'on a pris soin de le protéger. Dès l'instant qu'un prévenu est traduit devant la justice, il se trouve, en Angleterre, placé sous l'œil du public, et défendu par là contre toute illégalité, tout abus ou excès de pouvoir.

D'autre part on est d'avis que si la juridiction chargée de statuer sur le bien fondé de la poursuite renvoyait le détenu après une information *secrète* qui aurait pu se prolonger plusieurs mois, il en résulterait une impression fâcheuse et nuisible à l'autorité. On serait tenté de suspecter une faveur injuste faite à l'accusé : danger qu'a voulu éviter le législateur en mettant le peuple à même de juger des raisons qui ont fait adopter une semblable mesure.

Ce sont là les principaux arguments qui ont contribué à faire adopter dans ce pays l'idée de publicité de l'information. Elle paraît, en effet, à première vue séduisante. Resterait à examiner si ses bienfaits sont pratiquement sérieux, et ne se trouvent pas compensés d'ailleurs par de graves inconvénients. Nous y reviendrons plus loin, après avoir étudié le système de la loi française de 1791, qui sur ce point s'est écartée absolument du système anglais.

Lorsque le *commitment* a été prononcé et, que les procès-verbaux de l'information préparatoire ont

été transmis au greffier de la juridiction compétente, il doit être rédigé un *bill d'accusation*.

C'est là une différence avec la législation française actuelle, d'après laquelle cet acte n'est dressé qu'après la délibération de la Chambre des mises en accusation, renvoyant le prévenu devant les assises, c'est-à-dire à un moment où son accusation est décidée (1) : au contraire, en Angleterre, et sous la législation de 1791, comme nous le verrons, l'*indictment* se trouve préparé par le magistrat instructeur ou par la partie plaignante pour être soumis au grand jury. On devine l'avantage que présente cette façon de procéder : la juridiction, appelée à se prononcer sur l'admissibilité de l'accusation qui lui est déférée, est ainsi à même de connaître exactement les termes dans lesquels elle est conçue ; au lieu que dans le système du Code de 1811 l'acte étant l'œuvre du seul procureur général, celui-ci a pu présenter l'affaire sous un jour particulier, et introduire des arguments qui lui impriment un caractère nouveau, ignoré de la Chambre : et par suite les débats de l'audience peuvent se trouver modifiés dans un sens qui ne répond pas à ce qu'avait voulu cette Chambre d'accusation.

L'*indictment*, pièce formaliste, présentée, nous l'avons dit, au nom du roi par les officiers de la couronne, mais à la requête des particuliers, est une

1. Code d'instr. crim., art. 241.

pièce importante dans la procédure anglaise. Depuis le xviii^e siècle, les causes de nullités qui pouvaient entacher sa rédaction ont beaucoup diminué de nombre et de rigueur (1) ; cependant maintenant encore il reste essentiel de la dresser d'une façon régulière et inattaquable : en effet l'*indictment* sert non seulement de base à la mise en accusation, mais aussi au verdict des jurés de jugement, auxquels on se borne à demander si l'accusé de tel *crime spécifié dans l'acte* est ou non coupable, sans qu'il leur soit posé de questions spéciales.

L'*indictment* doit contenir un énoncé simple, clair et précis, des circonstances donnant lieu à la poursuite, sans qu'il s'y mêle aucune appréciation particulière, aucune supposition émanant de l'organe de l'accusation. Il sert à faire connaître exactement à l'accusé le crime qui lui est imputé, et aux grands jurés les résultats de l'information préparatoire.

Le grand jury s'assemble lors de l'ouverture solennelle des assises ou des sessions trimestrielles en même temps que le petit jury : ils siègent concurremment (2). Les membres du premier sont pris sur la liste générale des jurés, c'est-à-dire la liste servant à la fois au recrutement du jury de jugement et du jury d'accusation. Le soin de dresser ces listes

1. Sur l'historique des changements introduits, cf. Mittermaier, *op. cit.*, p. 290 et Glasson, *op. cit.*, V, 580.

2. A la fin du xviii^e siècle elles étaient de deux sortes :

appartenait au constable, et le choix des jurés au shériff qui, en matière criminelle au moins, avait une grande liberté à cet égard (1).

d'abord les sessions dites *d'oyer et terminer, and general gaol delivery* tenues deux fois par an dans chaque comté par les grands juges des cours de Westminster. Les autres, dites *quarter sessions* tenues par les juges de paix du comté réunis en assemblées trimestrielles ; c'était donc ou un des juges de Westminster ou un shériff qui prononçait l'ouverture des assises et mettait en activité le grand jury.

1. Au lieu qu'en matière civile, ils furent toujours tenus d'observer certaines prescriptions légales, quant à la façon de dresser les listes.

Ce qui est dit dans le texte n'est vrai que pour l'époque de la Révolution française. Primitivement, les listes d'éligibles n'existaient pas. Les shériffs avaient toujours abusé de la liberté qui leur était laissée. « En toutes circonstances, dit M. Franqueville (*op. cit.*, p. 16), ils se montraient les instruments dociles du gouvernement ; l'esprit de parti jouait un rôle important dans leurs désignations et le jury était la plupart du temps aussi partial que la magistrature. »

C'est Charles II qui ordonna (actes 16 et 17) de dresser les premières listes. On en chargea successivement les shériffs. L'ordre ne fut pas exécuté ; puis les *constables*, puis les *hauts constables*. Actuellement les listes sont établies, depuis les actes 25 et 26, Victoria ch. 107, par les *marguilliers* (*churchwardens*) et les officiers de l'assistance publique (*overseers*) ; revisées par les juges de paix des divisions du comté ; adressées par ceux-ci au shériff du comté. En pratique, les marguilliers, non payés, mettent peu de conscience à cette tâche : et c'est en général un simple clerc de juge de paix qui opère la révision.

Pour les sessions, le shériff, sur l'invitation du juge président, choisit sur la liste annuelle une liste ou *panel* de 48 à

En souvenir des pratiques anciennes et des jurés de la charte de Clarendon, des conditions de cens ont toujours été exigées pour figurer sur la liste (1). A l'époque de la Révolution ces conditions résultaient plus de la tradition que de textes légaux ; d'où précisément la latitude laissée au shériff, la loi se contentant d'exiger qu'ils fussent titulaires de francs fiefs (*freeholders*) ou de tenures militaires, et hommes honorables (2). Dans les comtés, en fait, y figurent de gros propriétaires, et dans les bourgs les représentants des classes moyennes, de la bourgeoisie. Les fonctions de grand juré ayant toujours été plus recherchées, parce que moins absorbantes que celles de juré de jugement, le shériff en a toujours profité ou pour y envoyer les personnes qu'il veut favoriser, ou pour en mettre, en quelque sorte, l'éli-

52 noms, pour fournir aux récusations. Des pénalités sont édictées contre lui, mais en fait son choix est absolument libre, et il exempté qui bon lui semble. Tous ces détails sont résumés d'après l'ouvrage de M. de Franqueville

1. Statut dit « *de Westminster* » (1285) : de 20 à 40 schill. de revenu ; depuis cette époque, variations nombreuses, 4 livres au minimum sous Elisabeth, et 20 livres sous Charles II. Depuis la Révolution, il faut être propriétaire d'immeubles de 250 francs de revenu, où jouir d'un usufruit équivalent à un revenu de 500 francs. « L'idée du législateur anglais en maintenant le cens, dit M. de Franqueville, p. 27, est moins de chercher dans cette condition une preuve de capacité que d'éviter à des citoyens pauvres un fardeau trop pesant. »

2. Cf. Ludot sur Blackstone, p. 110, 111 et Franqueville, p. 16.

gibilité aux enchères. Ces abus, qui de tout temps ont existé, n'ont pas encore entièrement disparu, malgré les précautions prises depuis un siècle pour les atténuer.

Les grands jurés sont au nombre de vingt-trois au moins, pour que les décisions puissent être rendues à la majorité de douze voix. Aussitôt qu'ils sont réunis ils se constituent en nommant eux-mêmes leur président (*foreman*) et se présentent ensuite devant la cour pour prêter serment (1) ; après quoi ils entrent immédiatement en fonction.

Le premier point à noter, c'est que les délibérations du grand jury sont secrètes.

Nul ne peut y assister. En outre, le prévenu n'y comparait pas ; sur ces deux points la loi de 1791 copiera exactement la procédure anglaise. Mais on voit qu'ici cette rigueur a un moindre inconvé-

1. Formule du serment, d'après Aignan. *Histoire du Jury*, p. 165.

« Vous examinerez scrupuleusement les choses sur lesquelles vous serez appelés à prononcer et vous donnerez votre avis dans toute la sincérité de votre âme.

Vous mettrez la même exactitude pour le fait dont vous aurez eu connaissance de votre chef. Vous tiendrez secrète l'opinion des gens du roi, celle de vos collègues et la vôtre. Vous ne mettrez personne en accusation par haine ou par malice ; vous ne renverrez personne d'accusation par faveur ou par faiblesse, par amour du gain ou par tout autre motif d'intérêt. En toutes choses vous déclarerez toujours, et selon les lumières de votre conscience, la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Ainsi Dieu vous ait sous sa garde. »

nient, relativement à la protection qui doit s'attacher à l'innocence, puisque le prévenu a pu se faire entendre, et se disculper en public pendant la première partie de l'information.

A l'inverse, le poursuivant vient faire sa déposition devant le grand jury, et celle-ci naturellement est d'un grand poids. Enfin, les témoins à charge sont seuls produits et non les témoins à décharge (1). Nous avons dit qu'aucune pièce écrite de l'information préparatoire n'était soumise au grand jury, en dehors de l'acte d'accusation ; il en résulte que les jurés, en interrogeant les témoins, n'ont aucun moyen de se rendre compte des divergences de déclarations, si les témoins déposent devant eux autrement que devant le magistrat : n'ayant aucun contrôle de publicité, ils sont d'autre part plus accessibles à la tentation de ne pas dire la vérité, d'autant qu'on ne rédige aucun procès-verbal : toute cette partie de l'instruction du procès est exclusivement orale.

Le *common law* contient un grand nombre de règles sur l'admission des preuves, règles dans le détail desquelles nous ne pouvons songer à entrer : le principe, c'est que le grand jury ne doit autoriser

1. Cela en fait ; c'est la pratique judiciaire qui s'est prononcée en ce sens : en théorie le grand jury pourrait les faire comparaître. En tous cas, il est, paraît-il, de règle qu'il n'y est point obligé (cf. Mittermaier, p. 305).

l'accusation comme fondée que si les preuves soumises paraissent suffisantes, selon toute vraisemblance, pour opérer la conviction du petit jury. Ils ne doivent point prononcer à la légère, et dans l'espoir que de nouveaux arguments seront produits aux débats de l'audience en faveur de leur décision ; « un grand jury doit être pleinement convaincu de la vérité de tout ce qui est allégué dans une plainte avant de la déclarer admissible ; il doit rejeter tout *bill* qui n'est appuyé que sur des charges frivoles et prendre garde de se rendre l'instrument de quelque malveillance particulière » (1).

Avant que le jury, ayant terminé l'examen des charges et l'audition des témoins, se retire pour délibérer, le juge président des assises est tenu d'adresser à ses membres une instruction (*charge*), et d'appeler leur attention sur les points principaux qu'ils ont à élucider, les mettant en garde contre des erreurs d'appréciation, les exhortant à l'impartialité, et en particulier les invitant à bien considérer le point de savoir si le fait en cause est légalement punissable. Cette intervention du juge est très remarquable : nous retrouverons exactement son analogue

1. Philipps, chap. 3, cité par Faustin-Hélie, VI, 15. Voir aussi Blackstone, IV, 23. « Une grande assemblée de jurés doit être intimement persuadée de la vérité d'une accusation autant que le permettent les preuves qu'ils ont reçues et ne doit pas se contenter de simples probabilités, car cette doctrine pourrait favoriser des vues très oppressives. »

dans la procédure française de 1791 avec le rôle joué par le directeur du jury.

Il n'y a, on l'a vu, de verdict valable que celui auquel ont concouru au moins douze jurés. Ils votent à main levée. Si donc douze membres estiment que les charges produites sont suffisantes, le *foreman* constate cette sentence en écrivant au dos de l'indictment *billa vera*, ou *a true bill*. Au cas contraire, il l'exprime par un refus du *bill* (*not bill*), par un verdict d'insuffisance (*not found*), ou simplement par le mot *ignoramus*. Dans tous les cas l'accusation est non admise. Le verdict est enfin prononcé en séance publique.

Dès lors se trouve terminée la première partie du procès criminel, la seconde devant se poursuivre devant le tribunal, et en audience publique. Les fonctions du grand jury expirent en effet aussitôt qu'il a fini d'expédier les affaires qui lui sont soumises : si le *bill* est accepté, l'accusé est presque immédiatement traduit devant le petit jury, celui-ci prononçant sur-le-champ au sujet des accusations que lui renvoie le premier : on évite ainsi une double comparution de témoins espacée par un long intervalle. Les accusés ne s'arrêtent pas à demander qu'on leur notifie le *true bill* et la liste des témoins parce qu'en général ils sont assez renseignés par les débats de l'information préparatoire. Leurs défenseurs en obtiennent s'ils veulent communication et

se concertent avec eux. Mais on peut dire qu'aucun acte de procédure intermédiaire ne sépare la mise en accusation et la mise en jugement.

Telle est cette institution du grand jury anglais, que nous nous sommes efforcé de décrire beaucoup moins dans sa forme actuelle qu'en l'envisageant à la fin du XVIII^e siècle, en tant qu'il put servir de modèle au législateur français de 1791. Il n'est, on le voit, ni une juridiction de jugement ni proprement une juridiction d'instruction. Depuis le XIV^e siècle son caractère est resté presque le même : on l'exprimerait bien par le mot : *dénonciateur*. Le grand jury accuse tous ceux qu'il croit coupables : en souvenir de son origine, la loi lui a jusqu'à nos jours conservé des droits très larges : chargé, comme le dit un ancien texte, *de découvrir pour le roi* (1), il a mission de rechercher les crimes et délits troublant la paix publique ; il a toujours en théorie gardé la faculté de faire du *presentment*, d'après sa connaissance personnelle des faits, et sans qu'aucun citoyen ait réclamé : le maintien de cette règle ancienne renseigne bien sur la valeur de l'organe ; et si, en fait, il n'en est plus fait usage, à notre époque du moins, ce droit de *presentment* représente-t-il historiquement une des deux raisons d'être du jury.

Son second but c'est de passer en revue les différentes plaintes formulées par les particuliers, de les

1. St. 3, Henri VIII, c. 12.

examiner avec soin, et de rejeter toutes celles qui n'offrent aucune garantie de sincérité, afin de ne pas laisser plus longtemps les innocents sous le coup d'une poursuite dégradante (*indictment*).

C'est ce point de vue surtout qui décidera, en 1791, de l'imitation qui en fut faite chez nous. On verra dans les jurés les représentants du peuple pour assurer le respect de la liberté individuelle, on considérera le jury d'accusation comme le système de procédure le plus propre à éviter la déformation d'esprit professionnelle, si l'on peut dire, des magistrats. On y verra surtout un moyen de participation des citoyens à l'administration de la justice, et le symbole de la réaction de l'esprit démocratique contre la tyrannie du pouvoir central : n'oublions pas en effet que les juges, en Angleterre, shériffs ou juges de paix ou juges d'assises, sont nommés par le roi : dans ces conditions le jury pouvait bien en effet paraître une création libérale. Mais en France, sous la Révolution, les juges seront au contraire les élus de la nation. Cela n'empêchera pas la Constituante d'adopter, en outre, et comme garantie supplémentaire, le jury anglais. Mais on l'adoptera avec ses règles telles que nous venons de les passer en revue. Elles n'avaient plus chez nous leur raison d'être. Qu'on ait pris l'habitude, en Angleterre, d'entendre après le poursuivant les seuls témoins à charge, par cette raison que leurs dépositions sont indispensa-

bles pour confirmer la parole de l'accusateur ; qu'on n'appelle jamais l'accusé ni aucune des personnes qui pourraient témoigner en sa faveur, cela s'explique par des motifs historiques : le grand jury ne cherche pas à connaître l'affaire au fond ; il n'a pas à juger la cause en elle-même, il lui suffit de faire connaître à l'autorité supérieure au nom de laquelle il prononce, les plaintes qui lui paraissent réunir toutes les qualités des plaintes sérieuses.

Ces particularités, qui nous surprennent mais que nous comprenons cependant dans la législation anglaise, se transformeront en lacunes regrettables dans le système français, où le jury sera considéré à la fois comme un instructeur et comme un surveillant, le juge au premier chef, le représentant de la société et le porte-parole de l'opinion.

De ce qui précède il résulte que le principe sur lequel repose le grand jury anglais — déclarer que l'accusation a toutes les apparences de la vérité — est au fond dangereux pour l'innocence injustement soupçonnée, bien loin qu'il la protège. Le *huis-clos* de ses délibérations est assurément à cet égard la mesure la plus funeste : sans doute à l'origine, le jury dénonciateur ne pouvait être une institution publique ; le seul but était alors de permettre aux habitants du comté de se communiquer, à propos de chaque infraction, leurs soupçons et le résultat de leur enquête personnelle. Mais quand on changea la mission de l'insti-

tution et qu'on lui demanda d'agir par *indictment*, de peser les preuves particulières, plutôt que de fournir elle-même les dénonciations (*presentment*), le motif qui avait d'abord commandé le secret disparut pratiquement : cependant on ne laissa jamais, malgré les réclamations, la publicité s'y introduire (1).

Comme chez nous, pour refuser la publicité de l'information préparatoire, on alléguait la nécessité d'une répression complète et libre dans ses mouvements : mais ces arguments, qui chez nous s'appuient sur tout un passé de procédure criminelle secrète et inquisitoire, faisaient contraste en Angleterre, où l'esprit et les habitudes nationales y étaient contraires : ils y avaient d'ailleurs une bien mince valeur, puisque la comparution devant le grand jury est dans la plupart des cas précédée d'une information publique et contradictoire (2). C'est là vraiment

1. Mittermaier affirme que de son temps la règle du secret s'appliquait encore avec la plus extrême rigueur. L'avocat, bien entendu, est compris dans la mesure générale.

2. Cela est si vrai qu'à en croire les auteurs, actuellement le seul cas où en Angleterre l'examen du bill d'accusation soit fait sérieusement par le grand jury est celui où l'accusateur le saisit directement en lui présentant un *indictment* sans information préparatoire. Le reste du temps, le jury n'entendant que les témoins de l'accusation procède en fait d'une manière précipitée qui n'est guère satisfaisante pour la protection de la liberté individuelle : on pense qu'y ayant eu *commitment* de la part du magistrat instructeur, on a déjà

qu'il faut chercher les garanties efficaces de l'accusé anglais. En 1791 on négligera d'imiter cette information dans ce qu'elle comporte de mesures protectrices ; on sera séduit par la formule de Blackstone que *nul ne peut être poursuivi en justice à raison d'un fait criminel s'il n'est pas mis en accusation par la décision de ses pairs* (1) ; on suivra le principe et la théorie sans s'inquiéter du fonctionnement pratique.

Nous allons, dans la suite de ce travail, examiner comment et sous quelle forme ce principe s'est introduit dans la procédure française à l'époque de la Révolution.

beaucoup fait pour l'accusé en lui laissant son entière liberté de défense. On a été jusqu'à dire que pratiquement le jury anglais était ainsi un rouage assez inutile dans la procédure, le cas d'indictment sans information préparatoire étant très peu fréquent (Préface à la traduction de Mittermaier, p. 49). Sur ceci voir Mittermaier, pages 319 et suivantes et Franqueville, page 41. A ce propos, une personne ayant longtemps vécu en Angleterre nous écrivait récemment : « Lorsqu'on assiste à une session judiciaire anglaise on est frappé de voir les grands jurés revenir à chaque instant devant la cour les mains pleines de *bills* qu'ils ont examinés. Quand ils apportent, la première fois, une heure à peine après leur départ, une dizaine de verdicts, on reste stupéfait ; mais c'est bien autre chose encore le jour suivant pour peu que les affaires soient nombreuses, car il n'est pas rare de voir alors au moins une vingtaine de *bills* jugés en moins d'une heure. Et on expédie de la sorte non seulement les causes simples, mais les questions les plus difficiles de toute la session. »

J. Blackstone, III, chap. XXIII.

CHAPITRE II

La première forme de procédure organisée sous la Révolution

I. — Le projet de Bergasse.

II. — Le décret des 8-9 octobre 1783 et la procédure *des adjoints*.

« Combien ai-je vu, disait Montaigne, de condamnations plus crimineuses que le crime. » Son exclamation aurait pu être répétée encore à la fin du XVIII^e siècle, non que l'esprit de nos juges fût particulièrement cruel ni barbare, mais parce que les imperfections de la procédure, telle qu'elle était sortie des mains de Pussort en 1670, devaient nécessairement amener des erreurs et des fautes. Cela surtout au grand criminel, où les affaires les plus importantes s'instruisaient secrètement, et de la manière la plus défavorable à l'accusé (1).

1. Au civil et au petit criminel les causes étaient jugées en audience publique.

Sous le régime de l'Ordonnance de 1670 — et c'est le seul que nous voulions rappeler brièvement — les poursuites pouvaient être intentées soit sur l'action de la partie civile, soit surtout sur l'initiative de la partie publique : procureur du roi ou du seigneur (1). Le caractère général de cette procédure est en effet *depuis le xvi^e siècle*, nettement inquisitoire. Dans tous les cas la marche de l'information restait la même : le juge compétent était en principe le juge — seigneurial ou royal -- du lieu du délit ; il opérait d'abord un transport sur les lieux et dressait procès-verbal de l'état où était trouvé le corps mort ou la personne blessée (2) ; il entendait les témoins, mais *secrètement et séparément* (3), et son greffier prenait note en sa présence des dépositions (4). Les dispositions les plus minutieuses étaient prises à peine de nullité pour que l'information écrite, cette pièce si importante, fût sincère et non altérée (5). Mais la

1. Titre III, art. 8.

2. Titre IV, art. 1^{er}.

3. Titre VI, art. 11.

4. Titre VI, art. 9 La déposition était signée par le témoin, le juge et le greffier. Compléter ceci par l'article 6 du même titre, défendant au juge de « commettre leurs clerks ou autres personnes pour écrire les informations qu'ils feront dehors de leur siège. »

5. Cf. titre VI, art. 5, 9, 11, 12. Défense de laisser des interlignes. Nécessité d'approuver les ratures. Tenue matérielle du registre.

règle était que les témoins fussent produits seulement par la partie publique et la partie civile (1).

Les témoins de l'accusé étaient rigoureusement écartés de cette partie de l'information. Pour arriver plus sûrement à ce résultat, on ordonnait aux témoins, avant de déposer, de faire « apparoir l'exploit qui leur aura été donné » (2). Si l'on ajoute la défense faite aux greffiers *de communiquer les informations et autres pièces secrètes du procès* (3), on voit à quel point l'inculpé était tenu étranger à l'action dirigée contre lui. En effet, le principe était qu'aucun fait justificatif ne pouvait être invoqué antérieurement à *la visite du procès*, c'est-à-dire à la dernière phase de la procédure, aussitôt avant le jugement, et une fois terminés les informations, interrogatoires, recolement et confrontations (4). Donc pendant l'instruction préparatoire, la défense ne recevait aucune protection. Le juge devait seulement consigner dans les procès-verbaux relatant les premiers indices, *ceux qui pouvaient servir à décharge*

1. Titre VI, art. 1^{er}.

2. Titre VI, art. 4.

3. Titre VI, art. 15.

4. Titre XXVIII, art. 1^{er}. « Défendons à tous juges, même à nos cours, d'ordonner la preuve d'aucuns faits justificatifs ni d'entendre aucun témoin pour y parvenir, qu'après la visite du procès. »

en même temps que les autres (1) ; mais le texte visait surtout les indices matériels, et s'il donnait au juge une certaine latitude dans l'impartialité de son enquête, il ne permettait pas à l'accusé de produire directement aucun témoin à décharge.

Après l'information, et seulement alors — sauf pourtant en cas de flagrant délit (2) — intervenait le *décret*, rendu sur les conclusions du procureur du roi (3). Prononcé par le juge, ce décret pouvait être de trois sortes : ou d'*assigné pour être ouï*, ou d'*ajournement personnel*, ou de *prise de corps*. Les deux premiers avaient ceci de commun qu'ils laissaient le prévenu en liberté, tandis que le troisième, réservé pour les cas importants amenait l'emprisonnement.

L'interrogatoire de l'inculpé devait légalement suivre dans les vingt-quatre heures (4). Traité comme un témoin ordinaire, il ne pouvait répondre qu'après avoir prêté serment de dire toute la vérité. Cette

1. Titre IV, art. 1^{er}. « Les juges dresseront sur-le-champ et sans déplacer procès-verbal de l'état auquel seront trouvées les personnes blessées ou le corps mort ; ensemble du lieu où le délit aura été commis et de tout ce qui peut servir pour la décharge ou conviction. »

2. Titre X, art. 8.

3. Titre X, art. 1^{er}.

4. Titre XIV, art. 1^{er} et suivants. D'après Jousse (*Commentaire sur l'ordonnance criminelle*), en fait, l'accusé restait parfois plus de huit jours avant d'être entendu.

pratique, dont l'abolition fut impérieusement réclamée par les Cahiers des Etats, et accomplie avec enthousiasme par la Constituante, était particulièrement odieuse ; dès 1670 le président de Lamoignon avait fait sentir l'absurdité qu'il y avait à exiger un serment d'un homme placé à cette heure fatale entre sa conscience et l'instinct de la conservation (1).

Les formalités de l'interrogatoire étaient, comme le reste, minutieusement réglées par l'Ordonnance ; il était communiqué ensuite à la partie civile et à la partie publique (2). L'accusé pouvait avouer : mais son aveu n'amenait pas le prononcé immédiat du jugement, la théorie admise généralement voulant en effet qu'à cet aveu se joignît une preuve écrite où la déposition d'un bon témoin : on résumait cette doctrine par l'adage : *nemo auditur perire volens* (3). Aussitôt après la comparution de l'inculpé et son interrogatoire, et sur la réquisition de la partie publique ou de la partie civile, les juges, assemblés en chambre du conseil, au nombre de trois — ou de sept si l'affaire était en dernier ressort — et naturellement dans le plus grand secret, et sur les seules pièces écrites de la procédure antérieure, rendaient un jugement qui clôturait l'information prépara-

1. Cf. Esmein, *op. cit.*, p. 229.

2. Titre XIV, art. 17 et 18.

3. Sur cette théorie des preuves dans l'Ordonnance, cf. Esmein, *op. cit.*, p. 270-276.

toire. Lorsqu'il n'y avait pas lieu à l'application d'une peine corporelle, mais seulement d'une peine pécuniaire, ils *civilisaient* le procès ; l'accusé était mis en liberté, et la partie plaignante n'avait plus que le droit de réclamer suivant la procédure civile (mais devant la juridiction criminelle) la réparation du dommage (1). Dans le cas contraire ils décidaient la continuation des poursuites criminelles et, suivant l'expression consacrée, procédaient *au règlement à l'extraordinaire* (2).

Ce *règlement* occupe donc dans l'ancienne procédure une place analogue à celle que rempliront successivement ensuite le verdict du jury d'accusation et l'arrêt de la chambre de mises en accusation : il vient après l'information préparatoire, et avant l'instruction définitive du procès.

Son but c'est de décider la nature et la valeur de l'accusation : « *Pour savoir si une accusation mérite d'être instruite*, écrit Muyart de Vouglans (3), *le juge doit considérer deux choses ; en premier lieu le titre de l'accusation, parce que quand même la preuve qui résulterait des charges et informations serait légère, il en pourrait survenir de nouvelles, tant par le*

1. Cf. titre XX.

2. Tit. XV, art. 1^{er}. « Si l'accusation mérite d'être instruite, le juge ordonnera que les témoins ouïs es informations, et autres qui pourront être ouïs de nouveau seront recolés en leurs dépositions et, si besoin est, confrontés avec l'accusé. »

3. *Instruction criminelle* (1762), p. 495.

recolement où les témoins peuvent ajouter à leurs dépositions, que par la production de pièces nouvelles; en second lieu, la preuve résultant des charges; pour la raison qu'un crime, quoique léger de sa nature, peut être accompagné de certaines circonstances qui le rendent qualifié, telles que celles qui résultent de la qualité des personnes, des lieux et de la manière avec laquelle il a été commis. » Le juge procédant au règlement avait donc mission de peser les charges et d'examiner, en recolant les témoins anciens, en entendant les témoins nouveaux s'il s'en produisait, en confrontant les uns ou les autres avec l'accusé, le bien fondé de la poursuite.

Cette confrontation avec les témoins était la première occasion que cette procédure impitoyable lui donnait de saisir l'accusation dirigée contre lui.

Mais l'opération, bien entendu, avait lieu à huis-clos. Depuis son arrestation le prévenu se trouvait dans un isolement complet, sans aucune communication avec ses parents, et sans l'assistance d'un conseil (1). Et si nous voulons nous faire une idée exacte de l'inhumanité de toute cette première par-

1. « Comme il ne s'agit ordinairement dans les procès criminels, écrivait Jousse, que de faits que personne ne connaît mieux que l'accusé, le conseil qui lui serait donné ne pourrait servir qu'à lui suggérer les moyens propres à altérer la vérité de ces mêmes faits et à éloigner la punition du crime. » (*Commentaire*, etc). Cf. aussi Esmein, p. 231 à 233.

tie de l'ancienne procédure, il nous suffira de lire ce passage d'un écrivain du xviii^e siècle, Verneilh (1) :

« Pendant tout le cours de cette procédure, il n'est pas permis à l'accusé de prouver aucun fait tendant à sa justification ; ce n'est qu'après avoir épuisé les ressources pour accumuler les preuves, qu'on l'admet enfin à proposer ce que nous appelons *ses faits justificatifs* ; mais il ne peut les prendre que dans ses interrogatoires et confrontations dont on lui refuse néanmoins toute communication. S'il ne se rappelle pas bien ce qu'il a dit, s'il n'a pas connu alors tous les faits relatifs à sa défense, ou s'il a omis de les opposer dans le trouble que comportait sa situation, cette ignorance, ce défaut de mémoire ou de présence d'esprit, peuvent lui coûter la vie. L'accusé est-il assez heureux pour être admis à la preuve des faits justificatifs, il faut qu'à l'instant où lecture lui est donnée du jugement qu'on l'admet, il indique les témoins qu'il veut faire intervenir : *car on le traite toujours en coupable auquel on fait grâce en l'écoutant.* »

C'est en face de ce système d'instruction qu'on se trouvait en 1789.

D'autre part, bien avant l'Ordonnance de 1670 et

1. Verneilh-Puirasseau, qui fut en 1791 membre de la Législative, puis préfet sous l'Empire et mourut en 1819. C'est le père de l'archéologue connu.

seulement jusqu'au xiv^e siècle environ, un système de procédure tout différent avait régi la France ; celui-ci comportait les données essentielles de l'accusation publique, du jugement par les pairs, de la preuve orale, de la publicité des débats et du droit de défense.

Placée entre les deux points de vue, le Comité de législation criminelle de la Constituante adopta un système de conciliation : à la période postérieure à l'Ordonnance, elle prit la première information avec son secret, miligé autant que faire se pouvait, et la procédure écrite dans sa plus grande partie. A la période antérieure, elle emprunta l'idée du jugement par les pairs et la publicité des audiences.

Précisément, au cours du xviii^e siècle, l'opinion s'était considérablement attachée à l'idée d'un jury. Montesquieu (1) et Voltaire (2) avaient fait l'éloge

1. L'historien anglais de Hume, M. Burton, cite la lettre suivante de Montesquieu à Hume, en date du 16 mai 1749.

« J'ai reçu, Monsieur, comme une chose très précieuse, la belle lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet de mon ouvrage (*L'Esprit des Lois*). Elle est remplie de réflexions si judicieuses et si sensées, que je ne saurais vous dire à quel point j'en ai été charmé. Ce que vous dites sur la forme dont les jurés prononcent en Angleterre m'a surtout fait grand plaisir, et la partie de mon livre où j'ai traité cette matière est peut-être celui qui m'a fait le plus de peine et où j'ai le plus souvent changé ce que j'avais fait... etc. »

Voir aussi *Esprit des Lois*, XII, ch. 2 et XIII.

2. Beaucoup d'écrits, dont voici les principaux :

Mémoire pour Donat Calas (Genève, 1762, in-12).

Traité sur la tolérance à l'occasion de la mort de Calas, 1763, in-8°.

de cette institution, suivis par beaucoup d'autres écrivains de second rang. L'abbé Coyer avait, en 1776, traduit Blackstone.

La pensée du jury pénétrait lentement tous les esprits. La publication du célèbre écrit de Sieyès : *Qu'est-ce que le tiers ?* tiré à plus de 30.000 exemplaires, chiffre énorme pour l'époque, mit, en janvier 1789, le comble à l'enthousiasme.

« Le juré, disait Sieyès, est la véritable garantie de la liberté individuelle en Angleterre et dans tous les pays du monde où l'on aspira à être libre. Cette méthode de rendre la justice est la seule qui mette à l'abri des abus du pouvoir judiciaire. »

Relation de la mort du chevalier de la Barre, 1766, in-8°.

Commentaire sur le livre des délits et peines de Beccaria, par un avocat de province, 1766, in-8°.

Mémoire pour Sirven, 1767, in-8°.

Essai sur les probabilités en fait de justice, 1772, in-8°.

Le cri du sang innocent, 1775.

Dialogues entre A., B., C. (1768).

Avec lui il faut citer Beccaria. *Traité des délits et des peines*, traduct. française, Morellet, 1766. Ce sont les ouvrages qui eurent au XVIII^e siècle la plus grande répercussion.

Nous n'avons pas cru devoir insister plus longuement sur ce qu'on pourrait appeler « l'idée du jury dans la littérature et dans l'opinion au XVIII^e siècle » ; l'ouvrage de M. Esmein (330-396) en a traité d'une façon trop complète pour qu'on puisse songer reprendre le sujet. On trouvera aussi de nombreux détails dans Félix Rocquain. *L'Esprit révolutionnaire avant la Révolution* et Seligmann : *La Justice en France pendant la Révolution* (1789-1792), in-8° 1901 (p. 93 à 105).

Dès l'aube de la Révolution nous voyons ainsi nettement s'affirmer le mouvement qui aboutira au vote de la loi de 1791.

I

Le signal d'un remaniement dans l'organisation du pouvoir judiciaire fut donné le 9 juillet 1789 à l'Assemblée Nationale par Mounier qui présentait, au nom du *Comité de Constitution*, un plan de constitution (1). Ce comité voulut procéder avec logique. Bien que la réforme de la procédure criminelle fût impatiemment attendue, on décida de reculer toute discussion à ce sujet jusqu'à ce que le projet de *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* et les principes destinés à régir les pouvoirs législatif et exécutif eussent été élaborés (2). En fait, cependant, avant que le même Mounier eût proposé à l'Assemblée les premiers articles de la Constitu-

1. *Moniteur*. Séances des 6 et 9 juillet. Ce comité comprenait trente membres.

2. *Moniteur*. Séance du 27 juillet : discours de Champion de Cicé sur les premiers travaux du comité. De même dans la séance du 28 août Mounier prit la parole au nom du Comité de Constitution, et exposa qu'il convenait de donner une marche simple et aisée à la discussion en adoptant l'ordre suivant : 1^o Déclaration des droits de l'Homme ; 2^o Principes sur le gouvernement monarchique ; 3^o Organisation du Corps législatif ; 4^o du pouvoir exécutif ; 5^o du pouvoir militaire ; 6 du pouvoir judiciaire (*Moniteur* du 29 août).

tion, la question du pouvoir judiciaire avait été singulièrement élucidée.

Le 17 août Mirabeau avait lu à la tribune un exposé des nouveaux principes : « Libre dans sa personne, le citoyen ne peut être accusé que devant les tribunaux établis par la loi ; il ne peut être arrêté, détenu, emprisonné que dans les cas où ces précautions sont nécessaires pour assurer la réparation ou la punition d'un délit, et selon les formes prescrites par la loi ; il doit être publiquement poursuivi, publiquement confronté, publiquement jugé. On ne peut lui infliger avant l'accusation que des peines déterminées par la loi ; les peines doivent être graduées suivant la nature des délits et enfin égales pour tous. »

Le même jour Bergasse lut un rapport sur la réorganisation de la justice (1). Député de Lyon aux Etats généraux, Bergasse appartenait à cette phalange intelligente de philosophes de robe qui, au moment où les méditations paisibles allaient faire place à de terribles agitations, tâchaient de recueillir, pour les formuler, les aspirations de la nation vers un régime meilleur, aspirations écrites dans les Cahiers des Etats (2) et dont la nature souvent vague

1. Voir ce rapport publié intégralement aux *Archives parlementaires*, 1789-1800, VIII, p. 440 et s.

2. En voici le résumé d'après le livre de M. Desjardins : *Les cahiers des Etats généraux et la législation criminelle*, p. 263 et s. Ce qu'on voulait en 1789 c'était rendre la

et indécise faisait le principal danger. Bergasse, qui avait, comme beaucoup de ses collègues, débuté au barreau par une dissertation sur la loi criminelle, était animé des pensées les plus libérales. Il comprenait l'importance de son rôle et les difficultés de la

procédure plus simple, plus rapide et moins coûteuse (*Anjou, Tiers, Lois criminelles, art. 2*). L'intérêt de l'accusation paraissait devoir être contrebalancé par l'intérêt de l'accusé, dont la plupart des cahiers peignaient la situation sous les plus tristes couleurs (*Langres; Montpellier, Tiers, ch. VII, art. 5*). L'égalité qui doit exister entre les deux parties « veut que l'accusé ait autant de moyens de se justifier qu'il y en aura pour le convaincre (*Alençon, Tiers, ch. IV, art. 3*). » Ce seront ceux « que la raison et l'humanité réclament » (*Amiens, Noblesse 29*). Notamment le droit d'avoir communication des charges, et de faire entendre des témoins en tout état de cause. Pour protéger l'innocence contre les fausses dénonciations, le tiers de *Rennes* (*art. 131*) veut que le dénonciateur soit déclaré *in limine litis*. Quant à l'instruction, plusieurs cahiers (*Chatellerault, Tiers, ch. IV. — Lyon, III. Sect. III*) demandaient qu'elle fut faite par plusieurs juges réunis, deux ou trois ; d'autres proposaient un juge et des assesseurs pris dans les municipalités (*Bordeaux, Tiers, Administration de la justice. — Auch, points préalables, art. 26. — Istres, art, 60*). Enfin l'instruction par jurés était quelquefois réclamée. *Chevreuse* (*Justice, art. 4*) regardait cette expression comme équivalente à *Instruction publique*, et les deux idées sont volontiers confondues. Le tiers de *Montpellier* émet le vœu que le législateur « rende la procédure publique et admette à toutes les parties de son instruction des pairs jurés » et la communauté de *Mérindol* celui que « la procédure de l'accusé soit instruite par ses pairs ». La publicité de l'instruction est réclamée d'ailleurs très généralement. M. Desjardins cite un grand nombre de vœux en ce sens, émanant de trois ordres.

matière : « De toutes les parties du travail de l'Assemblée, disait-il dans son préambule, celle dont nous allons vous rendre compte est incontestablement la plus complexe, et, nous devons le dire, nous sommes loin de croire que nous ne soyons demeuré bien au-dessous de la mission qui nous était imposée. »

D'après lui le pouvoir judiciaire étant institué pour veiller à l'application de la loi, et ayant pour but unique de rendre possible tout ce qui est permis, impossible tout ce qui est défendu, il en résultait qu'aucune action humaine, *sociale ou domestique*, ne restait hors de son domaine. L'exercice du pouvoir judiciaire était ainsi de tous les jours, de tous les instants. Mais par là-même il importait de limiter exactement ce pouvoir si considérable, et d'une

Quelques cahiers, qui en proposaient le principe, émettaient néanmoins de prudentes réserves sur la possibilité de son application immédiate et totale : ainsi *Chevreuse (Justice, art. 5)* : « L'instruction publique ou par jurés, si désirable et si désirée en France, ne paraît cependant pas encore applicable à ses mœurs parce que les témoins qui sont souvent exposés par l'instruction secrète seraient encore dans le cas de l'être plus par l'instruction publique soit de la part de l'accusé soit de la part de leurs familles qu'un préjugé cruel rend intéressés à empêcher la preuve du crime... etc. » Aussi à défaut de publicité complète réclamait-on généralement la communication de la procédure à l'accusé. Ce sont là les principales idées de notre matière : on les retrouve dans tous les discours prononcés à la tribune de la Constituante.

répercussion si profonde dans la vie de la Nation : il fallait l'organiser avec une prudence plus inquiète, des précautions plus scrupuleuses que pour aucun autre pouvoir public.

Quels intérêts cherchait-on à satisfaire en constituant le pouvoir judiciaire ? Bergasse répondait en ces termes :

« Le grand objet des lois étant de garantir la liberté et de mettre ainsi le citoyen en état de jouir de tous les droits qui sont déclarés lui appartenir par la Constitution, on sent que les tribunaux et les juges ne seront bien institués qu'autant que dans l'usage qu'ils feront de l'autorité qui leur est confiée, et de la force publique dont ils disposent, il leur sera comme impossible de porter atteinte à cette même liberté que les lois les charge de garantir (1). »

Du premier coup la question se trouvait ainsi nettement posée : étant donné l'intérêt qu'a la société à étendre très loin son pouvoir de répression afin de reposer sur des bases solides, intérêt qui entraîne nécessairement l'adoption de certaines mesures destinées à faciliter l'information de la justice, à l'éclairer, pour aboutir au châtimement des coupables et au respect des innocents, borner ces mesures dans les limites au delà desquelles elles porteraient inutile-

1. *Archives Parlementaires*, VIII, 441.

ment atteinte aux droits des citoyens et notamment à leur liberté.

Maintenir la balance égale entre ces deux intérêts opposés, celui de la collectivité d'une part, de l'autre celui de l'individu, tel sera le problème que les orateurs de la Constituante viendront tour à tour, et sous toutes ses formes, reprendre et développer à la tribune. Bergasse a l'honneur de l'avoir pour la première fois formulé. Nous devinons d'ailleurs qu'un point de départ aussi général ne promet, dans son rapport, aucune disposition positive et spéciale quant à la façon dont doit être réglée l'instruction d'un procès criminel. Aussi bien c'eût été un contre-sens de chercher à préciser les détails avant d'avoir arrêté les principes.

Mais ce rapport ayant eu pour effet de déterminer le courant d'idées auxquelles allait se conformer la discussion, il n'est pas inutile d'en examiner rapidement le contenu.

Il comprenait deux parties. Dans l'une, Bergasse reprenait, contre l'organisation judiciaire en vigueur, toutes les critiques exposées dans les Cahiers des Etats. Là-dessus l'accord était fait (1) : le pouvoir politique des cours souveraines, les compagnies trop nombreuses et trop éloignées des justiciables, la vénalité des offices, la sélette, le secret, les lettres

1. Desjardins, *op. cit.*, et *supra* page 70, note 2.

de cachet, le droit de rendre la justice érigé en propriété privée, n'avaient plus de partisans.

Dans la seconde partie, l'orateur s'occupait de la réorganisation. Il supposait maintenue la division du royaume en provinces, et établissait dans chacune d'elles une cour de justice, sorte de Parlement mis en harmonie avec la Constitution nouvelle. Au bas de l'échelle des juridictions, il plaçait le *juge de paix*, siégeant, avec des assesseurs dans chaque canton de la province pour juger les petits procès et concilier les litiges élevés dans les familles.

Le principe de l'élection des juges par les collèges électoraux était affirmé. Mais le roi conservait en quelque sorte la ratification de leur nomination en choisissant, parmi les candidats ainsi présentés, les titulaires.

Enfin les juges devaient en général être nommés à vie, à *cause des connaissances malheureusement assez étendues qu'elle la fonction suppose.*

Au criminel, l'individu arrêté devait être conduit devant le juge de paix qui, suivant le cas, le relâcherait, le mettrait en liberté sous caution, ou le renverrait à la maison d'arrêt en prévenant dans un délai de vingt-quatre heures les juges supérieurs. Quant à l'instruction, elle serait désormais *tant à charge qu'à décharge*, car on la voulait impartiale avant tout : *il faut*, disait Bergasse, *que l'accusé fasse autant de pas pour se disculper qu'on en fera contre*

lui pour prouver qu'il est coupable. Aussi proposait-il, sans mettre en doute que l'Assemblée fut toute prête à y adhérer, la publicité de l'information et des débats :

« Couvrez le juge des regards du peuple, dit Bergasse : il n'y a que les hommes consommés dans le crime qui étant observés de toutes parts oseront mal faire. Plus le pouvoir des juges est grand, plus il faut qu'ils aperçoivent sans cesse à côté d'eux la première de toutes les puissances, celle qu'on ne corrompt jamais, la puissance redoutable de l'opinion. »

En un mot toute la réforme proposée par Bergasse tendait à ce qu'aucune des formes employées à la découverte d'un crime et à la poursuite d'un coupable ne fût également propre à procurer la justification de l'innocence.

« Le pouvoir judiciaire, concluait-il, sera mal organisé en matière criminelle, si les formes de ce pouvoir sont telles qu'elles ôtent toute confiance à l'accusé, c'est-à-dire si elles sont telles que l'accusé certain de son innocence, n'ait cependant pas assez de son innocence pour échapper à la poursuite dont il est menacé. »

Ces vues étaient précisées par le projet que Bergasse déposa sur le bureau de l'Assemblée : il mettait en application les idées énoncées dans le discours.

Entre le juge de paix, officier de police judiciaire chargé de la poursuite des délits, et la Cour suprême de justice⁽¹⁾, à qui incombait le soin de leur punition, on donnait à l'accusé la garantie d'une *décision* préalable formulée par quatre notables assesseurs du juge de paix, décision portant sur la probabilité qu'il pouvait y avoir à ce que l'accusé fut coupable ou innocent. Si, à l'unanimité, les assesseurs et le juge de paix déclarent l'accusé manifestement innocent, sa mise en liberté est prononcée ⁽²⁾. Si au contraire « le juge de paix et ses assesseurs trouvent *qu'il y a quelque probabilité* à ce que l'accusé soit coupable, ils le feront traduire sur le champ dans la maison d'arrêt, au cas où le délit qui lui est imputé pesait de nature à encourir une peine afflictive » ; et ils le relâcheront sous caution de se représenter au cas où le délit qui lui est reproché serait d'une autre espèce ⁽³⁾. Ajoutez à cela que l'inculpé devait, dès le premier acte de l'information, jouir de l'assistance d'un conseil ; que le décret de prise de corps ne pourrait être rendu que par trois juges, et qu'enfin les débats de l'audience se dérouleraient

1. Les Cours suprêmes de justice d'après le projet de Bergasse comprenaient deux présidents, vingt conseillers, deux avocats généraux et un procureur général (art. 2 du titre II).

2. Titre II, article 4.

3. *Ibid.*, art. 5.

devant un jury, institution *sublime* dont l'Angleterre donnait l'exemple : vous retrouvez là toutes les idées dont la législation postérieure, en particulier la loi sur les adjoints de 1789, va faire son profit. Mais déjà nous voyons apparaître, sous la forme des notables assesseurs, l'idée d'un contrôle, d'une certaine publicité, reconnue nécessaire pour toute la durée de l'instruction jusqu'au décret de prise de corps. Ces assesseurs, élus et nommés dans chaque canton à la pluralité des voix, et *sans que le prince ait à intervenir*, par les assemblées générales des municipalités (1), représentent bien le peuple, les pairs de l'inculpé, surveillant la poursuite, et *participant à la mise en accusation*, et au renvoi devant le tribunal criminel ; il est à remarquer en effet que dans le projet de Bergasse les assesseurs concourent par leur avis à l'ordonnance du juge de paix : on ne disait point sous quelle forme se ferait cette coopération, ni jusqu'à quel point le juge serait tenu de se conformer à la décision de quatre notables avant de faire incarcérer ou relâcher sous caution l'inculpé. Mais il est certain qu'on voulait leur reconnaître un pouvoir de décision effectif. Or ce sera là

1. Titre V, art. 4. Leurs fonctions devaient être essentiellement temporaires (art. 8). Bergasse déclarait s'en remettre à la loi constitutive des municipalités du soin de fixer les qualités requises pour l'éligibilité des assesseurs et la durée de leurs fonctions.

justement la caractéristique du rôle des jurés d'accusation. Au contraire les *adjoints*, créés par un décret, postérieur de trois mois à peine au projet de Bergasse, et qui cependant dérivent des notables assesseurs, n'auront pas ce pouvoir. A cet égard la pensée du législateur aurait subi un recul, si tant est qu'il soit préférable de confier à un juge ou à des représentants ou des délégués du peuple, la faculté de prononcer sur la mise en accusation d'un citoyen et la nature de cette accusation. Toute la valeur du grand jury est ici mise en cause et nous ne pouvons songer à conclure. Notons seulement que dès le rapport de Bergasse le comité de législation criminelle laissait entrevoir la solution à laquelle la loi de 1791 donnera sa consécration ; retenons qu'il considèrerait déjà une décision émanée des pairs de l'inculpé comme une des garanties les plus propres à assurer la justification de l'innocence, sur une poursuite témérairement commencée.

II

La rapidité même avec laquelle Bergasse avait pu traiter un aussi vaste sujet prouvait que la matière appartenait déjà au domaine public. Mais son projet touchait à tant de réformes à la fois qu'on ne pouvait raisonnablement songer à le voir sur le champ mis en application. Lui-même prévoyait bien qu'en ces heures de Révolution, il importait

de donner immédiatement satisfaction aux besoins les plus urgents et aux passions les plus impérieuses. Il annonçait donc la prochaine promulgation d'une loi provisoire destinée à parer aux éventualités premières (1). La Fayette « ce guerrier philosophe qui commandait aux milices de Paris » comme l'appelle un contemporain, émut l'Assemblée en lui adressant le 10 septembre un rapport sur la situation présente (2) ; en exécution des arrêtés de la municipalité relatifs aux attroupements illégaux et aux réunions séditieuses, un grand nombre de citoyens avaient été mis en prison ; la raison et l'humanité réclamaient promptement des formes judiciaires qui pussent établir la preuve des crimes et assurer l'impartialité des poursuites.

Sur les propositions de Duport et de l'abbé Maury, un comité de sept membres (3) fut nommé qui devait apporter dans les trois jours une déclaration statuant sur la publicité de la procédure criminelle, l'admission des preuves justificatives et d'un conseil aux accusés (4). Ce Comité de jurisprudence présenta son rapport le 29 septembre par l'organe du député Briois de Beaumetz (5). Il ne fit guère que

1. Titre III, art. 23.

2. Cf. *Moniteur* du 11 septembre.

3. De Beaumetz, Fréteau, Tronchet, Thouret, Le Berthon, Target, Lally Tollendal (Séance du 14 septembre).

4. Cf. *Moniteur*, 1789, p. 227.

5. *Id.*, p. 267-268.

développer les vues théoriques que nous connaissons ; nous pourrions donc le résumer brièvement.

L'idée de l'orateur était de faire cadrer les exigences de la vindicte publique avec la sûreté et la défense du prévenu ; il fallait éviter que ce dernier et ces complices, avertis par une trop grande publicité donnée à la dénonciation, à la plainte et à la première information pussent s'enfuir ; d'autre part l'humanité exigeait que le sort de l'inculpé *ne fut pas à la merci d'un commissaire, d'un témoin et d'un greffier* sujets à l'erreur et trop portés par l'habitude de leur profession à ne voir partout que des coupables. Pour obtenir ce résultat, de Beaumetz s'inspirait des solutions proposées par Bergasse : *adjoindre au Ministère public et au juge chargés de l'information antérieure au décret de prise de corps un certain nombre de citoyens notables liés par serment à garder le secret des actes dont ils seront les témoins...* Rien ne serait fait hors de leur présence, depuis la dénonciation jusqu'au décret. Devant eux la plainte serait remise, et sa date assurée, les procès-verbaux dressés, les rapports d'experts reçus, les pièces à conviction vérifiées. Devant eux seraient ouïs les témoins de l'information ; par eux la conscience du juge serait rassurée sur le sens exact et précis des dépositions ; *leurs interpellations salutaires mentionnées au procès-verbal réveilleraient l'attention du commissaire sur*

quelques circonstances qui peuvent lui échapper. En un mot ces notables devaient faire auprès du juge l'office de contrôleurs surveillants, chargés de peser les circonstances et la validité de la poursuite : pris dans une liste dressée chaque année par les municipalités (1), ils devaient former une sorte de jury ou de pairie dont le témoignage serait tout à la fois rassurant pour l'accusé et honorable pour le juge.

Ces idées étaient très fortement résumées dans le Projet de décret sur la réformation provisoire de la procédure criminelle que Thouret, succédant à la tribune à de Beaumetz présentait à l'Assemblée. On y lisait à la première ligne :

« L'Assemblée, considérant qu'un des principaux droits de l'homme est celui de jouir, lorsqu'il est soumis à l'épreuve d'une accusation criminelle, de toute l'étendue de liberté et de sûreté pour sa défense qui peut se concilier avec l'intérêt de la société, qui commande la punition des délits... a décrété et décrète..., etc. (2). »

La discussion s'ouvrit le 5 octobre (3) au matin. A ce moment Versailles était en rumeur. La horde des femmes qui se trainait depuis Paris sur les pas du clerc d'huissier Maillard, envahit le 8 la salle des séances, en criant : « Que nous importe la jurispru-

1. Cf. Projet de Thouret cité plus bas, art. 2 et 3.

2. *Archives Parlementaires*, IX, 217.

3. Cf. *Moniteur* du 5 au 8 octobre.

dence criminelle quand Paris est sans pain. » Le vote des 28 articles de Thouret fut enlevé rapidement, et il en sortit le décret des 8 et 9 octobre 1789 qu'on désigne quelquefois de ce nom « *la loi sur les adjoints* » (1).

Nous n'y retrouverons guère autre chose que la mise en œuvre des *désiderata* de Bergasse complétés par De Beaumetz. Mais il n'est pas sans intérêt pour nous de fixer exactement le rôle de ces adjoints, puisqu'ils sont en somme la première forme appliquée de la garantie dont la législation révolutionnaire a voulu entourer ceux contre qui se poursuit une information criminelle. Ce rôle des adjoints, le décret l'indiquait brièvement : il fut développé par l'interprétation à laquelle donna lieu, dès le 9 décembre, un mémoire du garde des Sceaux, Champion de Cicé (2) exposant à l'Assemblée les points sur lesquels portait son incertitude. *Tronchet* fit un rapport sur les difficultés auxquelles le garde des Sceaux réclamait ainsi une solution (3). Les questions en litige donnèrent lieu à un autre décret voté les 22-25 avril 1790, et fixant l'application du décret des 8 et 9 octobre (4).

1. Duvergier, I, p. 56 et suivantes.

2. Voir *Archives parlementaires*, X, p. 459 et suivantes.

3. Séance du 24 décembre. Voir *Arch. parlementaires*, XI, p. 3 et suivantes.

4. Cf. *Moniteur* des 22 et 23 avril 1790, et Duvergier, I, p. 180-181.

Grâce à ces documents nous pouvons analyser le fonctionnement de la procédure.

L'Ordonnance de 1670 restait en vigueur sur tous les points où le décret nouveau ne l'abrogeait pas expressément (art. 28). Or il ne l'abrogeait que pour la partie du procès postérieure au décret de prise de corps, et encore d'une façon partielle. Quant au reste, les anciennes formes subsistaient. Mais l'innovation consistait dans l'adjonction des adjoints au juge chargé de l'instruction préalable du procès : et cette institution avait précisément pour but de donner d'une façon indirecte une certaine publicité à cette phase du drame judiciaire que l'ancien régime avait toujours tenue secrète. L'idée de la publicité de la procédure criminelle est en effet la clef de voûte de tout ce système (1). Pour la première fois

1. Tronchet en avait fait, si l'on peut dire, le *leit motif* de son discours : par exemple :

« La publicité de la procédure criminelle, voilà le point principal de la réformation provisoire que vous avez désirée. Deux grands motifs vous ont fait désirer une procédure criminelle publique : l'intérêt général de la Société, l'intérêt particulier des accusés. L'humanité réclamait depuis longtemps une procédure qui déchirant le voile qui cachait à l'accusé la marche de l'accusateur put le mettre à portée de combattre à armes égales avec l'accusateur et le juge.

En deux mots la publicité et la procédure est la seule vraie sauvegarde de l'intérêt de la Société et de celui de l'accusé. L'institution des adjoints n'est qu'un moyen supplétoire de publicité tant que l'intérêt public ne permet pas de l'admettre dans toute son étendue », etc... (*Arch. parlem.*, XI, p. 3 et 4).

on considérait la discussion publique d'une accusation librement poursuivie à la face de tous comme la garantie essentielle de la découverte de la vérité en matière pénale. A ce titre le décret de 1789 fait date, et on a pu dire que les principes des juridictions modernes étaient nés de lui.

Mais il est une étape de la procédure où, l'inculpé n'étant pas toujours entre les mains de la justice, il ne peut être question d'une publicité absolue.

Néanmoins, même à ses premiers pas, l'information n'agissait plus dans l'ombre. Voici comment le décret de 1789 tournait la difficulté :

Chaque municipalité ou communauté d'habitants où se trouvait établi un tribunal criminel dressait une liste des citoyens notables de *bonnes mœurs et de probité reconnue*, âgés d'au moins 25 ans ; cette liste, renouvelable tous les ans, était déposée au greffe du tribunal par le greffier de la municipalité ou de la communauté (*art. 2*).

Ces notables prêtaient serment à la commune, entre les mains des officiers municipaux ou syndics, ou de celui qui la présidait, de remplir fidèlement leurs fonctions et surtout de garder un secret inviolable sur tous les actes de la procédure à laquelle ils seraient mis à même d'assister (*ibid*). Grâce à ce serment exigé d'eux on évitait qu'indirectement avertis, les complices d'un prévenu, et l'auteur présumé d'un crime avant son arrestation, pussent

se soustraire à la poursuite : c'était, nous le savons, l'inconvénient qui militait contre la publicité de la première information. Voici maintenant comment les choses se passaient :

Au cas où il s'agissait de mettre en mouvement l'action publique par la présentation d'une plainte au juge, le plaignant choisissait lui-même, sur la liste, deux adjoints et devait les amener avec lui, comme on disait, en *l'hôtel du juge*. Mention de leur présence et de leurs noms était faite dans l'ordonnance rendue sur la plainte, aux fins d'arrestation, et les adjoints signaient avec le juge et le plaignant à peine de nullité (*art. 3*).

Si le procès s'ouvrait sur une poursuite d'office, deux adjoints étaient encore présents, appelés cette fois par le juge suivant l'ordre du tableau dressé par la municipalité (*art. 5*) ; la loi voulait que le procureur du Roi déclarât alors s'il a un dénonciateur, « afin que ce dénonciateur soit connu du juge et des adjoints à l'information avant qu'elle soit commencée (*art. 4*) ». Dès ce moment, dans l'une ou l'autre hypothèse, les adjoints assistent à tous les actes de la procédure, et la loi de 1789 (*art. 5, 6, 7 et 8*), prenait soin d'énumérer limitativement ceux qu'elle entendait désigner. On rédigeait donc devant les deux adjoints les procès-verbaux de visites des personnes blessées, ou du corps mort, du lieu du délit, des effets qui pouvaient servir à conviction, des

dépositions des témoins à charge ou à décharge (1). Toute l'information qui précédait le décret de prise de corps se déroulait ainsi sous leur surveillance (art. 6). Mais le plus important c'est que le décret donnait spécialement mission aux adjoints « *de faire en leur âme et conscience, au juge, les observations tant à charge qu'à décharge, qu'ils trouveraient nécessaires pour l'explication des dires des témoins ou l'éclaircissement des faits déposés* ». Le procès-verbal résumant l'information devait mentionner ces observations, et les réponses des témoins : et pour s'assurer de son authenticité, les adjoints, en même temps que le juge, le devaient signer sans désenparer page par page, et ce à peine encore de nullité (art. 7). Il y avait là, comme on voit, tout un ensemble de mesures efficaces pour assurer un contrôle actif sur tous les détails de l'information préalable.

A ce titre l'institution des notables constituait bien une garantie sérieuse de l'impartialité et du bien fondé des poursuites. C'était bien la société qui exerçait

1. Le texte ajoutait : « Dans les cas où le lieu du délit serait à une trop grande distance du chef-lieu de la juridiction, les notables nommés dans le chef-lieu pourront être suppléés dans les fonctions d'adjoints aux procès-verbaux par les membres de la communauté ou de la municipalité du lieu du délit pris en pareil nombre par le juge d'instruction. »

En cas de flagrant délit, et d'urgence d'informer, l'article 8 prenait des dispositions identiques.

ainsi sa surveillance sur l'administration de la justice, les adjoints étant pris parmi elle, en raison de leur moralité qui leur valait l'honneur de figurer sur la liste. Le garde des Sceaux l'avait dit expressément dans son mémoire du 9 décembre :

« Ils sont les surveillants de la procédure entière ; le législateur les a constitués les scrutateurs de la véracité des témoins, voulant qu'ils donnent tous leurs soins à l'authenticité des preuves, à ce qu'on n'en altère pas le caractère et peut-être à ce qu'on n'en outre pas les conséquences pour les rendre plus affligeantes. » Il importait donc d'assurer cette impartialité : mais la loi n'autorisant pas le juge à interpellier les adjoints quant à leur parenté ou leur intimité avec les parties soupçonnées, il y avait sur ce point matière à controverse (1). La récusation véritable n'a lieu que contre les juges, et ne pouvait s'appliquer aux adjoints qui n'ont pas ce caractère. D'autre part il était certain que les observations présentées par les adjoints — et qui constituaient leur raison d'être — pouvaient avoir influé beaucoup sur le fond des dépositions des témoins ; il ne fallait pas risquer d'en compromettre la liberté : « Ces principes de la plus scrupuleuse délicatesse, disait Tronchet à l'Assemblée Constituante, pourront-ils permettre à un homme juste d'assister à la déposition d'un

1. Cf. le Mémoire du garde des Sceaux, huitième question. (*Arch. parlement.*, X, p. 462).

témoin qui doit charger ou innocenter un accusé avec lequel il serait lié par les liens d'une parenté très proche ! L'adjoint *qui nè se récuserait pas lui-même en pareil cas*, ne se rendrait-il point par cela même légitimement suspect d'avoir cru pouvoir tirer quelque avantage de sa présence (1) ? » La question fut posée au Comité de législation criminelle qui proposa la solution suivante (2) :

« A l'ouverture du procès-verbal du premier acte de l'instruction auquel comparaitront les adjoints, le juge sera tenu :

1^o De leur déclarer les noms, surnoms et qualités du ou des plaignants ainsi que les noms et surnoms du ou des accusés, s'ils se trouvent dénommés dans la plainte.

2^o De les avertir qu'ils doivent s'abstenir et *se récuser eux-mêmes* s'ils sont parents de l'une ou de l'autre des parties au degré du père et du fils, beau-père, gendre, frère, oncle ou neveu, même s'ils se reconnaissent dans quelques-uns des cas qui pourraient les rendre suspects à l'une ou à l'autre des parties ».

Sur ces avertissements les adjoints étaient tenus de donner leur réponse par *oui* ou par *non*, et le

1. Rapport sur le mémoire du garde des Sceaux. Séance du 24 décembre 1789 (*Arch. parlement.*, XI, p. 7).

2. Projet de décret présenté par *Tronchet* dans la même séance à la suite de son rapport : article 11.

juge appréciait alors s'il y avait lieu de les retenir ou de les excuser (1). Des pénalités (dommages et intérêts) étaient enfin prévues pour le cas de déclaration mensongère des adjoints. La loi interprétatrice des 22-25 avril 1790, consacra ces dispositions dans son article 7 qui en modifia très peu la teneur.

Elles avaient bien l'inconvénient de compliquer le caractère et la notion du rôle des adjoints en les montrant à la fois semblables à des témoins reprochables, et à des surveillants du juge instructeur. En réalité, cette dernière idée dominait dans l'esprit du comité : Tronchet s'en était expliqué au cours de son rapport. Et la solution apportée aux autres points en litige le montre encore mieux.

Chargés d'assister à l'information préalable, à quel moment précis de la procédure devaient se retirer les adjoints ?

La loi d'octobre 1789, article 11, avait disposé que :

« Aussitôt que l'accusé serait constitué prisonnier ou se serait présenté sur le décret d'assigné pour être ouï ou d'ajournement personnel, tous les actes de l'instruction seraient faits *contradictoirement* avec lui, publiquement et les portes de la chambre d'instruction étant ouvertes, *et que dès ce moment l'assistance des adjoints cesserait.* »

1. Art. 13 et 14 du même projet.

Ce texte établissait ainsi une division très nette dans la marche de la procédure considérée avant ou après le décret de prise de corps. L'article 6, sur ce point complétait l'article 11 : il parlait en propres termes de *l'information qui précède le décret*. La question ne paraissait pas devoir soulever grosses difficultés.

C'est sur elle cependant que reposent en grande partie le mémoire du garde des Sceaux, et le rapport de Tronchet. Cette discussion est longue et touffue : il suffit d'en faire connaître les résultats, qui renseignent assez sur l'esprit de la loi et partant sur la valeur attribuée par elle aux adjoints.

Elle opposait deux choses : la présence des adjoints, et le moment où il n'y aurait plus d'inconvénient à admettre le public à assister à l'instruction et au dénouement du drame judiciaire.

D'autre part, l'idée *que la publicité de la procédure est la plus puissante sauvegarde de l'innocence comme elle est le plus sûr garant de la vindicte qui intéresse la société*, domine, nous le savons, tout le système échafaudé par le décret de 1789. Ce fut le double critérium de toutes les opinions.

Considérer les adjoints comme les représentants du peuple jusqu'au moment où la publicité de la procédure permet à celui-ci d'y assister, c'était donner à leur présence au côté du juge la portée d'une délégation de l'opinion publique, pour assurer au nom

de celle-ci, la fidélité et l'exactitude des actes qui doivent former la preuve du crime où la décharge de l'inculpé.

A ce titre leur assistance prenait fin, même en dehors de la présence de l'inculpé, sitôt qu'il n'était plus nécessaire au bon exercice de la répression sociale de garder le secret sur la poursuite : ainsi, en cas d'évasion, de contumace, ou quand l'accusé n'obéissait pas au décret de prise de corps, ou après un jugement par défaut : parce qu'alors le public informé peut suivre lui-même la marche du procès (1). Mais à l'inverse, quand un délinquant était arrêté même à la clameur publique et incarcéré sans décret (2), comme en ce cas il est détenu *de fait* sans l'être *de droit* — (légalement c'est le décret seul qui *constitue prisonnier*) — comme un individu en état de détention préventive n'est même pas accusé, l'assistance des adjoints continuait d'être

1. Deuxième, troisième, quatrième et cinquième questions du Mémoire du Garde des Sceaux : art. 2 du projet de Tronchet. (« L'assistance des adjoints cessera dès qu'il y aura un décret prononcé contre un accusé ou des accusés, qu'ils aient comparu sur le décret ou non, soit qu'il y ait une partie des accusés qui aient comparu ou non ou qu'ils soient tous contumax, ou qu'après avoir comparu l'accusé, ou l'un d'eux ou tous se soient évadés..., etc. ») et art. 3 de la loi des 22, 25 avril 1790.

2. Quatrième question de la section III du Mémoire du Garde des Sceaux.

requis ; car encore une fois, répondait Tronchet à la question de Champion de Cicé :

« Je vous l'ai déjà observé ; il n'est pas exact de dire que les adjoints ne sont appelés que pour l'intérêt de l'accusé absent : ils le sont pour l'intérêt de la société entière, pour représenter le peuple lorsque son intérêt exige que la procédure demeure encore secrète » (1).

Or ce motif subsistait dans toute sa force pour l'information qui se fait dans le cas d'une arrestation à la clameur publique. C'est souvent des premiers actes de cette information précédant le décret que dépend la découverte des complices du détenu et la publicité absolue de l'instruction aurait pu les avertir. Encore ici la règle fondamentale de la loi de 1789 devait être respectée : « l'information précédant le décret continuera d'être faite secrètement ». Et ce fut l'opinion qui prévalut en effet à l'Assemblée (2).

1. Rapport sur la III^e section du Mémoire du Garde des Sceaux (*Arch. parlement.*, XI, p. 9).

2. L'article 8 du même décret de 1789 aurait dû éviter au Garde des Sceaux le souci d'une hésitation sur ce point. Cet article, nous l'avons indiqué, statuait au cas de flagrant délit (supposait une personne saisie par conséquent) et dans l'information faite ainsi sur le lieu prévoyait que l'on pourrait remplacer les deux adjoints, s'il était difficile de les appeler, par deux des principaux habitants. Nécessaire dans ce cas leur assistance l'était *a fortiori* au cas de détention préventive « sur la clameur publique ».

Une remarque est nécessaire à propos de cette information préparatoire en cas d'arrestation à la clameur publique,

En somme le rôle des adjoints est ainsi très bien déterminé. Ils ne sont pas les conseils de l'accusé ; mais quoique les pairs de celui-ci, ils ne sont pas davantage des *jurés*, et c'est là pour nous le point important : en leur accordant le pouvoir de faire au juge les observations qui leur paraîtraient nécessaires la loi de 1789 ne leur avait reconnu aucun pouvoir de décision.

Après l'information terminée, le décret de prise de corps, qui ne pouvait être rendu que par trois

arrestation de fait, et non de droit. Dans le système de l'Ordonnance de 1670 (tit. XIV) le prisonnier pour crime n'était interrogé qu'après l'emprisonnement, conséquence du décret de prise de corps. Mais en cas de *flagrant délit*, l'article 5 au même titre paraît bien dire que l'accusé pouvait être interrogé une première fois du moment de son arrestation. « Pourront les accusés pris en flagrant délit être interrogés dans le premier lieu qui sera trouvé commode. »

Le décret des 8, 9 octobre 1789 laissant intactes les dispositions de l'Ordonnance de 1670, quant à la première information, on peut en conclure malgré le silence du texte, qu'en cas de flagrant délit et d'arrestation de fait l'inculpé subissait un premier interrogatoire, *non public, mais auquel assistaient les adjoints*, puisqu'il avait lieu avant le décret de prise de corps. Tronchet (Rapport sur le mémoire du garde des Sceaux, III^e section, *Arch. Parlement.*, XI, p. 9) y fait expressément allusion. Mais aussitôt qu'était intervenu le décret de prise de corps, les interrogatoires étaient publics (art. 11), comme toutes les *continuations et les additions de l'instruction* ; l'inculpé y assistait, et pouvait présenter des faits justificatifs, mais *n'avait pas le droit d'interrompre les témoins pendant leurs dépositions* (art. 15, 16, 19).

juges (*décret de 1789, art. 9*) restait en dehors de leur action : car ce décret, disait Tronchet, n'est plus un acte d'instruction, mais un jugement qui déclare qu'il existe au moins *un commencement de preuves suffisant pour mettre un citoyen IN REATU*. Leur qualité de surveillants, de représentants du peuple excluait dans la pensée du législateur toute confusion possible avec des fonctions de juge : dès lors ils n'avaient aucun avis à donner sur la question de fait et de droit qui devait décider s'il y avait lieu à un décret, et quelle serait la nature de ce décret : ne pouvant coopérer à cet acte, il paraissait inutile qu'ils y fussent conviés. Tronchet avait pris soin de déclarer à l'Assemblée *qu'il n'y avait rien de commun contre les adjoints et les jurés d'accusation de l'Angleterre*, que la loi de ce pays constitue les ministres instrumentaires de l'information. Il laissait entendre que cette institution d'outre-Manche occupait en ce moment même les esprits des membres du comité, mais que son organisation exigerait une réformation totale de la procédure criminelle, qu'il fallait le temps de l'introduire chez nous, au moins d'en préparer le plan, et qu'on ne songeait nullement à s'y référer encore. On n'avait voulu, en créant les adjoints, que suppléer par un remède secondaire et pour des besoins urgents à la vraie publicité. Ces vues étaient en tout conforme à l'esprit du décret d'octobre 1789.

Mais Tronchet, répondant à une question du garde des Sceaux, avait poussé si loin la logique de son argumentation qu'il en arrivait à écarter les adjoints d'une formalité où beaucoup estimaient leur présence nécessaire : il s'agissait du *rapport* présenté par le juge instructeur au tribunal, *rapport* à la suite duquel intervenait le jugement décrétant de prise de corps.

A s'en tenir à la lettre du texte, Tronchet était dans son tort ; le *rapport* étant un des actes de l'instruction *antérieurs au décret*, les adjoints auraient dû y assister. En théorie, toutefois, son opinion était défendable : les adjoints ne participant point au décret, il était superflu d'exiger leur assistance aux préliminaires de celui-ci. Mais un tel raisonnement aurait pu conduire à les éloigner de toute la procédure. C'est ce que craignirent les adversaires du comité ; ils optèrent pour la solution contraire, déjà soutenue par le Garde des Sceaux. Plus soucieux à la fois des garanties de l'accusé et plus désireux d'éclairer la justice, ils exposèrent par la voix de de Beaumetz (1) que, sans être juges du fait comme les jurés anglais, les adjoints, présents au *rapport*, auraient pour mission de venir en aide à la religion du tribunal en ne laissant passer inaperçue *aucune de ces nuances de fait dont les aura pénétré l'audition*

1: Cf. *Archives Parlementaires*, XII, 390. Séance du 27 mars 1790.

des témoins, la vue des lieux et du corps du délit. Si l'on se rangeait à l'avis de Tronchet, il existerait *un moment* où le procès s'instruirait sans la présence du peuple ou de ses représentants (1). Cette seconde raison seule était valable : Tronchet aurait pu répondre au premier argument que le *rapport* étant accompagné de la remise au tribunal des pièces *écrites* de la première information, et celles-ci contenant, à peine de nullité, les observations des adjoints, en aussi grand nombre qu'il leur avait plu d'en faire, avec tous les détails exposés par eux, leurs éclaircissements ultérieurs avaient chance de faire double emploi. L'appel de Beaumetz à l'idée de publicité, emporta le vote de l'Assemblée, et il fut décrété par la loi du 22 avril 1790 dans son article premier : *Les adjoints doivent être appelés au rapport des procédures sur lesquelles interviendront les décrets.* Art. 2 : *Les adjoints qui assisteront au rapport ne pourront interrompre le rapporteur, mais avant de se retirer ils pourront faire aux juges*

1. *Réflexions sur le plus ou moins d'étendue des fonctions des notables adjoints dans l'instruction des procès criminels.* Annexé à la séance du 24 décembre 1789. Cf. *Arch. parlement.*, XI, p. 18. De même de Beaumetz : « Puisque le public est admis à tous les actes de la procédure qui suivent le décret... n'est-il pas juste également que le jugement qui doit ravir la liberté à un citoyen et le placer dans la situation toujours redoutable d'une accusation criminelle soit éclairé de même par le regard des représentants du peuple. »

toutes les observations qui, pour l'éclaircissement des faits, leur paraîtront convenables. »

Telle était cette institution des adjoints qui marque une étape importante dans la procédure criminelle française ; le décret d'octobre 1789 a posé, en effet, tous les grands principes qui depuis l'ont dirigée. En réalité, il bouleversait toutes les règles en usage dans la première information du procès. Si l'on tient compte du rôle qu'y jouaient les adjoints et aussi des autres garanties accordées à l'accusé postérieurement au décret de prise de corps, quant à l'assistance, d'un conseil et aux moyens d'assurer sa défense (1), on verra qu'en somme peu de systèmes réalisaient mieux le double desideratum de maintenir et de respecter les prérogatives individuelles tout en assurant le parfait fonctionnement de la justice. Aussi n'est-il pas surprenant que, lors de la rédaction du

1. Art 10 à 17 : L'accusé, dès le premier interrogatoire qui suit le décret de prise de corps ou d'ajournement, se choisit un conseil, où le juge en nomme un d'office, à peine de nullité. Le juge lit à l'accusé la plainte, la déclaration du nom du dénonciateur s'il y en a, les procès-verbaux et rapports de l'information. L'interrogatoire ne peut commencer que le lendemain de la première comparution devant le juge, ce qui laisse à l'accusé tout le temps de conférer avec son conseil. On n'exige plus de lui lire le serment. — Art. 17 à 20 : L'accusé peut en tout état de cause reprocher les témoins, proposer publiquement ses défenses et faits justificatifs ou d'atténuation, quoiqu'ils n'aient point été articulés dans son interrogatoire et autres actes de procédure, faire citer à sa requête des témoins à décharge, etc.

Code d'instruction criminelle, certains esprits aient proposé de revenir purement et simplement à un ensemble aussi harmonieusement libéral.

Mais il faut noter que c'était là une appréciation théorique : on n'eût pas le temps de voir à l'œuvre le décret de 1789. Comment les adjoints se seraient-ils acquittés de leur mission ? L'expérience fut si courte qu'on ne peut répondre à cette question. Les pénalités et moyens de sanction prévus d'abord pour en assurer l'exécution avaient irrité la population (1). On fut tenté de regarder comme une corvée humiliante, parce qu'imposée, ce qui dans la pensée des promoteurs de la loi était un honneur rendu aux vertus civiques. N'en est-il pas ainsi aujourd'hui des fonctions de juré, qu'on considère volontiers comme une charge gênante et qu'on remplit à regret ?

Battue en brèche dès sa naissance, l'institution des adjoints fut affaiblie par les concessions qu'on se crut obligé de faire au mécontentement public. Et, d'ailleurs, déjà les discussions relatives à l'établissement de la procédure par jurés étaient commencées au sein de l'Assemblée Nationale : la loi de 1791 allait organiser un système sur des bases toutes différentes.

1. *Arch. parlement.*, XI, p. 13, *Adresse des notables adjoints de Paris à l'Assemblée en exécution du décret concernant la procédure criminelle* (Séance du 24 décembre 1789).

CHAPITRE III

Etablissement du Jury d'Accusation

- I. — Discussion générale des principes.
- II. — Vote de la loi des 16-29 septembre 1791. — Analyse de cette loi.
- III. — Critique du système français comparé au système anglais.

Peu de discussions sont aussi complexes, dans l'histoire des travaux de l'Assemblée constituante, que celle dont l'aboutissement a été la loi des 16-29 septembre 1791 ; peu aussi présentent autant d'intérêt. L'introduction en France de l'institution des jurés, qu'on empruntait à l'Angleterre, c'est-à-dire à une nation ayant des bases constitutionnelles différentes des nôtres, et dans laquelle le jury s'était développé en raison de considérations politiques toutes spéciales, impliquait un remaniement général du pouvoir judiciaire aussi bien qu'une réédification de toute la procédure criminelle. La question de l'action publique et de l'action privée se trouvait mise

en cause comme celle de la publicité, la théorie des preuves, et bien d'autres. Il est par suite nécessaire, au point de vue particulier qui nous occupe, d'établir quelque division dans l'analyse de ces travaux parlementaires : les aborder de front, en suivant rigoureusement l'ordre chronologique des séances, serait risquer d'oublier que le sujet de ce travail est limité à l'étude d'une partie seulement de l'instruction criminelle.

A ce titre on peut y distinguer deux périodes. La première, théorique, où fut agité le double problème de savoir si d'abord on était convenu d'abandonner les règles de l'Ordonnance de 1670 pour établir des jurés ; si, en second lieu, on les établirait au civil comme au criminel. Cette phase de discussion générale, de beaucoup la plus confuse, se termine au décret du 30 avril 1790 : l'Assemblée décida nettement :

1° *Que l'on établirait des jurés en matière criminelle ;*

2° *Qu'il n'y en aurait point en matière civile, — sans même ajouter comme le demandait le député Lavie, « du moins quant à présent ».*

La question préjudicielle étant ainsi tranchée, s'ouvrit une seconde phase, aussi précise et courte que la première avait été mouvementée, pénible et vague. On y étudia les articles présentés par les comités : beaucoup furent adoptés presque sans

conteste, la discussion, lorsqu'elle intervint, ayant été surtout l'œuvre d'orateurs qui, vaincus précédemment dans l'examen des principes généraux, essayèrent sans y parvenir de faire triompher leurs idées dans des amendements aux textes proposés.

I

Dès le 1^{er} août 1789, dans son *Analyse des idées principales sur la reconnaissance des droits de l'homme en société et sur les bases de la constitution*, Thouret avait écrit :

« En matière criminelle, le bien de la justice, le vœu d'une grande partie de la nation, et l'intérêt de l'accusé étant qu'il soit, avant tout, déclaré *par ses pairs* coupable ou non coupable, il doit être dès à présent établi pour la recherche des crimes un ordre de jugement préalable par jurés avant que les tribunaux judiciaires puissent prononcer et appliquer la peine (1). »

Nous avons vu que Bergasse avait fait appel à la sublime institution du jury anglais, et que de Beaumetz s'y était directement référé dans son projet de loi.

Le 22 décembre 1789, le même Thouret, au nom du comité de constitution, proposait à l'Assemblée

1. Section IV, art. 13 de *L'Analyse*.

un projet d'organisation du pouvoir judiciaire (1), où la forme de la procédure par jurés était présentée comme un fondement de l'ordre social nouveau, un principe constitutionnel (2). Il semblait donc que la réponse de l'Assemblée à cette question préliminaire : y aura-t-il des jurés ? ne fut pas douteuse.

Il se trouva pourtant des membres de l'Assemblée qui ne tardèrent pas à montrer leur hostilité contre cette institution. Tels Garat l'ainé, qui, dans la séance du 30 avril, qualifiait le jury *la plus honteuse des inepties* (3).

Garat représentait, en effet, le parti conservateur, et d'une façon générale protestait contre des innovations hardies dues à une importation étrangère. Il avait pris pour épigraphe de son discours le mot de

1. *Archives Parlement.*, X, 725 et suiv.

2. Titre XII (Des juges et de la forme de juger en matière criminelle) :

Article premier. — « La forme de la procédure par jurés en matière criminelle est un des points fondamentaux de la constitution française. »

Art. 2. — « Il sera incessamment rédigé un nouveau Code de procédure criminelle pour rendre la forme du jugement par jurés praticable dans l'organisation judiciaire du royaume, au plus tard en l'année 1792. »

Suivaient les règles relatives à l'établissement d'un jury de jugement. Mais l'orateur ne s'occupait point de la procédure antérieure à la mise en accusation, sauf (art. 10) pour consacrer une fois de plus le principe de la publicité dans la mesure du possible.

3. *Arch. Parlement.*, XV, p. 342.

Turgot : « *Il faut éviter l'ignorance des jurés pris au hasard* » ; non content de développer ce texte, il demandait qu'on tînt compte, avant d'accomplir la réforme projetée, des mœurs et des habitudes du peuple français, qui depuis des siècles se vantait, à juste titre, de l'organisation de son pouvoir judiciaire, et s'était habitué à des juges sédentaires et inamovibles (1). Il penchait pour le maintien de l'Ordonnance de 1670, en qui était le germe du meilleur de tous les régimes, à condition toutefois de supprimer *la vénalité des places de judicature*, qui avait gâté tout le reste. Mais son opinion ralliait peu de suffrages. On le soupçonnait de plaider *pro domo sua* ; car il était avocat, et la création du jury pouvait indirectement diminuer ses profits : il eut beau se défendre et arguer de motifs plus sérieux, personne ne se laissa convaincre.

L'opinion de Garat péchait par son exagération même. Mais son discours était d'ailleurs l'écho du mouvement de réaction très marqué qui se fit jour, pendant la discussion, contre les idées anglaises et l'admiration portée de confiance aux institutions d'outre-Manche. Dans la même séance, Mougins de

1. Séance du 30 mars 1790 (*Arch. Parlement.*, XII, 490 et suiv.). Garat prit plusieurs fois la parole au cours de cette discussion : on ne cite ici que ses discours les plus importants.

Rochefort déclarait déjà qu'il ne fallait pas adopter dans toute son étendue la forme des jurés d'Angleterre, et qu'il était bon de consulter le caractère national avant d'établir des lois nouvelles, *parce que sans cela des lois sages et humaines s'écrouleraient bientôt par leur propre incompatibilité* (1). Robespierre partageait cette manière de voir; et quand les comités de constitution et de judicature eurent, comme nous le verrons, déposé leurs projets, sa voix s'éleva pour combattre très éloquemment l'opinion de ceux qu'un autre député avait appelé *de serviles imitateurs* (2).

« La plupart des Français, s'écriait Robespierre, n'attachent guère aujourd'hui au mot juré qu'une certaine idée vague du système anglais, qui ne leur est point parfaitement connu. Mais il nous importe bien moins de savoir ce qu'on fait ailleurs que de trouver ce qu'il nous convient d'établir chez nous. Les comités pourraient même avoir calqué exactement une partie du plan qu'ils nous proposent sur les jurés d'Angleterre et n'avoir encore rien fait pour le bien de la nation. Car les avantages et les vices

1. *Ibid.*, p. 547. Mougins de Rochefort proposait d'ailleurs à l'Assemblée de décréter un jury copié sur le jury romain, tel qu'un membre de l'Institut. M. de Pastoret, l'avait décrit dans son livre intitulé : *Des lois pénales*. (Paris, in-8°, 1790, 2 vol.).

2. *Prugnon*, dans la séance du 5 avril (*Arch. Parlem.*, XI, 554).

d'une institution dépendent presque toujours de leurs rapports avec les autres parties de la législation, avec les usages, les mœurs d'un pays et une foule d'autres circonstances locales et particulières (1). »

Robespierre était néanmoins partisan du jury, mais au criminel seulement, non au civil, comme d'autres le désiraient.

Thouret aussi (2) estimait que pour savoir s'il est permis de réformer chez un peuple les institutions dont il a l'expérience et l'habitude, il faut examiner l'état de sa législation, sa situation politique et la tendance de ses mœurs et de son opinion, et non s'en remettre au besoin irraisonné de changer pour changer : il développait dans son discours les motifs politiques qui, en Angleterre, avaient donné naissance au double jury, et n'existaient point chez nous (3) où les juges étaient nommés par le peuple, et non par le pouvoir exécutif (4). Ses paroles méritent d'être rap-

1. *Arch. parlement.*, XII, 574.

2. *Arch. parlement.*, XII, 550 (Séance du 6 avril 1790).

3. Cette même idée que toute réforme dans l'ordre judiciaire et dans les formes de procédure civile ou criminelle dépend du régime politique et constitutionnel adopté fait aussi le fond du discours de Malouet (8 avril 1790. Voir aux *Archives parlementaires*, XII, p. 582), du grand discours de Tronchet (28 avril. *Ibid.*, XV, 328) sur lequel nous revenons.

4. La question de la nomination des juges par le peuple fut longuement discutée à l'Assemblée pendant le premier semestre de l'année 1790 : elle fut tranchée par la loi des 16 et 24 août de cette même année.

portées : elles fixent à merveille la différence capitale qui distingue, en France et en Angleterre, le but de l'institution.

« On cite l'exemple de l'Angleterre ; mais dans ce pays c'est le roi seul qui nomme les juges, et dans les comtés il n'y a pas de corps administratifs élus par le peuple. Si, dans ces circonstances, à défaut de l'institution du jury, le pouvoir judiciaire était remis aux mains des officiers royaux, la couronne serait toute puissante. Puis les Anglais ont craint avec raison la partialité du juge envers son protecteur dans les contestations entre la couronne et les sujets. Ces motifs ont peu d'intérêt chez nous qui élisons nos juges et qui aurons dans toutes les administrations des sentinelles incorruptibles que nous élirons aussi. »

Dans la péroration de cet admirable discours, qui fit sur l'Assemblée une impression profonde, Thouret s'arrêtait aux conclusions suivantes : rejet du jury en matière civile, où la liberté individuelle et politique ne sont pas sérieusement menacées, un citoyen étant au fond toujours libre de ne point plaider ; adoption du jury, au contraire, en matière criminelle : et dans cette innovation l'orateur voyait autant une garantie de la liberté individuelle qu'un moyen détourné d'éviter cette déformation d'esprit qui caractérise souvent le juge de carrière, et lui fait voir dans tout accusé un coupable.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer cette tendance à se dégager de toute influence anglaise, ainsi manifestée dans l'Assemblée au moins chez quelques-uns de ses membres ; plus tard Napoléon mettra sur le compte d'une copie trop fidèle la plupart des imperfections du jury de son époque, et y trouvera prétexte à repousser par tous les moyens cette institution à son gré trop libérale. On voit que les législateurs de 1791 ne se sont pas tous rendus coupables de l'imprévoyance qu'il leur reprocha.

Pour beaucoup, on devait adapter en modifiant plutôt que copier. Mais ce parti modéré était en minorité. Il conseillait d'ailleurs seulement la prudence, et n'émettait point, comme Garat, un doute absolu et *a priori* sur l'opportunité d'une certaine forme de jury dans notre procédure.

Toutefois, on s'aperçut bientôt qu'on pouvait longtemps prononcer les mêmes mots sans du tout s'entendre sur leur signification précise, et la valeur qu'il convenait d'attribuer à ces fonctions nouvelles. Non seulement les avis différaient quant à l'introduction du jury en matière civile ; mais, quand au mode de recrutement, au rôle des jurés, chacun des Constituants avait son point de vue propre et en donnait une définition différente(1).

1. Sieyès avait fait imprimer un plan d'organisation judiciaire rédigé en articles, et le distribua aux membres de l'As-

A cet égard l'abbé Sieyès témoignait d'une conception très originale.

A côté de magistrats ambulants (c'est-à-dire allant du chef-lieu où ils constituaient un tribunal à raison d'une chambre criminelle et de deux chambres civiles) en tournée dans le département où ils tiennent des assises, Sieyès plaçait un jury. Il s'en faisait une idée assez étroite : il désignait par là un corps de citoyens choisis et appelés de façon à être toujours propres à décider *avec connaissance et intégrité* sur toutes les questions, et il concevait un moment où, les lois étant à la portée de tous ceux qui doivent les observer, les jurés vaudraient bien mieux pour décider des litiges que les juges. Mais ce n'était encore là que l'avenir. Sieyès, en effet, n'abandonnait pas l'espoir de voir un jour édicter des lois courtes et précises : mais il n'en attendait la réalisation que dans un temps lointain ; et selon lui, pour parvenir à ce beau résultat, il suffisait dès à présent, de donner à la nation l'habitude des décisions judiciaires en n'appelant pour trancher celles-ci que les gens qui, par leurs fonctions, leur situation sociale,

semblée. Ce plan figure comme annexe à la séance du 19 mars 1790 (*Arch. Parlement.*, t. XII, p. 249 et suiv.). Pour soutenir ce plan il prononça un de ses rares discours le 8 avril (*Arch. Parlement.*, XII, 583). Consulter : Desjardins. *Sieyès et le jury en matière civile* (Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour impériale d'Aix, 3 nov. 1869, in-8°, 64 pages).

leur similitude de devoirs et de position avec les parties plaidantes, pouvaient se faire des procès et des instances une notion exacte, complète. « Ainsi, disait-il, un cultivateur, un manufacturier, un commerçant connaissent outre les lois générales qui frappent à la fois sur tous les citoyens celles qui sont particulières à leur profession ; il faut, relativement aux lois générales, que tout citoyen puisse dire dans un cas donné : à la place de l'accusé je ne me serais pas conduit de même, il a mal fait, il est coupable. Mais il faut encore, relativement aux lois qui frappent sur des professions particulières, que ceux qui se trouvent *particulièrement* appelés à les observer et par conséquent à les connaître, puissent dire : à la place de cet homme j'aurais fait autrement ; il est dans le cas de la peine. Voilà pourquoi un jury doit être composé autant que possible des *pairs* de l'accusé ou des plaideurs. »

C'était donner *des pairs* une définition un peu restreinte. Les contemporains de Sieyès n'avaient jamais songé à voir dans l'expression « juré où pair de l'accusé » autre chose que l'équivalent du mot *citoyen*.

« Les jurés de M. l'abbé Sieyès, disait son collègue Duport.⁽¹⁾, n'ont de commun avec les jurés que le nom », et il en donnait lui-même cette définition (2) :

1. *Arch. parlementaires*, t. XII, p. 434.

2. Présenté dans la séance du 29 mars 1790, le projet Duport est développé dans trois documents qui figurent aux

« Les jurés sont *de simples citoyens pris au hasard*, récusables en grand nombre, appelés à décider sur-le-champ, dans une affaire seulement, les différents points qui sont l'objet d'un procès soit entre des parties, soit entre le ministère public et les citoyens. »

C'est par là qu'il les distinguait des juges, qui sont des officiers publics ayant un caractère et des aptitudes connues d'avance, des fonctions permanentes : ils sont chargés de décider les points de droit, ce qui exige une étude et des connaissances particulières ; de prononcer sur ce qui appartient à la loi, et qui doit être uniforme par tout le territoire. Au contraire, les jurés, ayant à connaître *les faits* dont les espèces et les nuances peuvent varier à l'infini, et n'avoir existé que dans tel ou tel pays, ont seulement besoin d'une habitude et d'une pratique locales et *de bon sens*. Ainsi l'entendait-on en Angleterre et en Amérique.

annexes de cette séance, dans les *Archives Parlementaires*, XII :

1° *Principe et plan sur l'établissement de l'ordre judiciaire par M. Duport, député de Paris ;*

2° *Moyens d'exécution pour les jurés au civil et au criminel rédigé en articles par Duport ;*

(Malgré son titre le travail ne contient que des articles relatifs au jury criminel. Il débute par la critique du plan de Sieyès).

3° *Plan d'exécution des jurés au civil.*

Le député Chabroud fut exactement de cet avis(1), ainsi que la plupart des députés (2).

La question avait son importance, car de la solution qu'on lui donnerait dépendait celle du recrutement des jurés, des organes qui présideraient à leur désignation : et comme on le devine la portée de l'institution et le rôle des jurés étaient par suite en cause.

Duport, sur ce point, convaincu que pour éclaircir un fait tout homme était bon, et qu'il n'était pas besoin de grandes connaissances, regardait le choix des jurés *par le peuple* comme le plus sûr garant de leur capacité et de leur délicatesse.

Il repoussait donc la pratique anglaise d'après laquelle la liste des jurés est faite tous les ans par un *constable* revisée et signée ensuite par le juge de paix, liste sur laquelle le *shérif* tirait au sort ceux qui sont appelés à décider les affaires dans les ses-

1. Séance du 30 mai (*Arch. Parlement.*, t. XII, p. 443 sqq.) Publié à part :

1^o *Opinion de Charles Chabroud membre de l'Assemblée nationale, sur quelques questions relatives à l'ordre judiciaire* (Imprimerie Nat., in-8°. 30 pages).

2^o *Essai de Charles Chabroud, membre de l'Assemblée, sur l'organisation de la justice en France* », (*id.*, in-8°, 19 pages).

2. Entendez sur la synonymie des termes *pairs de l'accusé et citoyen* pris en général. Quant à la distinction très nette du fait et du droit, qui est le fondement du rapport de Duport beaucoup, entre autres Robespierre et Tronchet, ne la croyaient pas aussi facile à établir.

sions. Ces formalités ne lui paraissaient point en rapport avec l'idée d'une magistrature émanée du peuple ; il y substituait donc un système d'élection : les jurés seraient choisis dans chaque canton par les assemblées primaires sur un tableau dressé par district, et comprenant un nombre de *citoyens actifs* suffisant pour se prêter aux récusations (1).

Ce choix seul était conforme au principe de la constitution ; et Duport ajoutait que tous ceux qui croient qu'on peut appeler jurés des gens qui ne sont pas pris *au hasard* n'ont aucune idée de leurs avantages (2).

La théorie comportait bien sa part d'utopie ; disciple de Rousseau, exprimant volontiers, quoiqu'en un français assez médiocre, les chimères du *Contrat Social*, Duport se figurait qu'en préconisant un tel jury il retournait aux institutions primitives, et qu'ignorant, l'homme, par le sens d'équité naturelle qu'il porte en lui, est aussi propre à décider d'un fait que

1. *Moyens d'exécution des jurés au civil et au criminel.* Titre I, art. 1 à 3.

2. Le député *Chabroud* (séance du 30 mars) proposait un système analogue : L'assemblée primaire de la ville chef-lieu de district nommerait chaque année, au scrutin de liste double, quarante citoyens notables pris parmi les propriétaires éligibles aux administrations. Chaque canton du district, dans son assemblée primaire, en pourrait également nommer deux. C'est sur cette liste générale que les jurés étaient pris quand leur ministère était requis (Projet de *Chabroud*, titre V. *Arch. parlement.*, XII, p. 443).

le juge le plus éclairé. Il espérait même qu'un citoyen qui aurait exercé pendant quelque temps l'emploi de juré serait moins porté à intenter, à soutenir un procès injuste, et que le vieil esprit de chicane serait ainsi déraciné : dans la péroration de son discours, le jury, panacée universelle, ramène au bonheur, à la paix véritable des mœurs simples et de la bonne foi. Pourtant son système n'était pas entièrement illogique : il avait placé à la base de son plan la distinction primordiale du fait et du droit, dans tout procès civil ou criminel. Et ne réservant au juré que la connaissance du fait, il pouvait prétendre avec quelque vraisemblance trouver à cet égard des aptitudes suffisantes dans l'intelligence de jurés pris dans les rangs du peuple par leurs concitoyens.

Garat fit la critique du projet Duport avec beaucoup de verve, de violence même, et, il faut le dire, beaucoup de raison ; pour la première fois étaient formulés contre l'institution des jurés ces reproches d'incapacité et d'inaptitude qui resteront toujours les plus graves de tous ceux qu'on peut lui opposer.

« Ce ne sont pas, s'écriait-il, des hommes condamnés à une éternelle ignorance de nos lois futures et présentes que nous demande la nation : mais des hommes distingués par leurs mœurs parmi ceux qui sauront le mieux (1). »

1. Garat niait en effet la distinction fondamentale entre le

Lui-même, on l'a vu, porte-parole de ce parti de l'Assemblée que M. Esmein appelle joliment *le parti de l'Ordonnance* (1), désirait un retour vers ces beaux temps anciens dont les épreuves heureuses seules étaient restées présentes à sa mémoire. Mais s'il fallait absolument opérer une refonte totale de l'organisation judiciaire dans le sens de la procédure par jurés, il lui paraissait encore préférable de suivre le plan de Sieyès, en y apportant toutefois quelques modifications.

Sieyès partait de cette idée que la connaissance des lois est *nécessaire* pour bien juger au civil et au criminel.

Aussi, loin d'étendre comme Duport la liste des jurés autant que celle des électeurs, il procédait dans la nomination des jurés par voie d'exclusions successives : une liste des éligibles aux fonctions de jurés, appelés *conseillers de justice*, serait d'abord établie par le corps électoral de chaque département qui devait s'assembler au mois de mai suivant. (Art. 83 de son projet). Ces éligibles seraient pris parmi les citoyens actifs de toutes les assemblées primaires des départements (art. 85).

fait et le droit comme il discutait la fameuse théorie exposée par Duport que tout jugement est un syllogisme.

Et il concluait : « Comment pouvez-vous donc vouloir mêler dans la composition d'un syllogisme des ignares et non des lettrés en loi, c'est-à-dire vos jurés et vos jurys. »

1. Esmein, *op. cit.*, 419.

Mais ici intervenait une condition : il fallait pour être éligible payer la contribution exigée pour occuper les places administratives. De plus (par une autre dérogation au principe d'après lequel les jurés représentent le peuple et sont délégués par lui à l'effet de rendre la justice) *les gens de loi*, c'est-à-dire les personnes *connues actuellement comme telles, et employées dans le royaume en cette qualité* devaient figurer *de droit* sur cette liste générale des éligibles, à côté par conséquent des autres citoyens parfaitement étrangers à la connaissance des lois, (art. 86). Ce mélange était une contradiction ; Garat ne manqua point de la lui faire remarquer (1). Quant à la désignation des citoyens autres que les gens de loi, voici comment Sieyès la concevait : à l'assemblée électorale du département, les électeurs, délégués du même district, auraient en commun le droit de présentation pour tous les éligibles du département, et ils pouvaient y comprendre de simples citoyens. Mais nul ne pourrait être présenté par les électeurs qu'après qu'ils en auraient convenu aux

1. *Arch. parlementaires*, XII, 492 : « En quoi l'excellente logique de M. l'abbé Sieyès nous paraît en défaut d'une manière étrange, c'est que, reconnaissant que la connaissance des lois est nécessaire pour bien juger, soit au civil, soit au criminel, il croit utile pour les jugements de l'un et l'autre genre : de joindre aux citoyens qui les connaissent d'autres citoyens qui les ignorent. Je ne conçois pas, moi, à quoi l'ignorance peut être bonne dans des fonctions où la science est nécessaire. »

deux tiers des voix (art. 90) et il laissait entendre que *la sagesse et les lumières* des éligibles devaient le meilleur titre à leur présentation (art. 87). Le mode de présentation était d'ailleurs très compliqué : les électeurs procédaient par élimination et non par élection positive. Le tableau étant ainsi dressé la formation du jury appartenait exclusivement au procureur syndic du département, ou du district, ou de la commune (art. 99).

Pour les procès criminels le jury comprendrait vingt-sept membres (art. 100). Le procureur syndic aurait soin de choisir parmi les pairs de l'accusé (et nous savons ce que signifie cette expression) et autant que possible parmi les conseillers de justice du lieu du procès (1) (art. 101). Si l'une des parties est étrangère, le procureur syndic composera, s'il le peut, le jury d'une moitié d'étrangers, et s'il a le choix, *en consultant les relations de pairie et de parité avec l'accusé* (art. 102). Enfin le *nombre de gens de loi* devait être, dans un jury criminel, de quatorze sur vingt-sept *au moins*.

Cette dernière disposition est sans doute la plus caractéristique, étant donné que les gens de loi faisaient partie du tableau sans présentation. Elle montre, en effet, combien le jury, dans l'esprit de

1. Autre limitation dans le choix du procureur syndic, comme le fit observer Robespierre.

Sieyès, de Garat et de ceux encore, comme Clermont Tonnerre et Lanjuinais, qui penchaient pour adopter ce projet, de préférence à celui de Duport (1), était loin de représenter un groupe d'hommes pris *au hasard* parmi les citoyens, sans contrôle et en toute égalité de conditions, et propres à décider sur le fait exclusivement. Sieyès chargeait ses jurés de statuer en outre sur le droit. Il en arrivait même à créer, dans une autre partie de son projet (2), une véritable caste judiciaire, ne représentant point les garanties d'une magistrature, et qu'il décorait cependant du nom du jury ; or sur dix places, les délégués du corps électoral n'y avaient droit qu'à trois sièges. Était-ce là cette institution que l'opinion commune s'accordait à considérer comme l'émanation du peuple lui-même ? Et que penser enfin du droit accordé au procureur syndic de former un jury *pour une affaire déterminée*, sinon que c'était en revenir au système des commissions (3) de l'ancien régime, le procureur

1. Nous ne faisons que résumer la discussion, en citant les opinions des orateurs les plus importants. D'autres y prirent part ; *Lanjuinais* parla dans la séance du 31 mars, *Clermont Tonnerre* dans la séance du 8 avril ; et le jury civil de Sieyès trouva encore un défenseur dans *Charles de Lameth* (séance du 7 avril 1790).

2. Il s'agissait d'un jury de légistes chargé de décider dans les affaires dites *causes du tribunal, longues et difficiles à instruire* (art. 54 et 115 et suivants du projet). C'était une forme non déguisée de jury spécial comme on en verra sous le Consulat et l'Empire.

3. En Angleterre quand une des parties obtient un *jury*

disposant par son choix de la majorité, et pouvant imposer son avis à des jurés dont l'impartialité était, aux yeux de tous, la raison d'être ?

En somme, le projet Sieyès montrait une conscience nette non seulement des difficultés de la matière, mais du danger qu'un jury non expérimenté ou incapable offrait pour les accusés et les plaideurs, et la bonne administration de la justice. Mais les moyens par lesquels il essayait de parer à ces inconvénients dénotaient une telle complexité ; sa notion même du juré choquait à ce point les conceptions ordinaires que son projet était condamné à un échec.

Robespierre (1) prit à tâche de démontrer ce qu'il contenait d'antilibéral : la condition, pour l'éligibilité aux charges de *conseiller de justice*, de payer la contribution exigée pour l'éligibilité aux places administratives, lui paraissait d'abord une limitation apportée au principe que le peuple *tout entier*, par ses représentants, participe à l'exercice de la justice : ce n'était point là, pour un prévenu, être jugé par ses pairs : les citoyens appelés aux fonctions d'administrateurs ne formaient pas le quart de la nation :

spécial, un officier public, désigné par le juge, prend le livre des francs tenanciers, extrait au hasard quarante-huit noms, et chacune des parties en exclut douze, mais ni le shériff ni le juge ne sont à même de composer un tribunal d'exception (Cf. Blackstone, III, Ch. XXIII).

1. Dans la séance du 7 avril.

et à moins que le prévenu ne fût de leur classe, il serait en fait jugé par des supérieurs : car il n'y a point *de ligne de démarcation plus profonde que celle qui sépare une classe privilégiée de la masse, la puissance politique et judiciaire de la nullité, la souveraineté et la servitude*. Quelle chance de trouver dans une telle caste la même impartialité, la même humanité, la même indulgence selon que l'accusé serait ou non de leur rang ? Mais non content de cela, Sieyès s'en remettait au procureur syndic du choix des deux cents jurés sur la liste dressée par les assemblées électorales. « *Voilà donc, s'écriait Robespierre, un seul homme, un officier d'administration maître de donner au peuple les juges qu'il lui plaît*. Voilà tout ce que le génie de la législation pouvait inventer pour garantir les droits les plus sacrés de l'homme et du citoyen : le caprice d'un procureur syndic. Je sais bien que sur deux cents, douze seront tirés au sort, et que l'accusé en pourra récuser vingt ; mais le sort ne pourra jamais s'exercer que sur les deux cents hommes choisis par le procureur syndic ; mais après les récusations, il ne restera jamais que des hommes dont le choix ne prouvera tout au plus que la confiance du procureur syndic ; mais en dernière analyse il demeure certain que vous abandonnez au procureur syndic, une influence aussi étrange que redoutable sur l'honneur, sur la liberté, sur la vie peut-être des citoyens. »

Enfin Robespierre démontrait à l'Assemblée tous les dangers pratiques du système, tenant à l'ascendant du président du tribunal sur le jury de jugement ; son discours se terminait par un projet d'organisation du jury animé des vues les plus libérales (1), et remarquable surtout par ceci qu'il ne réclamait des jurés aucune condition de cens : sur ce point il était aussi loin de Sieyès que de tous les projets présentés à l'Assemblée.

Dans la séance du 28 avril, Thouret, à son tour, entreprit d'expliquer à l'Assemblée les complications du projet de Sieyès, et les frais considérables auxquels aurait entraîné son exécution ; en outre,

1. Il est bon d'en faire connaître les grandes lignes, car ce plan est avec celui de Duport le seul qui ait prévu directement un jury d'accusation. Tous les ans les électeurs de chaque canton devaient s'assembler pour élire à la pluralité des suffrages six citoyens qui dans le cours de l'année judiciaire exerceraient les fonctions de jurés. Le choix était libre pourvu que les élus eussent vingt-cinq ans, et fussent *honnêtes*. Une liste générale était dressée ensuite au district des listes cantonales ainsi établies. Huitaine avant le jour fixé par le tribunal de district comme devant ouvrir la session criminelle, le directeur du jury faisait tirer au sort, publiquement, huit noms sur la liste générale : ces huit formaient le jury d'accusation ; les jurés prêtaient serment ; après quoi un acte d'accusation — mais dressé par qui ? l'orateur ne le disait pas — leur était remis ; ils examinaient les pièces, entendaient les témoins, délibéraient et prononçaient, s'il y avait lieu ou non à accusation. L'unanimité était requise pour l'affirmative. (Cf. *Arch. parlementaires*, XII, 577-578.)

avec une remarquable perspicacité il insistait sur la quantité de *jurys spéciaux* qui naîtraient infailliblement de cette conception de la *païerie*. C'était battre en brèche l'institution avant même qu'elle ait vu le jour.

Tronchet lui porta le dernier coup (1) en signalant le danger qu'il y avait à charger des fonctions de juré ceux-là même qui seraient les représentants habituels des parties, c'est-à-dire les *fameux gens de la loi*.

« *La pureté du cœur de l'auteur,* disait-il avec une malicieuse bonhomie, *ne lui a pas permis de penser que des hommes avides cumuleraient leur qualité de défenseur et de juge* (2). »

La question du recrutement des jurés et de la formation des jurys, sur laquelle nous nous sommes à dessein étendu en considérant les solutions apportées par Duport et par Sieyès, intéressait le jury d'accusation ; en effet, au cours de cette discussion générale, l'idée de cette forme particulière de procédure avait nettement fait son apparition.

Nous ne devons pas oublier que les travaux de

1. Séance du 28 avril.

2. Nous citons ici le *Moniteur* du 30 avril. Les *Archives parlementaires* rapportent le discours de Tronchet (annexe à la séance du 29 avril) en termes légèrement différents. On sait qu'on a formulé de graves critiques contre la valeur scientifique de cette collection des *Archives parlementaires*. Nous avons contrôlé chaque fois de notre mieux les citations que nous lui empruntions.

Duport étaient présentés au nom du Comité des Sept.

Thouret, au nom du Comité de Constitution, préconisait aussi l'introduction dans l'instruction criminelle de jurés définis d'une façon analogue à celle de Duport.

Il était dès lors certain que, le projet de ce dernier obtenant contre celui de Sieyès la préférence, son opinion quant à la nature et au rôle des jurés avait grandes chances de passer de la théorie à l'application.

Dès le 22 décembre 1789, Duport, développant devant l'Assemblée les principes fondamentaux de la police et de la justice, avait laissé entendre que pour que le droit de s'assurer d'un homme avant qu'il n'ait été légalement accusé ne nuisît pas à la liberté individuelle, il fallait deux choses : la première que ce pouvoir fût confié à *des hommes choisis par le peuple, intègres et humains et qu'il fût organisé de la manière la plus propre à en prévenir les abus* ; en second lieu, un prévenu pouvant rester assez longtemps incarcéré pendant qu'on instruit son procès, il s'ensuivait qu'il fallait prendre des précautions pour empêcher que cet homme pût, avec *inconsidération ou méchanceté*, subir une instruction judiciaire. « *La meilleure de toutes ces précautions*, concluait Duport, *c'est qu'un certain nombre de citoyens honnêtes décide si un homme prévenu d'un*

crime doit où non être soumis à l'épreuve judiciaire (1). »

Retenons ces paroles : elles valent non seulement pour exposer clairement le but de l'institution du grand jury ; mais en même temps parce que, dans les discours ultérieurement prononcés, et dans les discussions de la loi de 1791, nous n'en retrouvons pas d'aussi générales et aussi nettes. Il apparaissait donc que la décision relative à la mise en accusation d'un citoyen dût émaner d'une assemblée de citoyens, ses égaux, mandataires du peuple, sous peine de donner à la poursuite dirigée contre lui, et à son renvoi devant un tribunal à titre d'accusé, et non plus seulement de prévenu, toute l'apparence d'un empiètement injustifié de l'autorité sur le terrain des droits et des garanties individuelles. Tout le principe est là. Mais il importe de remarquer qu'il a pris naissance en vue d'un intérêt, si l'on peut dire, unilatéral, celui du détenu : on y a vu moins une façon d'améliorer la justice criminelle, moins une réforme heureuse à introduire, à la place des règles anciennes de l'Ordonnance qu'un moyen détourné d'assurer le respect de ces droits de l'homme et du citoyen qui furent le mot d'ordre de la Révolution, et dont la Déclaration donnait à ce moment même matière à

1. Cf. *Arch. Parlement.*, t. X, p. 745 et suiv. (Art. 24, 26, 27 du projet de Duport.)

l'éloquence phraseuse mais convaincue des Constituants.

Et cependant les deux mots *inconsidération et méchanceté* ne sont-ils pas un pressentiment des motifs sur lesquels on s'appuiera vers 1807 pour défendre l'institution du grand jury ; la meilleure réponse à faire aux critiques d'ignorance et d'inaptitude formulées contre les jurés n'est-elle pas toujours que cette forme de procédure, pour l'accusation aussi bien que pour le jugement, est la seule qui satisfasse en gros l'opinion, celle devant laquelle on a le plus de chance de voir s'incliner le public et se taire les soupçons de partialité ?

Duport reprit et développa ses idées dans la séance du 29 mars 1790, à propos du plan qu'il présentait contre celui de Sieyès.

Il ne s'agissait point pour lui d'examiner dans quelles conditions un homme pouvait être mis en prison ; la première procédure qui a lieu dans les matières criminelles, et qui consiste à arrêter le coupable s'il y a flagrant délit, à recueillir les premiers indices, à dresser les procès-verbaux, est *purement du ressort de la police* (1). Elle restait secrète, par nécessité. Il la confiait aux juges de paix aidés des officiers de gendarmerie (2) ; le rôle des jurés ne

1. Note de Duport sous l'article 1^{er} de ses *Moyens d'exécution des jurés au criminel* (Arch. parlement., XII, p. 436).

2. *Principes fondamentaux de la justice et de la police*, loc. cit.

commençait qu'après la première information, au plus tard huit jours après l'emprisonnement, s'il a eu lieu.

A ce moment s'ouvrait vraiment l'épreuve judiciaire. Sur le tableau des jurés, dressé comme nous l'avons dit, le juge chargé de l'instruction faisait tirer au sort, en présence de deux adjoints nommés à cet effet, dix-huit jurés dont deux au moins devraient être du canton du prévenu (1). Les jurés étant ainsi désignés par le sort, le juge les réunissait sans délai et leur faisait prêter un serment (2) dont la formule rappelait beaucoup celle des grands jurés de l'Angleterre.

Après le serment prêté, on leur présentait les procès-verbaux, et les pièces écrites de l'information ; le plan de Duport ne faisait aucune mention de l'audi-

1. Pour y parvenir on devait mettre d'abord à part les noms des jurés du canton où demeure le prévenu ; on en tirait deux au sort parmi eux, on remettait ensuite le reste dans l'urne et on procédait au tirage des seize noms restant (art. 2 du tit. II du plan de Duport).

2. « Vous citoyens, vous jurez et promettez d'examiner avec toute l'attention dont vous êtes capables tous les actes et les pièces qui vont vous être présentés. Vous ferez usage de tout ce qui peut être parvenu à la connaissance de chacun de vous, vous vous expliquerez avec franchise et loyauté. Vous ne suivrez ni les sentiments de la haine et de la méchanceté ni ceux de la crainte et de l'affection. L'accusation que vous allez porter contiendra, autant que vous la saurez, la vérité, toute la vérité, rien que la vérité ; vous garderez secret tout ce que vous pourrez dire ou entendre » (art. 3).

tion des témoins : cette lacune tient sans doute à la façon très succincte dont l'auteur avait exposé ses idées. Encore l'article 4 contenait-il un membre de phrase « on leur présentera... tout ce qui peut être propre à éclairer leur décision » qui portait en soi le principe de la comparution des témoins (1). L'institution du jury, sans cela, n'aurait pas été compréhensible.

Dans cette partie de l'instruction, il était expressément prévu par Duport que tout devait être tenu secret, sans quoi il eût été impossible de saisir les complices ; (2) c'était, on s'en souvient, le même motif qui avait donné naissance aux adjoints de 1789. Mais la différence était grande entre les deux systèmes : les adjoints jouaient un rôle actif borné à l'information préalable ; les jurés étaient seulement mis à même de reconstituer celle-ci après coup grâce aux pièces de la procédure écrite, tout comme s'ils y avaient assisté en compagnie du juge de paix ; mais cette revision une fois opérée sous la direction géné-

1. L'article 5 parle de « peser les dépositions des témoins » ; mais il s'agit du moment de la délibération, où les jurés sont *seuls* dans leur chambre : on ne saurait y voir une allusion à des interrogatoires dirigés en leur présence par le juge instructeur. Il ne peut s'agir alors que de dépositions consignées par écrit dans le dossier de l'information. En un mot, s'il avait dû être question de témoins, nous en trouverions trace dans l'article 4, et non dans l'article 5.

2. En note sous l'article 4.

rale d'un magistrat instructeur (1), les jurés étaient laissés seuls pour délibérer. Car ici ils ont un pouvoir de décision : s'appuyant tant sur les faits parvenus à leur connaissance personnelle que sur la conviction déterminée en eux par le dossier de l'information, ils devaient voter *s'il y a lieu où non à accusation* (art. 6). Voilà cette fois leur mission bien définie. Duport la commentait en ces termes :

« C'est une maxime sacrée chez les Anglais que nul homme ne peut être accusé que par le témoignage de quatorze hommes *libres et égaux* qui l'accusent au nom du comité, *pro corpore comitatus*. Ce principe doit aussi être celui de tous les pays libres et dans lesquels, y ayant des élections populaires, les juges, quoique nommés par le peuple, sont connus d'avance ; ces juges peuvent être facilement séduits, au lieu qu'on ne peut ni séduire, ni corrompre des gens qu'on ne connaît pas et dont la mission commence et finit presque en même temps. »

Le sort du prévenu, en somme, dépendait des jurés : libres de se prononcer pour son renvoi devant le tribunal criminel, ils étaient en même temps chargés de déterminer d'une façon positive, claire et détail-

1. Ce magistrat instructeur, dont le premier projet de Duport signalait l'existence sans s'étendre sur les détails de sa fonction, était un des juges du tribunal criminel de département, et non pas le juge de paix. On le nommait directeur du jury. Son rôle et ses attributions seront expliqués plus loin.

lée, *la nature de l'accusation* (1). Le juge, après leur verdict ne pouvait plus que rendre un décret (de prise de corps — pour constituer le prévenu légalement prisonnier — ou de simple ajournement avec ou sans caution) suivant la décision du jury. Le caractère public de la fonction du juge exigeait, en effet, qu'il rendit seul ce décret. Il continuait l'instruction de l'affaire à la diligence du ministère public et dans le délai de huitaine il était tenu d'assembler le second jury « pour décider alors sur le fait de l'accusation » (art. 8).

Si le grand jury décidait, au contraire, qu'il n'y avait pas lieu à accusation, le prévenu était relâché sur-le-champ, et ne pouvait plus être inquiété ni poursuivi pour le même fait, sauf sur de nouvelles preuves (art. 6).

Ajoutons enfin que Duport spécifiait que les membres du grand jury ne pourraient faire partie du jury de jugement ; il en donnait une raison excellente :

1. « *Le jury dira que tel est accusé d'avoir fait telle chose et de l'avoir fait MÉCHAMMENT* » (art. 7). En note sous cet article : « Il faut absolument mentionner qu'un délit a été commis *méchamment* ; car si un homme a été *involontairement* cause de la blessure, même de la mort d'un autre individu, il n'y a lieu à aucune punition, et par conséquent à aucune accusation. » Il n'en est pas moins vrai que cette disposition pouvait engager le jury à apprécier plus que le fait, aussi l'intention, ce qui n'était pas conforme aux principes exposés par Duport dans son rapport ; elle disparaîtra dans la loi de 1791.

« Il ne faut pas, disait-il, placer les hommes dans une telle position qu'ils soient tentés de commettre une injustice pour réparer une erreur (1). »

Telles étaient les idées présentées à l'Assemblée dès le 29 mars 1790.

Robespierre en tira ensuite le modèle d'un plan très succinct de jury d'accusation, où il se contentait de combler une lacune en tenant expressément compte de l'audition des témoins (2). Et ce furent les deux seules fois, au cours de ce que nous avons appelé la discussion générale, qu'il fût directement question du grand jury. L'attention des Constituants était absorbée par l'ensemble confus des principes à élucider (3). On avait à peine réussi à débayer le terrain en adoptant par décret l'ordre de travail proposé le 31 mars par Barrère de Vieuzac.

1° Etablira-t-on des jurés ;

2° Etablira-t-on des jurés au civil comme au criminel.

1. En note sous l'art. 10.

2. Voir plus haut le projet de Robespierre, p. 121, note 1.

3. Outre les députés dont nous avons parlé y prirent part *Ricard* (30 mars), *Brostaret*, *de Bonnal* (31 mars), *Pétion de Villeneuve*, *Anthime*, *Prugnon*, *de Jessé* (5 avril), *de Saint-Martin*, *Barnave* (6 avril), *Regnier*, *Demeunier*, *Ræderer*, *Goupil de Préfelin*, *Reuvel* (7 avril), *Gossin*, *de Brémond d'Ars*, *Buzot*, *Rabaud-Saint-Etienne*, *Le Chapelier*, *Malouet* (8 avril). Et ce ne sont que les noms des orateurs les plus importants.

La réponse à ce double problème fut rendue le 30 avril, à la suite d'une séance très agitée. L'Assemblée considérant les bases de la réforme comme définitivement arrêtées prit parti de décréter qu'on n'établirait des jurés qu'en matière criminelle.

Le député Le Chapelier, au nom du Comité de Constitution, fit alors observer qu'il était nécessaire de faire une loi pour régler le détail de la procédure par jurés : et sur-le-champ fut voté un second décret ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale charge le Comité de Constitution, réuni au Comité qui s'occupe de la jurisprudence criminelle, de présenter dans le plus court délai possible un projet de loi qui règle la procédure par jurés afin que cette forme de procédure puisse avoir lieu aussitôt que la loi sera décrétée. Et en

1. Cf. *Arch. parlementaires*, XII, 489.

2. Cf. *Arch. parlementaires*, XV, 343. Il convient de rappeler que, le 28 avril, Tronchet avait prononcé un fort beau discours sur la matière. Il n'était au fond partisan ni du jury civil ni du jury criminel. Il estimait que l'Assemblée avait donné au peuple tous les avantages désirables par sa loi d'octobre 1789 sur les adjoints : et en tous cas que l'introduction de la procédure par jurés devait nécessairement être précédée d'une réformation générale des lois pénales et du pouvoir judiciaire, que ce n'était point un de ces systèmes malléables capable d'entrer de force et d'un bloc dans une ensemble déjà constitué. Mais Tronchet ne faisait aucune mention du jury d'accusation. Nous avons donc cru pouvoir dispenser le lecteur d'une analyse complète de son discours (Voir *Arch. parlementaires*, XV, 327 et suiv.)

attendant l'Assemblée décrète que les procédures criminelles continueront à être instruites et jugées conformément aux décrets provisoires des 8 octobre et autres jours. L'Assemblée a adjoint aux dits Comités MM. Tronchet, Duport et Chabroud. »

II

Le 27 novembre 1790, le jour même où, votant l'ensemble d'un décret sur le tribunal de Cassation (1), la Constituante terminait la première moitié de sa tâche dans l'organisation judiciaire du royaume, Duport donna lecture du rapport présenté au nom des Comités de Constitution et de Jurisprudence criminelle (2). Un mois après, le 26 décembre, commençait la discussion en séance (3).

Ce débat n'eut point l'ampleur du précédent. Les idées de Duport sont passées presque sans change-

1. Cf. Duvergier, t. II, p. 65.

2. *Rapport fait au nom des Comités de constitution et de jurisprudence criminelle de la loi sur la police de sûreté, la justice criminelle et l'institution des jurés*, par Adrien Duport, député de Paris. Imprimé par ordre de l'Assemblée, 27 nov. 1790, in-8°, 79 pages. Suivi du *Projet de loi sur...* etc., 59 pages.

Ces pièces figurent aux *Archives Parlementaires*, t. XXI, p. 42 et suivantes.

3. Par un discours de Thouret (*Arch. Parlement.*, XXI, 690).

ment dans la constitution de 1791 qui consacre plusieurs articles à la justice criminelle (1), dans la loi des 16-29 septembre 1791 sur la procédure criminelle, et dans l'instruction du 29 septembre-21 octobre 1791 qui en est le commentaire législatif.

Ceci explique pourquoi, sans reprendre dans ses détails l'analyse de cette discussion, nous préférons nous placer après le vote de la loi des 16-29 septembre, et y étudier dans son ensemble le fonctionnement du jury d'accusation, quitte à signaler en cours de travail les points sur lesquels le premier projet a été modifié par des amendements ultérieurs, les raisons qui ont fait admettre où rejeter telle où telle disposition. Nous éviterons ainsi les répétitions, et la marche de la procédure sera plus aisément suivie.

Mais, comme déjà Tronchet l'avait fait pressentir, on s'aperçut au Comité que l'introduction du jury

1. 3 septembre 1791. Cf. Duvergier, t. III, p. 288 (Titre III, chap. V, *du pouvoir judiciaire*). La Constituante, qui considérait volontiers son œuvre comme définitive, a érigé en principes constitutionnels plusieurs des solutions admises par elle dans des matières d'organisation judiciaire, de manière que les législations suivantes n'y pussent toucher. Relativement au point qui nous occupe, l'article 9 décidait : « En matière criminelle nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés ou décrétée par le Corps législatif dans le cas où il lui appartient de poursuivre l'accusation. Après l'accusation admise, le fait sera reconnu et déclaré par les jurés. » Ajoutons d'ailleurs que le 3 septembre, la discussion sur la procédure par jurés était, en fait, terminée.

nécessitait une refonte générale de toute l'organisation de la justice (1). Il en résulta que la loi de septembre eût à traiter de la police de sûreté et de la justice criminelle en même temps que du jury. Nous devons examiner d'abord rapidement les solutions auxquelles on s'était arrêté en ces matières.

La nouvelle procédure prit son point de départ dans la distinction fondamentale entre la police de sûreté et la justice répressive. On considérait (2) que leur confusion jusqu'à ce moment avait été une des principales causes de la mauvaise administration de la justice : si leur but est le même, le maintien de l'ordre public, chacune conserve pourtant un objet particulier, exigeant une organisation particulière et des moyens différents.

Il ne fallait pas que les organes chargés d'arrêter fussent les mêmes que ceux chargés de juger ; se saisir d'un prévenu avant la preuve, c'est une mesure d'ordre public, une précaution nécessaire de sûreté, qui veut une action prompte et provisoire ; au contraire, apprécier la culpabilité d'un individu et lui faire l'application de la loi, après la preuve, est une mission délicate à laquelle on ne saurait apporter trop de réflexion.

Confier au juge de la culpabilité l'arrestation, ce se-

1. Préambule du rapport de Duport.

2. Duport exposait longuement ces idées (Cf. *Arch. Parlement.*, XXI, p. 44 et 45).

rait risquer qu'il ne se fit ensuite un point d'honneur d'obtenir la condamnation du prévenu : l'opinion publique verrait une présomption odieuse et une sorte de châtement anticipé dans le décret par lequel on somme un individu de venir éclairer la justice sur des faits délictueux. Personne n'est à l'abri d'une calomnie, d'une dénonciation injuste : il faut éviter la méprise qui consisterait à flétrir l'homme arrêté dans ces conditions, et le danger où il se trouverait ensuite de n'être condamné que parce qu'il a été décrété.

Ceci posé comme principe essentiel, les fonctions de police de sûreté étaient confiées dans chaque canton (1) au juge de paix (2) concurremment avec les officiers de gendarmerie (3) sauf dans les villes où il y avait plusieurs juges de paix (4).

1. Au district, la police aurait été trop éloignée ; dans les municipalités elle aurait pris un caractère d'*inquisition et de tracasserie* (Rapport de Duport, *loc. cit.*, p. 46).

2. Loi des 16-29 septembre 1791. Tit. I, art. 1^{er}.

3. Loi des 16-29 septembre 1791. Tit. I, art. 3.

4. L'intervention de la gendarmerie dans la police de sûreté effrayait une partie de la Constituante ; Robespierre, en particulier, n'en voulait entendre parler à aucun prix (séance du 26 décembre, *Arch. parlem.*, 673) : « Le despotisme seul, disait-il, peut tenter de réunir des fonctions militaires à des fonctions judiciaires ».

Il reprit la parole sur ce sujet dans la séance du 27 décembre (*Ibid.*, p. 683.) Beaucoup de députés y voyait comme lui une physionomie prévôtale. Thouret calma ces scrupules en

L'Assemblée ne créait donc point de nouveaux mandataires pour exercer la police : elle en chargeait des agents *déjà honorés par la constitution du dépôt d'une grande confiance* (1). Nommés par le peuple, conciliateurs par définition, les juges de paix (2), par suite du cercle restreint de leur ressort, étaient à même de connaître les citoyens et d'être connus d'eux ; première garantie de leur impartialité et du bon accomplissement de leur ministère. Dans la pensée du législateur, tout les désignait donc pour accumuler sur leurs personnes *ce qui peut rendre la police tranquillisante pour ceux qu'elle protège, respectable pour ceux qu'elle surveille et rassurante pour ceux même qu'elle soumet à son action*.

Les fonctions du juge de paix consistaient d'abord à recevoir les plaintes ou dénonciations qui lui étaient portées (3), à constater par des procès-verbaux les

prononçant le 30 décembre 1790 son 8^e *Discours sur la concurrence des officiers de gendarmerie avec les officiers de police de sûreté* (Arch. parlem. XXI, p. 715 et suiv.)

1. Instruction du 29 septembre (Duvergier, III, 478).

2. Ils avaient été institués comme tels, au civil, par la loi des 16-24 août 1790.

3. Les particuliers pouvaient en effet mettre le juge de paix en mouvement par la plainte ou par la dénonciation civique. Ces deux points tiennent à la théorie de l'accusation qui avait été développée par Duport : en voici le résumé. D'après lui dans l'état actuel de la société, les individus, tout en ayant renoncé à se faire justice à eux-mêmes, avaient cependant conservé la faculté de provoquer l'action publique.

traces des délits, et à recueillir des indications sur les individus qui s'en étaient rendus coupables (1) ; à entendre les inculpés et à s'assurer si possible de leurs personnes, notamment en cas de flagrant délit (2). Cela fait, le juge de paix selon les cas, ou faisait remettre sur le champ le prévenu en liberté (3), ou délivrait contre lui un mandat d'arrêt ou d'amener (4).

Mais comment s'exercerait cette faculté ? La société pourrait-elle seule poursuivre ? Ou bien chaque citoyen, *même non offensé*, pourrait-il s'en charger ? Y aurait-il un ministère public, ou une délégation de quelques individus — et suivant quel mode — pour exercer l'action publique ? La question ainsi posée, Duport y apportait les solutions suivantes : nécessité d'une poursuite d'office, et, pour l'intenter, d'agents indépendants de toute provocation, ou réquisition des volontés particulières. D'autre part nécessité pour la société de joindre son action à celle du particulier plaignant.

La dénonciation civique, de la part d'un homme non intéressé était considérée comme un devoir du citoyen, en raison de l'intérêt de la collectivité à la poursuite des infractions et des crimes. *Rien ne caractérise mieux un peuple que cette haine vigoureuse du crime qui fait de chaque citoyen un adversaire direct de tout manquement aux lois sociales.* (Instruction du 29 septembre 1791). La loi de 1791 consacra ces principes : l'action des plaignants était toutefois bien plus énergique que dans l'ancien droit (sur ce point, voir le titre V de la loi, et Esmein, *op. cit.*, p. 420). Quant à la dénonciation civique, voir la loi au titre VI.

1. Loi des 16-29 sept. 1791, titre III.

2. Loi des 16-29 sept. 1791, titre IV.

3. Loi des 16-29 sept. 1791, titre IV, art. 5.

4. Loi des 16-19 sept. 1771, titre II.

La première partie de l'information était ainsi terminée : restait le contrôle de cette information (1). Un magistrat spécial, sous le nom de directeur du jury en était chargé.

Avant d'aller plus loin, remarquons que c'était peut-être bien une erreur d'avoir accumulé sur la tête du juge de paix des fonctions aussi différentes que celles dont les lois des 16-24 août 1790 et 16-29 septembre 1791 édictaient les dispositions. Chacune exigeait des qualités différentes, et presque contradictoires, d'une part, la sévérité criminelle, d'autre part, l'esprit de conciliation en matière civile. Il y avait à craindre que la prédominance de l'une ne nuisit à l'autre : mais on avait voulu imiter l'Angleterre, où le *justice of peace* jouait alternativement les deux rôles (2).

1. « Lorsqu'il a été pourvu par le juge de paix aux premiers besoins de sûreté que la société réclame, la marche de la justice doit commencer ; alors le règne des présomptions et des suspicions doit faire place à celui de la certitude et de la conviction ; et si la police a dû consulter avant tout la sûreté publique, la justice doit placer avant tout autre considération le respect et la précaution qui sont dues à l'innocence en péril. » (Instruction du 29 septembre).

2. Le choix du juge de paix fut fortement critiqué au sein même de l'Assemblée par *Prugnon*, *Mougins* et *Robespierre* (Séances des 28 et 29 décembre).

Notons les paroles de *Prugnon* qui s'indignait « de voir confier à l'homme à qui on n'a pas voulu attribuer le jugement des affaires au-dessus de cinquante livres le droit d'arrêter un citoyen sans défense préalable ».

Remarquons, en outre, ce fait très important dans notre matière : l'information devant l'officier de police, aussi bien le juge de paix, comme c'était le cas le plus fréquent, que le lieutenant de gendarmerie, n'avait pas lieu en dehors de l'accusé : l'article 15 du titre V (1^{re} section) de la loi de 1791 décidait, en effet : « *Les dépositions des témoins seront faites et reçues par écrit devant l'officier de police, MAIS EN PRÉSENCE DU PRÉVENU, s'il est arrêté.* »

D'autre part, au cas où l'information aurait précédé l'arrestation, il ne pouvait être ensuite interrogé qu'après avoir entendu lecture de la plainte, des procès-verbaux, des dépositions des témoins. C'était une mesure, essentiellement protectrice, en tous points contraire aux anciens principes. Nous en avons trouvé, on s'en souvient, une première application dans le décret sur les adjoints de 1789. On s'ingéniait ainsi à *rassurer son innocence et à faciliter sa justification.*

L'Assemblée Constituante allait par là directement à l'encontre des vues de l'Ordonnance de 1670 qui avait cru fortifier la justice en la rendant *secrète*. Sans doute l'innovation n'atteignait pas à la publicité complète de l'Angleterre : dans le cabinet du juge, la procédure continuait à se dérouler portes closes : mais du moins le prévenu en avait connaissance puisqu'il y assistait ; il pouvait, comme l'inculpé anglais, prendre à son gré la parole dans ce

débat, et discuter les charges produites contre lui. On n'abandonnait plus désormais le prévenu sans défense à la puissance formidable de la justice, sans contrôle sur les déclarations des témoins et les actes du magistrat, dans l'ignorance de toutes les phases de la poursuite.

Il n'en faudrait pas conclure cependant que la première information eut en France le caractère litigieux que nous lui avons reconnu en Angleterre. Malgré la présence de l'inculpé le juge de paix, en instruisant, conservait un rôle d'inquisiteur : c'est lui qui interrogeait, dirigeant à son gré la recherche de la vérité dans le but de faire éclater l'aveu ; la disposition de l'article 15 ne s'appliquait pas à la plainte, et les témoins à charge ne représentaient en aucune façon une partie adverse discutant ses prétentions devant un magistrat : en d'autres termes le débat n'était pas engagé entre deux particuliers, comme dans une procédure accusatoire. La Constituante avait moins supprimé le ministère public que réparti sa fonction entre les différents organes chargés d'instruire. La confusion entre la poursuite et la recherche des crimes était complète jusqu'à l'audience : nous verrons que la loi de l'an IX y a trouvé matière à une critique sérieuse du système de 1791.

Du canton, la cause passait au district, où le directeur du jury, prenant l'affaire en mains, en

mettait à profit et en complétait les indices recueillis par le juge de paix. On nommait directeur du jury un des juges du tribunal criminel du département choisi à tour de rôle tous les six mois parmi les membres de ce tribunal, le président excepté (1).

Ce fonctionnaire, comme ses collègues, *était l'élu du peuple*. Il recevait du juge de paix les pièces de la procédure, les examinait, et devait *vérifier si l'inculpation était de nature à être présentée au jury* (2), c'est-à-dire si le délit était de nature à entraîner une peine afflictive où infamante (3). De sorte que c'est lui en somme qui mettait en mouvement le jury d'accusation (4). Son premier devoir, dans les vingt-quatre heures, quand il avait délivré son visa au mandat d'arrêt qui faisait conduire le prévenu à la prison du district, était de l'entendre dans sa prison.

L'instruction du 29 septembre ajoutait à ce pro-

1. Loi des 16-29 sept. 1791. Sect. II, tit. I, art. 1 et 2. Les tribunaux criminels de droit commun avaient été institués, à raison d'un par département, par un décret des 20 janvier-25 février 1791, dont la loi sur les jurés (sect. II, tit. II) reproduisait les dispositions. Ils se composaient de trois juges des tribunaux de district, pris chacun tous les trois mois; d'un greffier, d'un accusateur public et d'un président, les deux derniers nommés par les électeurs du département. C'étaient les cours d'assises du régime révolutionnaire.

2. Section II, tit. I, art. 4.

3. Section II, tit. I, art. 5.

4. Voir cependant, page 143, note 3.

pos : « Comme la formalité de l'audition du prévenu dans les vingt-quatre heures est de rigueur, comme il est intéressant de savoir si elle a été remplie, le directeur du jury doit en dresser procès-verbal qui contiendra les déclarations et réponses du prévenu sans qu'il soit besoin d'observer les anciennes formules des interrogatoires, ni de prendre le serment du prévenu qu'il va dire la vérité... Le directeur du jury ne doit jamais oublier que cette audition n'est qu'une facilité accordée à un individu arrêté d'expliquer les preuves de son innocence et les raisons qu'il voudra alléguer pour sa justification..., il doit entendre la déclaration libre du prévenu. »

Le directeur du jury avait la faculté de rappeler devant lui les témoins anciens, c'est-à-dire ceux déjà entendus par le juge de paix. Mais il était plus spécialement chargé de continuer l'instruction, en recevant les déclarations des nouveaux témoins, qui ne se seraient pas présentés devant l'officier de police⁽¹⁾. Seulement, ici, les règles étaient modifiées : complétant la formule trop concise de la loi, l'instruction du 29 septembre disposait formellement que cette audition serait *secrète*, c'est-à-dire aurait lieu hors de la présence du prévenu. On comprend aisément l'importance de cette prescription si l'on songe qu'en fait l'officier de police agissant dès le premier moment de la découverte du crime, il devait arriver

1. II^e Section, tit. I, art. 16.

le plus souvent que bon nombre de témoins ne fussent pas entendus par lui. L'instruction faite par le directeur du jury tenait une grande place dans le procès : il eût été par suite désirable qu'on permit à l'inculpé d'assister à la comparution. La loi de 1791 n'avait donc point été jusqu'au bout de la réforme libérale esquissée dans ses articles 15 et 16 (1) : on sentait encore trop l'influence de la tradition ancienne dans l'organisation de cette procédure.

D'après les charges ainsi relevées et selon les éclaircissements obtenus, le directeur estimait ou non la poursuite fondée.

Mais en cas de négative, *comme on corrompt plus facilement un seul homme qu'un tribunal entier*, il n'était pas libre de rendre seul une ordonnance de renvoi. Aux termes de la loi celle-ci devait émaner du tribunal, qui, réuni à cet effet dans les vingt-quatre heures à partir de la vérification des pièces, et le commissaire du Roi entendu, prononçait à huis-clos sur la question (2).

Si, au contraire, il trouvait que par la nature du délit l'accusation devait être présentée au jury, où si le tribunal, contre son avis, en décidait ainsi, il dressait un acte d'accusation (3).

1. I^e Section, tit. V.

2. Loi des 16-29 septembre 1791, art. 6 (et instruction sur les jurés).

3. Loi des 16-29 septembre 1791, art. 7. Il y avait des

Cet acte d'accusation n'était autre chose qu'un exposé exact mais précis des faits, énonçant les circonstances d'heure, de jour, de lieu où le délit avait été commis, le nom de l'inculpé, les événements concomitants. L'instruction sur les jurés du 29 septembre insistait sur la nécessité de donner à ces détails la plus grande clarté possible ; et quoique l'acte d'accusation ne fût soumis à aucune forme rigoureuse, elle en présentait, en appendice, un modèle (1). En somme, comme le fait remarquer M. Esmein (2), cet acte n'était autre que l'*indictment* de la procédure anglaise.

Qu'il y eût un ou plusieurs actes d'accusation (3), ils devaient être soumis au visa du commissaire du Roi (4) : ce commissaire n'avait mission que de voir

modifications prévues à cette procédure pour le cas où il y avait au procès une partie plaignante ou dénonciatrice : le délai de vingt-quatre heures était doublé. De plus l'acte d'accusation était dressé par le directeur de concert avec cette partie ; où ils en dressaient chacun un séparément, s'ils ne pouvaient s'accorder. Enfin, en cas refus du directeur, le plaignant pouvait néanmoins *saisir seul le jury en dressant seul un acte d'accusation* (art. 8 à 12). Toutes dispositions motivées par la part très large que la loi de 1791 accordait au principe ancien de l'accusation populaire : nous n'avons pas cru utile de les développer dans le texte.

1. Voir Duvergier, III, p. 513.

2. Esmein, *op. cit.*, p. 422.

3. Comme nous l'avons dit page 143, note 3.

4. Les commissaires du roi étaient nommés par le Roi, et répartissaient entre eux et l'accusateur public les fonctions

si le délit, en le supposant prouvé, méritait peine afflictive ou infamante (1). En cas de décision négative, l'acte d'accusation était considéré comme non avenu, et le même jugement prononçait la relaxation du prévenu. En cas d'affirmative, l'acte était présenté aux jurés d'accusation dont la présence devenait alors nécessaire (2).

Nous n'avons insisté sur les détails de l'information préalable que pour bien marquer la place de ce jury dans la procédure criminelle. Jusqu'ici nous ne l'avions point vu paraître. Divisée en deux parties depuis le moment de l'arrestation, l'instruction du procès s'était déroulée d'abord devant le juge de paix ou les autres officiers de la police de sûreté, puis devant le directeur du jury. Le prévenu n'avait subi

du ministère public. Ce dédoublement, justement critiqué dans le régime de la loi de 1791 n'avait pas été adopté sans soulever de vives discussions au sein de l'Assemblée. On en trouvera le résumé, et la critique dans Faustin-Hélie, *Traité de l'Instruction criminelle*, II, 93 et suiv., et dans Esmein, *op. cit.* page 429.

Les fonctions de commissaire du Roi avaient été déterminées par les articles 25 et 26 du chapitre V de la Constitution du 3 septembre 1791. La loi des 16-29 septembre 1791 avait ajouté à ces dispositions le droit de prendre communication dans tous les procès criminels, de toutes les pièces et actes, d'assister à l'examen et au jugement (Sect. II, tit. V, art. 1 à 4).

1. Instruction sur les jurés du 29 septembre.

2. Le commissaire inscrivait sur l'acte : *la loi défend*, (et dans ce cas le tribunal de district tranchait le conflit élevé entre lui et le directeur du jury (Section II, titre I, art. 13), où *la loi autorise*.

que la poursuite du plaignant ou du dénonciateur, ou du juge agissant d'office ; et l'on peut dire en somme que son accusation n'avait reçu aucune forme publique et sociale. Désormais au contraire c'est par ses concitoyens qu'il va être accusé et la société en prononçant sur ce point remettra ensuite à un officier public (l'accusateur public) la mission de la poursuivre en son nom, ou au contraire renverra l'inculpé libre de tout soupçon et de toute charge.

Dans son rapport du 27 novembre 1790, Duport avait ainsi déterminé le rôle qu'il entendait donner à ce jury d'accusation :

« La plainte facilitée, la police rendue vigilante et active, la dénonciation des citoyens permise, voici ce qu'exige la tranquillité publique, l'humanité, la liberté. Mais ce qui n'est pas moins nécessaire, c'est que des citoyens décident seuls du sort de cette dénonciation et de ces plaintes. Ce sera désormais une règle fondamentale dans l'Empire (*sic*) que nul n'y sera jugé criminellement que sur une accusation *reçue par un premier jury* ; rien ne pourra traverser cette barrière placée entre l'activité nécessaire de la police et la lenteur aussi nécessaire de la justice (1). »

L'Assemblée, malgré l'effort de quelques-uns de

1. *Arch. parlement.*, XXI, p. 53.

ses membres (1), en reconnut l'utilité, et bien avant qu'on fût arrivé à la discussion de la section deuxième de la loi, elle avait décrété qu'il y aurait un jury d'accusation.

Comment était-il recruté, et comment fonctionnait-il ?

La loi de 1791 établissait un rapport étroit entre les qualités requises pour être électeur, et les conditions requises pour être juré : l'instruction du 29 septembre disposait en propres termes : « Tous les citoyens qui ne pourront pas être électeurs ne pourront également être jurés (2). »

On reprenait sur ce point les idées que Duport avait exposé dans ses *Moyens d'exécution des jurés*

1. *Mougins, Longuève, Garat l'ainé* (Séance du 29 décembre 1790. *Arch. parlement.*, XXI, p. 708).

2. Au termes de la constitution du 3 septembre 1791, est électeur tout citoyen actif âgé de vingt-cinq ans, ayant prêté le serment civique, n'étant pas serviteur à gages ni en état d'accusation, de faillite ou d'insolvabilité, qui est propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué sur le rôle des contributions à un revenu égal à la valeur locale de deux cents journées de travail dans les villes au-dessus de 6.000 habitants et de cent cinquante journées dans les villes d'une population moindre et dans les campagnes. Sont également électeurs ceux qui, locataires, fermiers ou métayers présentent des garanties équivalentes (Tit. III, Chap. I, Sect. II).

L'article 2 du titre X (Section II) de la loi des 16-29 septembre 1791 consacrait ce principe. « *Nul ne pourra être placé sur la liste (pour former le jury d'accusation) s'il ne réunit les conditions requises pour être électeur.* »

au criminel (1). Une liste de trente électeurs était dressée tous les trois mois par le procureur syndic du district (2) et approuvée par le directoire du district. Sur ces trente membres, huit devaient être tirés au sort tous les huit jours sur l'ordre du directeur jury et en présence du commissaire du Roi.

On formait ainsi le tableau du jury d'accusation pour la session hebdomadaire (3). Lorsqu'il y avait lieu d'assembler ce jury le directeur avertissait quatre jours d'avance les huit membres choisis par le sort de se réunir au jour fixé, sous peine d'amende, et d'être privés de leurs droits d'éligibilité et de suffrage pendant deux ans (4). La loi prévoyait pour les inscrits de la liste trimestrielle la possibilité de se faire excuser (5). Enfin, au cas où le jour de la session les huit membres désignés par le sort n'étaient point tous présents ou excusés, le directeur du jury

1. Cette question avait donné lieu à discussion entre la gauche de l'Assemblée (Pétion, Robespierre), qui demandait que tout citoyen put être juré, et la droite (notamment séance du 5 février 1791. *Arch. parlem.*, XXII, 759. discours de Cazalès qui voulait n'appeler à cette charge que les citoyens éligibles au Corps législatif).

2. Circonscription correspondante à l'arrondissement. Le procureur syndic était élu ; assisté du directoire de district, également élu, il administrait le district.

3. Loi des 16-29 sept. 1791. Section II, titre X, art. 3 et 4.

4. Loi des 16-29 sept. 1791. Section II, titre X, art. 5.

5. Loi des 16-29 sept. 1791. Section II, titre X, art. 6 et 10.

avait le droit compléter son jury en faisant tirer aux sort parmi les citoyens actifs de la ville.

Il n'était pas question, relativement au jury d'accusation, de récusation : qui, en effet, l'aurait exercée ? Les fonctions d'accusateur public ne commençaient que dans la seconde partie du procès. Le commissaire du Roi n'avait aucunement ici le caractère de ministère public. Et quant à l'inculpé, le silence de la loi ne lui donnait pas ce droit, et le tableau de service ne lui était pas présenté. D'ailleurs *il ne comparaisait pas devant le grand jury*. Celui-ci, d'autre part, n'avait pas à le juger, mais à prononcer sur un fait. Reconnaître à l'inculpé la faculté de récuser les jurés c'eût été fausser le caractère de l'institution. Il ne nous paraît donc pas que la loi de 1791, soit, comme on l'a dit, entachée sur ce point d'une lacune inexplicable (1).

Ainsi constitué, à raison d'un par district, le grand jury était donc saisi par l'acte d'accusation du directeur : celui-ci d'abord faisait prêter à ses membres le serment suivant :

« Citoyens, vous jurez et promettez d'examiner avec attention les témoins et pièces qui vous seront présentés et *d'en garder le secret*. Vous vous expliquerez avec loyauté sur l'acte d'accusation qui va

1. C. Clauss. *Le Jury sous le Consulat et l'Empire*, p. 20.

vous être remis, vous ne suivrez ni les mouvements de la haine ni ceux de la méchanceté (1). »

Deux mots sont à retenir dans cette formule : *en garder le secret*.

C'est, en effet, au principe de la publicité des instructions criminelles, formulé par la constitution du 3 septembre 1791 (2), que la loi sur les jurés venait ici porter atteinte. Aussi bien faut-il n'entendre cette disposition constitutionnelle que relativement aux débats de l'audience, devant le jury de jugement. Au contraire une exigence de la pratique avait fait décider que toute la partie du procès jusqu'au verdict du jury d'accusation devait se passer à huis clos :

« Deux motifs principaux rendent ici le secret nécessaire, disait l'instruction du 29 septembre (3), et ces motifs ne contrastent point avec la publicité de la procédure, publicité qui doit être la sauvegarde des accusés. Car nous ne sommes point encore arrivé à la partie de la procédure qui doit faire juger si l'accusé est coupable ou non. Quant à présent il ne s'agit encore que de découvrir s'il y a lieu où non à accusation, et le secret est nécessaire pour ne point avertir les complices de prendre la fuite et pour ne point avertir les parents et amis de l'accusé du nom

1. Loi des 16-29 sept. 1791, sect. II, tit. I, art. 18.

2. Titre III. chap. V. art. 9.

3. Voir Duvergier, III, 490.

des témoins qu'ils auraient intérêt à écarter ou à séduire avant qu'ils ne déposent pardevant le jury de jugement. »

Nous connaissons déjà ces motifs : on voit donc que le jury de 1791 joue, par un certain côté de ses attributions, le même rôle tutélaire que les adjoints de 1789, en représentant la société dans l'instruction criminelle, et défendant par suite l'œuvre de justice contre les suspicions que provoquent les procédures secrètes. Mais ce n'est là qu'une publicité très restreinte, et bien loin de celle que de nos jours encore réclament quelques bons esprits. Toutefois le jury, au contraire des adjoints, n'intervient qu'une fois l'information terminée en premières mains par le juge de paix. Il la reprend et la contrôle : mais les bases de cette instruction étaient arrêtées déjà par l'acte d'accusation du directeur ; il ne lui appartient pas de la diriger, comme pouvaient le faire les adjoints par leurs observations : les jurés ne se transportent point sur les lieux, n'assistent pas au relevé des pièces à convictions ; et s'il est vrai qu'ils entendent certains témoins, du moins ils ne recueillent pas d'eux ces dépositions spontanées si importantes dans lesquelles l'impression causée lors de la découverte d'un crime n'est point encore atténuée et combattue par la réflexion où la peur de se compromettre. L'impartialité n'était même pas respectée ici par la loi de 1791 : le grand jury n'entendait que les

témoins à charge, et le prévenu ne comparaisait à aucun moment devant lui.

A cet égard, il semble que les adjoints, grâce à l'extension donnée à leur assistance, eussent été plus à même que les jurés de décider en connaissance de cause sur la valeur d'une poursuite et l'opportunité d'une mise en accusation.

Après le serment prêté, le directeur du jury exposait aux jurés l'objet de l'accusation et leur expliquait avec clarté et simplicité leurs fonctions. Il leur remettait ensuite les pièces de la procédure, à l'exception de la déclaration écrite des témoins (1).

Ceci n'engageait nullement le problème, qui fut si longuement débattu au cours de la discussion du 3 au 17 janvier 1791, de savoir si l'on adopterait le principe de l'oralité exclusive des dépositions. Jamais on n'avait mis en doute qu'au cours de l'information préalable le juge de paix dût *prendre note par écrit des premières déclarations des témoins, et les interpellé de signer* : au moment où cette grave question fut soulevée devant l'Assemblée, il y avait plusieurs jours déjà que les articles 3, 10, etc., du titre premier de la loi (police et sûreté) étaient adoptés sans discussion, tels que Duport les avait proposés dans son projet. Nous n'avons rien à dire par suite des opinions qui divisèrent la Chambre sur

1. Loi des 16-29 sept. Section II, tit. I, art. 20.

ce point, et qui furent les seules importantes de tout le débat (1).

Il faut noter cependant que d'une façon générale les membres du Comité étaient hostiles à l'idée d'une procédure écrite : « Ces hommes, dit M. Esmein (2), s'ils avaient contre eux la logique du raisonnement avaient pour eux la logique des choses. Il leur était parfois difficile de traduire leurs idées d'une façon démonstrative, mais ils sentaient très bien qu'il y avait incompatibilité entre l'ancienne méthode de juger et la nouvelle, que l'on ne pouvait point mêler les deux systèmes, et que transporter dans le jugement par jurés les complications de l'écriture et la théorie savante des preuves légales, c'était gâter une institution excellente sous couleur de l'améliorer ; c'était là une greffe que l'arbre nouveau ne pouvait porter. »

Mais il ne s'agit là que de l'instruction devant le jury de jugement. Dans la séance du 5 janvier, Tronchet avait parfaitement ramené à ce point la question (3). Quant au jury d'accusation l'article 19 de la loi n'avait pas été réservé le 2 janvier, quand on avait adopté le titre concernant la procédure devant le jury d'accusation.

1. On en trouvera le résumé dans l'ouvrage de M. Esmein, pp. 433 à 435.

2. *Ibid.*

3. « Je pose ainsi le problème : « L'instruction devant le jury du jugement doit-elle être écrite ou non ? » et j'entre en matière. » (*Arch. parlem.*, XXII, 28).

L'instruction du 29 septembre donnait les motifs de la disposition formelle qui nous occupe. Elle craignait sans doute que les dépositions de témoins produits dès le premier moment par le plaignant ou le dénonciateur devant l'officier de police — témoins que tout naturellement celui-ci cherchait d'abord parmi ses parents ou ses amis — ne pussent impressionner trop fortement la conscience des jurés, et être la base de leur conviction : en permettant au grand jury de procéder lui-même à une nouvelle audition, on laissait aux témoins le temps de se rétracter, ou de compléter leurs renseignements, sans pour cela que les déclarations antérieures demeurant au procès fissent charge contre l'accusé. De la sorte on évitait tant bien que mal l'inconvénient résultant de ce fait que les jurés n'avaient pas suivi les actes de l'information préliminaire.

Mais cette disposition était surtout conforme à l'esprit même des fonctions des jurés d'accusation (1). Lorsqu'en effet ceux-ci, après l'examen des pièces écrites qui leur étaient remises, notamment des interrogatoires de l'inculpé, après avoir entendu les témoins (2) et au besoin, mais non obligatoirement, la

1. A ce point, nous le verrons, que, quand la loi de pluri-votisme an IX eut supprimé cette procédure orale devant le grand jury, celui-ci, qui continuait d'exister légalement se trouva en fait réduit à néant et inutile.

2. Aussi bien d'ailleurs ceux qui avaient comparu déjà lors de l'arrestation que ceux dont la présence se serait révélée depuis. (Instruction du 29 septembre.)

partie plaignante où dénonciatrice (1) étaient laissés seuls pour délibérer sous la direction générale du plus âgé d'entre eux, chef du jury (2), ils devaient bien se persuader que leur mission n'était pas de juger le prévenu coupable ou non coupable : leur seule décision portait sur le point de savoir *si le délit imputé mérite l'instruction d'une procédure criminelle et s'il y a déjà des preuves suffisantes à l'appui de l'accusation*. (Instruction du 29 septembre.) Quant à la nature de cette accusation, *ils n'avaient point à la désigner* (3) et par suite il pouvait y avoir moins de danger de s'en remettre à leur seule mémoire, sans l'appui d'aucune pièce écrite, du soin de prononcer par oui ou par non sur l'existence d'un fait ne comportant aucune appréciation. Bien mieux que les jurés du jugement ils rentraient ainsi dans la définition qu'en avait donné Duport, dans son premier projet tout entier basé sur la distinction du fait et du droit. « Ce sont, disait-il encore, de simples citoyens dont

1. Loi des 16-29 sept. 1791, sect. II, tit. I, art. 21.

2. *Id.* art. 22.

3. Rapport de Duport (27 novembre 1790) : c'est là une différence considérable entre ce rapport, et le premier, en date du 29 mars 1790 (Voir plus haut.) L'analyse des travaux parlementaires n'explique aucunement les motifs qui ont pu engager l'orateur à l'introduire. Les dispositions de la loi de 1791, en n'abandonnant aux jurés que la connaissance du fait, sans appréciation, était seule conforme à leur caractère et à leurs attributions.

la société attend une parfaite probité, mais un bon sens ordinaire et une intelligence commune, et c'est à ce niveau qu'elle doit rapprocher toutes les questions qu'elle leur présente à résoudre » (1).

Terminons rapidement l'analyse de la procédure : les jurés décidaient à la majorité (art. 27) et leur doyen d'âge écrivait alors au bas de l'acte d'accusation l'une ou l'autre de ces deux formules : *oui il y a lieu, non il n'y a pas lieu*, ce qui n'est autre que le *found or not found* anglais (2). Mais il pouvait avoir été dressé deux actes d'accusation, un par la partie plaignante, l'autre par le directeur. Le jury était libre d'en admettre un ou de les rejeter tous les deux (3). Il pouvait se faire aussi que, après l'examen de l'acte ou des actes d'accusation, le jury trouvât qu'il y avait lieu à une accusation différente de celle portée aux dits actes : en ce cas, *comme ce n'est point aux jurés à indiquer l'espèce d'accusation qu'ils pensent devoir être substituée à celle qui leur est présentée* (4) ils devaient se contenter d'écrire au bas « la déclaration du jury est : il n'y a pas lieu à la présente accusation. » Le directeur du jury, sur les

1. Rapport du 27 novembre 1790.

2. Loi des 16-29 sept. 1791, sect. II, tit. I, art. 22.

3. *Id.* art. 23.

4. Instruction sur les jurés du 29 septembre. Malgré ce passage de l'*Instruction sur les jurés*, la contradiction est évidente avec la pensée du législateur qui refuse aux jurés le droit d'*apprécier la nature* de l'accusation.

nouveaux renseignements obtenus depuis le mandat délivré par le juge de paix ou les rétractations des témoins dressait alors un nouvel acte d'accusation (1).

Revêtu ainsi de la décision des jurés l'acte d'accusation était remis par leur chef, en leur présence, au directeur du jury, qui en dressait acte (2).

Deux hypothèses étaient dès lors possibles : ou bien le jury avait rejeté toute accusation : en ce cas le prévenu était relâché sur-le-champ (3) ; ou bien l'accusation était admise : alors en supposant le prévenu déjà incarcéré, le directeur rendait contre lui une ordonnance de prise de corps contenant désignation de l'accusé, son signalement, copie de l'acte d'accusation et ordre de le transférer à la maison de justice du tribunal criminel. L'ordonnance de prise de corps était signifiée tant à l'accusé lui-même qu'à la municipalité où il avait son domicile (4) : son effet, nous le savons, était de le constituer légalement prisonnier, de mettre fin à la détention préventive. Si l'accusé n'avait point encore été arrêté, il était saisi en quelque lieu qu'il fût trouvé et amené devant le tribunal criminel et le jury de jugement (5).

1. Loi des 16-29 septembre 1791, sect. II, tit. I, art. 24 et 25.

2. Loi des 16-29 sept. 1791. Sect. II, tit. I, art. 26.

3. Loi des 16-29 sept. 1791. Sect. II, tit. I, art. 28.

4. Loi des 16-29 sept. 1791. Sect. II, tit. I, art. 32, 33, 34.

5. Loi des 16-29 sept. 1791. Sect. II, tit. I, art. 29.

Nous arrivons ainsi à la deuxième phase du procès criminel, qui n'est plus dans les limites de notre sujet. Et nous aurons tout dit sur la première, en ajoutant que l'acte d'accusation, dressé par le directeur et approuvé ainsi par le grand jury, devait servir de base à toute la délibération du jury de jugement, à tel point que celui-ci ne pouvait prononcer sur un chef d'accusation qui n'y aurait pas été expressément mentionné. L'instruction sur les jurés était formelle et la jurisprudence du tribunal de Cassation fut bientôt fixée sur ce point.

Telle était la procédure organisée par la loi criminelle de 1791. Cette loi entra en vigueur le 1^{er} janvier 1792 (1). Son application rencontra quelques

1. Le jury d'accusation avait été organisé dans les conseils de guerre ou *cours martiales* par la loi des 22 septembre-29 octobre 1790. Il était composé de militaires. Dans chaque garnison le commandant en chef formait un tableau de jurés. Ce tableau était divisé en sept colonnes, depuis celle des généraux jusqu'à celle des simples soldats. C'est dans ces tableaux et ces colonnes qu'on prenait les jurés suivant le grade de l'accusé (art. 12). Les cours martiales, qui connaissaient seulement des faits capables d'emporter une peine afflictive ou infamante, se rapprochaient par leur composition des tribunaux criminels : elles comprenaient un président (grand juge), deux assesseurs dits *commissaires auditeurs des guerres* qui appliquaient la peine sur la réquisition d'un *commissaire auditeur* faisant fonction d'accusateur public (art. 6). De même la loi du 22 août-29 octobre 1790 appliquait le jury d'accusation aux *conseils de justice* et aux *Conseils martiaux*, qui étaient les tribunaux maritimes : le jury fonctionnait lorsqu'il s'agissait d'accuser et de

obstacles, tenant surtout aux dispositions relatives aux jurys de jugement, à la création des nouveaux tribunaux criminels, à la confection de listes de jurés suffisantes pour prêter au grand nombre de récusations accordées aux accusés et à la partie publique (1).

Au contraire, relativement au jury d'accusation, nous ne voyons pas que se soient élevées des difficultés ; les événements seuls en créèrent ; la passion révolutionnaire, les périls que traversait la nation et cette espèce de fureur qui animait alors les esprits amenèrent à fouler aux pieds les garanties les plus indispensables de la justice. Après la journée du 10 août 1792, l'Assemblée législative perdit sa force et son indépendance ; le 17 août fut créé le premier tribu-

juger des individus non militaires coupables de délits relatifs au service maritime ou commis dans un arsenal. Ces jurys d'accusation disparurent sous le Consulat, avec les lois des 3 pluviôse an II, 13 brumaire an V, et, pour les jurys des tribunaux maritimes, par le décret du 12 novembre 1806.

1. On peut citer cet exemple. A Perpignan, dans une affaire comprenant 37 co-accusés, si chacun avait usé de son droit de récusation, il eût fallu 740 jurés ; et comme c'était une affaire devant la *Haute cour* où la loi prévoyait quinze jours entre chaque récusation, il eût fallu un an pour les terminer (14 avril 1792). (Cf. *Arch. parlem.*, XLI.) Les débats d'un procès sensationnel ont montré récemment qu'en Amérique on n'était pas à l'abri de telles complications. Sur le système de récusations successives et *hors présence* de la loi de 1791, Cf. Esmein: *op. cit.*, p. 425.

nal extraordinaire, bientôt suivi d'autres mesures exceptionnelles du même genre ; à l'Assemblée législative, la Convention ne tarda pas à succéder ; les tribunaux révolutionnaires avec leur procédure expéditive prirent complètement la place des tribunaux réguliers, à partir de mars 1793 ; l'œuvre de la Constituante, en fait, fut réduite à rien par la Terreur.

III

Si nous voulions maintenant résumer les motifs qui avaient présidé à l'institution du jury d'accusation, nous ne pourrions mieux faire que de reprendre les termes même de l'instruction du 29 septembre.

« Ces motifs ont leur base dans la liberté individuelle : la loi, en donnant au ministère actif de la police le droit d'arrêter un homme prévenu d'un délit, a borné son pouvoir au seul fait de l'arrestation.

« Mais une simple prévention, qui souvent a pu suffire pour qu'on s'assurât d'un homme, ne suffit pas pour le priver de sa liberté, pendant l'instruction du procès, et l'exposer à subir l'appareil d'une poursuite criminelle. La loi a prévu ce dangereux inconvénient ; et à l'instant même où un homme est arrêté par la police, il trouve des moyens faciles et prompts de recouvrer sa liberté, s'il ne l'a perdue

que par l'effet d'une erreur ou de soupçons mal fondés, ou si son arrestation n'est que le fruit de l'intrigue, de la violence ou d'un abus d'autorité. Il faut alors qu'on articule contre lui un délit grave ; ce ne sont plus de simples soupçons, une simple prévention, mais de fortes présomptions, mais un commencement de preuves déterminantes qui doivent provoquer la décision des jurés pour l'admission de l'acte d'accusation.

« Ce n'est qu'après avoir subi cette première épreuve, ce n'est que sur l'accusation reçue par un jury de huit citoyens que le détenu peut être poursuivi criminellement, et jugé. »

Que faut-il penser du procédé par lequel les Constituants avaient cru parvenir à ce résultat ?

Duport se flattait un peu en laissant entendre à l'Assemblée (1) que le Comité, loin d'avoir suivi à la lettre l'exemple des Anglais, s'était inspiré surtout du *grand livre de la nature et de la raison*. En fait les deux systèmes étaient très voisins. Les règles relatives à l'oralité des témoignages, à la délibération secrète du jury, aux instructions données par le directeur du jury avant l'audition des témoins, le serment prêté par les jurés, tout cela venait de l'Angleterre. On s'était pareillement conformé au principe d'après lequel l'accusation seule

1. Rapport lu à la séance du 27 novembre 1790.

peut produire ses témoins devant le grand jury, la défense n'ayant aucun droit analogue, l'accusé n'étant même pas entendu. Enfin la faculté très largement accordée à la partie plaignante de saisir directement le jury par un acte d'accusation dressé en son particulier, en cas de désaccord avec le directeur, rappelait assez l'*indictment* de l'accusateur anglais, présenté sans information préalable. Sur ce point la loi de 1791 avait le grand tort de confondre l'action publique avec l'action civile, et, pour faire brèche à l'institution du ministère public, d'introduire, dans un édifice de procédure criminelle nettement inquisitoire depuis deux siècles, une forme empruntée à une procédure étrangère demeurée toujours accusatoire depuis ses origines. De sorte qu'en gros, il n'y a pas à se méprendre sur l'imitation qui est à la base de toute cette réforme.

Il y avait cependant des différences ; la première se trouve dans la façon de former le jury, évidemment plus libérale en France, où les jurés étaient *tirés au sort* sur la liste, qu'en Angleterre, où le choix du shériff décidait de leur nomination. Il est vrai d'ajouter qu'en Angleterre on laissait à l'accusé un droit de récusation, d'ailleurs insuffisant, mais dont l'intention était au moins de remédier en partie à l'inconvénient du système (1). La loi de

1. En Angleterre l'accusé peut, avant le verdict du grand jury, élever des motifs de récusation contre un des jurés,

1791, nous l'avons dit, était muette à cet égard.

A la tribune, tour à tour, les membres du Comité insistèrent sur une autre différence, celle-ci plus importante ; soucieux de respecter la liberté individuelle, ils avaient pris soin, selon leurs expressions, de *placer le grand jury au moment ou presque au moment de l'arrestation* (1). Ils voulaient dire par là qu'aussitôt le mandat d'arrêt du juge de paix, par suite des délais édictés par les articles 4 et 6, (titre I sect. II) de la loi, et aussi de ce fait que, chaque semaine, le jury devait se réunir (*ibid.*, titre X, art. 3), il se trouvait que les inculpés ne pouvaient subir plus de trois ou quatre jours de détention préventive, avant qu'il fût statué sur l'opportunité de cette détention. Au contraire, en Angleterre, le grand jury se rassemblait seulement tous les trois mois, en même temps que le petit jury ; les inculpés, entre le *warrant* de *committment* et l'acceptation ou le rejet du *bill* d'accusation demeuraient donc souvent fort longtemps dans l'incertitude : tout se passait comme si, en fait, la seule décision du juge de paix suffisait à prononcer sur leur incarcération ; « En France, au contraire, disait Duport avec un accent de triomphe,

motifs pris de ce que ce juré ne réunit pas les conditions d'éligibilité requises. En fait, actuellement ce droit ne lui sert à rien car on néglige de lui communiquer la liste. (Franqueville, 42, et Mittermaier 302.)

1. Rapport de Duport à la séance du 27 nov. 1790.

ce n'est pas à un magistrat, c'est à la décision de huit citoyens tirés au sort que nous avons donné droit de priver un homme de sa liberté pendant l'instruction de son procès. » (1).

La remarque était fondée. La loi de 1791 paraissait bien, sur ce point, répondre mieux que la loi anglaise à la protection des droits individuels ; que les Constituants se soient donc cru autorisés à proclamer que les Anglais eux-mêmes méconnaissaient le principal avantage de l'institution du grand jury, cela s'explique en raison même de cette différence dans l'application du système.

Mais Duport et ses collègues avaient perdu de

1. Ailleurs, Duport s'exprimait ainsi :

« Chez les Anglais, un particulier arrêté par l'ordre d'un *justice*, reste en prison jusqu'à l'arrivée du juge du circuit, c'est-à-dire quelquefois trois mois, avant qu'on ait déclaré seulement s'il doit ou non être accusé : punition déjà très grave, laissée provisoirement à la décision d'un seul homme contre la présomption naturelle de l'innocence. Les Anglais, à la vérité, admettent le prisonnier à la Cour du banc du roi, à l'effet d'obtenir d'être élargi en donnant caution, lorsque son crime est *baillable*. Pour nous, nous avons craint de donner à la police judiciaire, un pouvoir aussi étendu que celui de retenir un citoyen en prison jusqu'à son jugement. Ce pouvoir d'arrêter est nécessaire, mais il ne saurait être trop limité. Un juré s'assemble et déclare si le citoyen arrêté doit être ou non accusé et traduit devant la justice : alors sans doute la présomption de l'innocence se trouve affaiblie par un premier jugement, et il ne paraît étonnant à personne qu'un homme que ses concitoyens accusent, soit privé de sa liberté jusqu'à la décision de son procès. »

vue la nature et les caractères de l'information préparatoire anglaise. On se rappelle les mesures de protection très efficaces dont elle entourait le prévenu : celui-ci y assistait et y discutait avec le *prosecutor* ; n'étant point soumis en fait à un interrogatoire, il pouvait spontanément présenter sa défense, et produire des témoins à décharge. Il était muni d'un avocat. Enfin l'information était publique. Il en résultait nécessairement qu'au moment du *committment* de fortes présomptions s'étaient déjà formées pour ou contre lui, et qu'en tout cas il avait joui des plus grandes facilités pour se disculper.

La loi de 1791 avait adopté un régime assez différent : fidèle ici aux mesures inquisitoires de l'Ordonnance de 1670, alors que par ailleurs elle s'en écartait délibérément, plus spécialement, elle maintenait *secrète* toute la première partie de l'instruction devant le juge de paix ; que penser de cette divergence ?

Il semble bien que le système français mérite sur ce point la préférence (1). Car l'intérêt du prévenu n'est pas le seul à considérer : il y a aussi nécessité d'assurer la répression sociale. La présence du

1. Sur les raisons de fait qui peuvent défendre en Angleterre la publicité de l'information, (voir la critique de Mittermaier, p. 248 à 271.

public à l'instruction, loin d'amener les témoins à déposer avec plus d'exactitude, peut entraîner une certaine intimidation nuisible à la découverte de la vérité.

Si tout se passe au grand jour, l'inculpé pourra découvrir les hésitations et apprécier les errements de la poursuite, modifier son système et changer sa tactique d'après les points faibles de l'accusation. Ses parents, ses amis ne manqueront point d'assister à l'audience. N'en profiteront-ils point pour troubler les preuves, circonvenir les témoins, faire dans la mesure du possible disparaître les indices ? Enfin la raison tant de fois invoquée en 1790 par Beaumetz, relativement aux complices, n'est-elle point évidente dans un système de publicité ?

Nul ne saurait contester la toute-puissance de l'opinion publique. Mais l'importance de son rôle engage-t-elle à lui remettre le soin de conduire les actes de l'administration ou seulement de les inspirer ? Si les nécessités de la pratique ont déterminé tous les peuples à remettre l'information criminelle aux mains de fonctionnaires, c'est évidemment pour mener à bien la tâche qui leur était confiée ; comme il est nécessaire de leur procurer les moyens qui faciliteront leur rôle, le moyen le plus sûr ne sera-t-il pas de les laisser instruire dans la paix et dans le silence, loin des passions populaires capables de venir entraver leur mission ?

Cela est si vrai que, même en Angleterre, avant de se rendre à l'audience du juge, il y a toute une partie de la procédure *non officielle*, si l'on peut dire, qui reste secrète : c'est celle pendant laquelle les deux adversaires ont recherché et recueilli leurs preuves, constaté les indices, saisi les pièces à conviction.

Lorsque le public est appelé à contrôler la procédure, les éléments de la culpabilité sont précisés déjà et les complicités déterminées, et ils l'ont été hors la présence du public. C'est qu'en effet le secret de cette première phase est toujours la condition nécessaire de l'exercice de la répression sociale.

Chez nous ce caractère litigieux n'existe pas ; ce ne sont pas les parties, mais un fonctionnaire, qui fait les premières recherches. Le rôle du magistrat instructeur (juge de paix, et directeur du jury de 1791 ou juge d'instruction), après avoir recueilli les preuves matérielles, procéda aux vérifications et constatations (1), c'est de surprendre en quelque sorte la formation du projet criminel, d'en suivre la filière en recherchant les traces de la démoralisation pro-

1. Quant à ces constatations, n'oublions pas les deux notables qui, en cas de meurtre ou de mort suspecte, devaient, aux termes de la loi de 1791 (tit. III, art. 1, 2 et 3), assister le juge de paix dans son transport sur les lieux. C'était un souvenir des *adjoints* de 1789, et de l'enquête du *coroner* anglais.

gressive qui précède la conception et amène l'exécution du crime. Le silence du huis clos paraît mieux convenir à une semblable tâche.

La publicité est explicable en Angleterre, à l'heure actuelle où la procédure est toujours accusatoire (1) ; dès l'instant que la loi reconnaît que nul accusé ne doit déposer contre lui-même, toute restriction apportée à la publicité peut sans inconvénient disparaître.

Chez nous, au contraire, la procédure tend avant tout à obtenir l'aveu de la faute : sans doute celui-ci doit être libre et spontané pour qu'on puisse y avoir égard au moment de l'application de la peine. Les hommes de la Révolution se sont élevés avec indignation contre les cruautés et les supplices jadis employés pour triompher de la résistance de l'accusé ; et c'est une des plus nobles manifestations de leur esprit de justice. Mais les atrocités anciennes n'étant plus à craindre, ils ont eu raison de s'en tenir au huis-clos puisque l'information restait toujours chez nous inquisitoriale. Mise au début de la procédure, la publicité serait en France contraire au but à atteindre ; aucun des Constituants n'en a

1. Rappelons que la publicité n'est pas, dans la loi anglaise, considérée comme un principe absolu, quoiqu'elle soit de l'essence de la procédure accusatoire. En Amérique, naturellement, l'information est également publique. Mais l'inculpé a le droit de faire éloigner le public dans certains cas. (Code de 1850, art. 202.)

réclamé l'application intégrale. Tronchet seul, nous l'avons dit, était partisan du système des adjoints de 1789, qui consacrait une publicité fort restreinte. En adoptant la procédure par juré, les autres voyaient au contraire dans l'établissement d'un jury d'accusation, un moyen de remédier à la possibilité d'une pression exercée par le juge : on recommençait devant le jury une instruction orale : c'était pour contrôler les allégations contenues dans l'acte d'accusation : mais on ne songeait point à ne pas faire précéder celui-ci d'une information secrète, moins redoutable pour l'innocent que nécessaire à la découverte de la vérité.

La différence entre le système anglais et le système français, quant à la durée de l'incertitude laissée sur la détention préventive, est donc explicable par la valeur différente de l'information préparatoire dans l'une et l'autre législation. Le rôle joué par le grand jury est également logique : à ce que nous disions plus haut, il faut ajouter que si la loi de 1791 n'a point consacré une procédure originale, elle a su du moins faire de son modèle une adaptation harmonieuse. Mais était-elle aussi favorable à l'inculpé qu'on s'était plu à le répéter dans le principe ?

On peut s'étonner que la loi de 1791, moins libérale en cela que le décret d'octobre 1789, n'ait point, à l'instar de l'Angleterre, accordé de conseil à l'accusé à toutes les phases de l'instruction ; il y avait là

une première lacune ; la persistance d'un certain esprit traditionnaliste l'explique peut-être. En tout cas nous n'avons point vu que la question ait été discutée aux séances de l'Assemblée : on est d'ailleurs moins tenté de regretter cette omission, depuis les complications et les critiques auxquelles a donné lieu la loi du 8 décembre 1897.

Mais une lacune plus grave semble entacher le système. Que le prévenu ne soit point entendu devant le grand jury anglais, on le comprend aisément par suite même des formes protectrices de l'information préalable : en France, tout ce rôle de protection étant réservé principalement au grand jury, n'était-ce pas une contradiction ? D'un côté (et pour des motifs parfaitement valables), on maintenait l'interrogatoire secret par le directeur du jury, après celui, également secret, du juge de paix ; on faisait de ces interrogatoires la base de l'acte d'accusation sur qui s'engageait toute la délibération du grand jury ; et d'un autre côté on ne réservait aucune compensation à la forme inquisitoire de ces mesures ; on arrivait en définitive à ce résultat étrange qu'après avoir tant de fois proclamé la valeur d'une décision émanée des pairs de l'accusé, on paraissait en fait laisser un magistrat, le directeur du jury, libre de provoquer implicitement cette décision par des allégations accusatoires : on faisait dépendre de lui, en première ligne, le sort du prévenu. A supposer

que ce directeur fût dans le département un personnage influent, et que ses créatures aient à figurer dans le jury, il était bien probable que l'acte d'accusation serait admis à l'unanimité, par crainte de déplaire à celui qui l'avait rédigé : car, d'après la loi de 1791, le désir de satisfaire celui-ci ne pouvait être combattu dans l'esprit des jurés, par une conviction éclairée, grâce aux déclarations du prévenu.

Il est certain, en somme, que la partie n'était pas égale devant le jury d'accusation. Tout s'y passait d'une façon favorable à l'attaque et rien n'y parlait en faveur de la défense. L'instruction donnée aux jurés par le directeur du jury ressemblait assez à un réquisitoire du ministère public, en face duquel ni prévenu, ni un conseil, ni des témoins à décharge ne se faisaient entendre. Cette objection, nous le verrons, fut longuement développée au cours de la discussion qui précéda le vote de la loi du 7 pluviôse an IX. Elle était fondée, et l'organisation du grand jury de 1791, sur ce point, offrait quelque chose d'incomplet.

Mais il ne faut pas exagérer la portée de la disposition qui écartait ainsi la comparution de l'accusé : elle n'était nullement contraire au principe de l'institution. Ce n'est pas devant le jury d'accusation que le prévenu avait à faire valoir ses *faits justificatifs* : on lui avait laissé cette faculté pendant l'information antérieure, en lui permettant d'assister aux déposi-

tions des témoins devant le juge de paix. Mais le grand jury n'étant point une juridiction de jugement n'ayant point à prononcer si le prévenu est coupable ou non coupable, la conviction nécessaire à fonder sa décision n'impliquait nullement la présence et l'audition de celui-ci. Ils la trouvaient suffisamment, cette conviction, dans les déclarations orales des témoins et de la partie plaignante ou dénonciatrice ; la loi avait rempli son but en appelant ces derniers à s'expliquer de vive voix devant les jurés, au lieu de se borner à communiquer à ceux-ci des pièces écrites, dont la concision inévitable aurait été malpropre à susciter dans leur esprit ce commencement de preuves déterminantes d'où devait dépendre l'acceptation ou le rejet de l'acte d'accusation.

Cette oralité était la raison fondamentale de l'institution : au contraire la présence et les débats du prévenu n'y étaient pas impliqués ; ils auraient, sans grand profit pour la découverte de la vérité, compliqué et retardé la procédure.

Nous pouvons donc dire, en nous résumant, que si l'omission semblait regrettable, elle n'était ni contradictoire ni dangereuse, étant donné le rôle du jury d'accusation et le contrôle qu'on lui demandait seulement d'exercer : examiner si les charges relevées étaient assez graves pour engager le débat public, et substituer à la poursuite secrète et peut-être malveillante de la police l'opinion de la société tout entière.

CHAPITRE IV

Modifications subies par le jury d'accusation et sa suppression définitive

La loi des 16-29 septembre 1791 avait eu le tort de créer, à côté du jury de droit commun, des jurys spéciaux d'accusation (et de jugement) pour certains procès (1). Toute affaire de faux, de banqueroute frauduleuse, de concussion, de pécumat, de vols en

1. Loi des 16-29 sept. 1791, 2^e partie, titre XII. Les jurés spéciaux d'accusation étaient choisis par le procureur syndic parmi les citoyens éligibles *ayant les connaissances relatives au genre de délit* (art. 4). C'était un souvenir manifeste du projet de Sieyès. Sur la liste dressée par le procureur syndic, on tirait au sort huit jurés d'accusation et douze jurés de jugement (art. 5 et 6). La différence de procédure était que la plainte ou dénonciation était portée directement devant le directeur du jury qui exerçait seul en ces matières les fonctions d'officier de police, à l'exclusion des juges de paix (art. 1 et 2) ; il dressait l'acte d'accusation. Pour le reste de la procédure on se conformait aux règles du droit commun (art. 10).

matière de commerce où de banque étaient ainsi soumis à des règles d'instruction spéciales.

Cet établissement de jurys spéciaux était une atteinte directement portée par l'Assemblée au principe même de l'institution. Nous n'avons pas à nous étendre longuement sur ces jurys. Mais il faut retenir que ces limitations à la compétence du jury ordinaire étaient autant d'obstacles à son bon fonctionnement. Sous prétexte de remédier au mal, le Code des délits et peines du 3 brumaire an IV multiplia encore ces jurys spéciaux ; et plus tard Napoléon fut logique, lorsque arguant de la mollesse de ces jurys il transporta leur compétence à des tribunaux spéciaux.

L'institution, à peine née, commença donc à s'en aller ainsi par fragments, à s'émietter, pourrait-on dire, et tendait à disparaître par voie de conséquence.

Nous avons dit également que les événements furent, pendant la période de dix années postérieure à la loi de 1791, la principale cause d'un désaveu jeté sur l'institution du jury. L'histoire des tribunaux révolutionnaires n'appartient pas à notre travail : elle rentrerait plutôt dans une étude sur les juridictions d'exception et sur les commissions criminelles. Et s'il faut ici rappeler les sanglantes journées de la Terreur, c'est pour faire comprendre comment, après les acclamations enthousiastes de 1790 pour les

jurés, un esprit de réaction profond et sincère apparaîtra dès les premières années du Consulat, et menacera de tout emporter.

Pendant la période intermédiaire, et en nous plaçant au seul point de vue du droit commun, il ne fut guère touché, en principe, à la procédure suivie devant le jury d'accusation, jusqu'à la loi du 7 pluviôse an IX : mais à plusieurs reprises on essaya de changer le mode de son recrutement. Ce sont ces modifications que nous allons très rapidement analyser.

1

Le jury d'accusation jusqu'au Code de l'an IV

Quant à l'établissement des listes, l'organisation de 1791 se rapprochait beaucoup de l'organisation anglaise. Les jurés étaient, ici et là, des citoyens d'honnêteté reconnue, âgés d'un certain âge, payant un certain cens : il y avait deux listes : *une liste générale* formée de la réunion des listes particulières ou locales, établies par département ou par comté ; une liste de *service* établie par trimestre pour les sessions, dont la composition était confiée aux mains d'un seul homme, procureur général syndic où shériff. S'il est vrai d'ajouter que le premier, administrateur élu tous les quatre ans par le

peuple dans l'assemblée primaire, placé sous le contrôle d'un directoire électif comme lui, ne devait être qu'un instrument politique à la merci de la masse, nous savons d'autre part, et tous les auteurs, comme M. de Franqueville, ayant étudié sur place le système anglais l'affirment, que le shériff, choisi par le roi au nombre des hommes influents du comté, maître souverain de sa conduite, et responsable seulement devant l'opinion, ne justifiait pas toujours non plus la confiance placée en lui.

Dès le principe on fit des objections à la pratique française.

Le 16 janvier 1792, Condorcet, d'accord avec le député Guadet, demanda que les procureurs syndics fussent remplacés par les juges de paix dans la nomination des jurés : cette mesure ne fut pas adoptée. Elle avait été inspirée par le désir d'éviter, dans cette nomination, toute influence politique ; mais elle aurait eu ce grave inconvénient de faire des jurés les créatures des magistrats instructeurs, et de compromettre ainsi leur impartialité. Les procureurs syndics continuèrent donc à choisir les jurys. Bientôt la Convention vint détruire l'œuvre de la Constituante. Une loi du 11 août 1792 supprima toute distinction entre les citoyens actifs et non actifs. D'autre part une loi du 14 frimaire an II (1) substi-

1. Duvergier. VI, 391 (Section II, art. 14.)

tuait aux procureurs syndics élus par le peuple des agents nationaux à la disposition du pouvoir central.

Un nouveau mode de formation des listes de jurés était par suite devenu nécessaire : il fut établi par le décret du 2 nivôse an II (1) dont voici, quant au jury d'accusation, les dispositions essentielles :

La condition du cens était abolie : tous les citoyens se trouvaient appelés sans distinction à remplir les fonctions de jurés, pourvu qu'ils eussent vingt-cinq ans accomplis. C'était une modification considérable, si l'on songe que le cens exigé sous l'empire des divers régimes criminels que nous avons connus en France a toujours passé aux yeux du législateur pour une garantie de capacité et d'aptitude : l'esprit démocratique et libéral du décret de nivôse n'est pas douteux ; Merlin de Douai, qui en fut rapporteur au nom du Comité de législation, déclarait que la Constituante avait faussé le principe de *« l'égalité originelle et permanente de l'institution par la monstrueuse distinction des citoyens actifs et non actifs »* et qu'il était à l'honneur de la Convention de remettre les choses au point (2). Là encore la théorie était séduisante, mais la pratique risquait d'amener des désordres, dès l'instant qu'on écartait résolument la

1. *Id.*, VI, 433.

2. Cf. *Moniteur*, 1793 (2^e semestre), p. 379.

seule disposition légale susceptible de maintenir à un certain niveau le recrutement des jurés.

Par ailleurs, du reste, rien n'était au fond différent. C'était l'agent national, fonctionnaire remplaçant le procureur syndic, et placé sous la dépendance étroite des Comités de Salut public et de Sûreté générale⁽¹⁾ qui tous les trois mois, « *d'après ses connaissances personnelles* », formait une liste des jurés par district, à raison d'un citoyen par mille habitants ⁽²⁾. Cette liste était approuvée par le directoire de district et envoyée par ses soins au directeur du jury, qui tirait au sort les huit citoyens qui devaient composer le jury d'accusation aux époques prescrites par la loi pour les sessions ⁽³⁾. L'autorité administrative restait donc souveraine dans la composition de la liste *unique* succédant aux deux listes de 1791. A cet égard un autre projet de réforme libérale avait bien été, en février 1793, proposé encore par Condorcet : les jurés auraient été *élus* et *désignés* par les citoyens ; mais après trois mois de discussion on l'avait abandonné (31 mai) pour n'y plus revenir.

La constitution directoriale du 5 fructidor an III

1. Cf. Décret, 14 frimaire, an II, sect. II, art. 16.

2. Décret, 2 nivôse, an II, art. 6 et 7.

3. *Id.*, art. 11. Un décret du 5 frimaire, an II, était intervenu pour faire concorder les dispositions de la loi sur les jurés avec le nouveau calendrier républicain.

ne consacra aucun changement important dans notre matière. Le directeur du jury conservait, avec le juge de paix, ses fonctions d'officier de police chargé de la recherche et de la poursuite des crimes (art. 243). Mais ce directeur de jury n'était plus un juge du tribunal de département, mais un juge du tribunal de district, et il remplissait en même temps la fonction de président du tribunal correctionnel (art. 240), lesquels tribunaux siégeaient au nombre de trois au moins, six au plus, dans le département (art. 233).

Une corrélation était établie entre l'organisation de la justice correctionnelle et le jury d'accusation ; c'est ainsi que dans chaque département il y avait autant de grands jurys que de tribunaux correctionnels (art. 240) et que les fonctions de commissaire exécutif et de greffier près le directeur du jury étaient remplies par le commissaire et par le greffier du tribunal correctionnel (art. 241). Ces réformes n'avaient d'autre but que d'assurer une répression plus active des crimes en multipliant les organes chargés de l'accomplir : on avait reconnu aussi plus harmonieux et plus logique de rattacher ainsi le nombre des jurys à l'organisation judiciaire du département, au lieu de le fixer comme avant d'après sa division administrative. La constitution venait d'ailleurs de supprimer les districts (art. 174), ce qui explique la nécessité du changement. Mais pour le

reste, la procédure devant ce jury restait celle de la loi de 1791.

Etait-elle toujours exactement respectée ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, étant donné d'abord le nombre de mesures exceptionnelles prises au cours de cette période, et surtout le peu de documents par lesquels nous puissions en juger. Le secret des délibérations du grand jury ne laissait rien transpirer de son fonctionnement : d'ailleurs tout, nous l'avons vu, s'y passait de vive voix. La presse, à cette époque, n'avait pas cette liberté ni ce pouvoir d'investigation qui lui permet aujourd'hui de pénétrer le détail des institutions et d'en faire la critique. On ne trouverait rien de très suggestif à feuilleter les journaux contemporains. Si l'on peut affirmer que dans la procédure ordinaire se glissaient des irrégularités, c'est en raison des arrêts nombreux de la Cour de cassation annulant les décisions des jurys d'accusation (1), en raison aussi d'un certain nombre de décrets, comme celui du 16 messidor an II et du 22 vendémiaire an IV, concernant des difficultés survenues dans la matière, ou portant défense d'accomplir certains actes en violation de la loi (2).

1. Cf. *Journal du Palais*, t. I.

2. Cf. Duvergier, VII, 259 et VIII, 391 : le premier décret concerne une question relative aux déclarations du jury et aux actes d'accusation. Le second interdit aux juges de paix

Malgré tout on peut dire en somme que le système élaboré par la Constituante était intact dans son principe et dans son application : « *les formes introduites par la loi de 1791 n'en étaient pas moins considérées à cette époque comme une institution définitive et ce ne fut point pour les détruire, mais pour les perfectionner que la Convention vota le Code des délits et peines du 3 brumaire an IV (1).* »

II

Le Code du 3 brumaire an IV

L'histoire de ce Code tient en quelques lignes : il était devenu nécessaire, depuis la constitution de l'an III, de mettre les lois criminelles antérieures en harmonie avec le nouvel état de choses. La Convention avait chargé à cet effet Merlin et Cambacérès de préparer un travail général (2). En réalité Merlin seul y contribua, ce qui explique le caractère méthodique de son œuvre. « On sent que le tâtonnement des

et officiers de police de sûreté de traduire pardevant un directeur de jury, aucun citoyen pour un fait non prévu et spécifié par la loi pénale, et déclare nuls les actes d'accusation dressés pour des faits semblables. Taine, *Origines de la France contemporaine. La Révolution*, II, 184, 255, 329, signale quelques exemples d'irrégularités analogues.

1. Esmein, *op. cit.*, p. 440.

2. Décret du 3 floréal an II.

commissions parlementaires n'a point passé par là et qu'un puissant jurisconsulte a fait jaillir de son cerveau cette loi toute armée » (1). Il n'y eut point de discussion préalable : à la séance du 30 vendémiaire an IV, Merlin, présentant pour la première fois son projet, le fit précéder d'un exposé des motifs très concis (2). L'Assemblée sur le point de se dissoudre vota le projet avec confiance.

Malgré l'importance de ce Code dans notre législation, nous passerons très rapidement sur ses dispositions : il n'offre en effet rien de nouveau en notre matière ; ou du moins les modifications introduites portent sur des points de détail, et ne changent rien aux grandes lignes.

Pour ce qui est de l'information préparatoire, on distinguait entre le droit de recherche et le droit de poursuite ; le premier appartenait désormais aux commissaires de police, aux gardes-champêtres et forestiers, aux capitaines et lieutenants de gendarmerie ; le droit de poursuite était réservé concurremment aux juges de paix et aux directeurs de jury (art. 20 et 21). Mais le principal officier de police judiciaire était toujours le juge de paix. Comme en 1791 il était saisi ou sur dénonciation officielle, ou sur dénonciation civile, ou sur plainte, ou agis-

1. Esmein, *op. cit.*, p. 441.

2. Voir au *Moniteur* du 5 brumaire, an IV, p. 137.

sait d'office en cas de flagrant délit commis dans son ressort (art. 81). Et dans tous ces cas il dressait les procès-verbaux, recueillait les indices par écrit et rassemblait les pièces à conviction. Il entendait aussi les témoins ; le Code de brumaire gardant les solutions favorables à la défense qu'avaient introduites l'Assemblée constituante décidait :

« Article 115. Si le prévenu est arrêté lors de la comparution de témoins, ils feront leurs déclarations, chacun séparément, en sa présence.

« Article 116. S'il n'est arrêté qu'après leur audition, le juge de paix lui donnera lecture de leurs déclarations, mais sans lui en donner copie. »

Le juge de paix était en somme le rouage important de l'information préparatoire. Celle-ci, d'ailleurs conformément aux anciennes traditions, n'était pas publique et se déroulait tout entière dans le cabinet du juge.

Suivant les circonstances, le juge de paix décernait un mandat d'amener (art. 56), de comparution (art. 69) ou d'arrêt (art. 70) ; puis, l'information une fois complète, il en transmettait toutes les pièces au directeur du jury.

Celui-ci, comme auparavant, reprenait et complétait l'instruction ; mais il n'entendait pas en présence de l'inculpé les témoins nouveaux produits depuis l'information du juge de paix : aux termes de l'article 225 *« il recevait leurs dépositions secrètement*

et les faisait écrire par son greffier ». Après avoir vérifié la régularité de la procédure du juge de paix, il rendait une ordonnance de renvoi, soit devant le tribunal correctionnel, si le délit n'emportait pas peine afflictive ni infamante, au cas contraire devant le jury d'accusation (art. 219, 220). Le commissaire du pouvoir exécutif conservait sur elle le visa qui lui avait été reconnu en 1791.

Il devait viser aussi l'acte d'accusation (art. 230) que le directeur dressait ensuite, seul ou concurremment avec la partie plaignante dans les mêmes conditions qu'autrefois (224-230).

La seule modification était pour accorder au directeur du jury, en certains cas limitativement énumérés (1), le droit de poursuivre d'office, sans intervention de dénonciateur ou de plaignant et sans information par le juge de paix. C'était une tentative de concentration aux mains d'un seul, de l'instruction préparatoire jusque-là confiée, peut-être à tort, à deux magistrats : car ce dédoublement devait amener forcément des retards et des complications

1. Attentats contre la sûreté ou la liberté individuelle des citoyens ; attentats commis contre le droit des gens ; rébellion à l'exécution des jugements ou actes exécutoires émanés des autorités constituées ; troubles occasionnés et voies de fait commises pour entraver la perception des contributions et la libre circulation des objets de commerce et subsistances (art. 140 et suivants).

et la pensée de contrebalancer les excès de puissance de l'un par la puissance adverse de l'autre n'était peut-être pas assez justifiée pour excuser les inconvénients qui en découlaient d'autre part. D'une façon générale le directeur du jury, dans le Code de brumaire an IV, réunit des attributions plus considérables et plus étendues que dans la loi de 1791 (1). Le pouvoir d'instruire, quoiqu'il ait continué le plus souvent à être divisé, tendait à passer tout entier aux mains du directeur du jury : l'aboutissement de cette évolution (dont nous retrouverons une étape avec la loi du 7 pluviôse an IX), sera la création du juge d'instruction en 1808.

L'information préparatoire de l'an IV ne comportait pas autre chose : elle n'accordait, on le voit, aucune garantie à l'inculpé que la loi de 1791 n'ait déjà prévue : elle n'était point d'ailleurs plus libérale ; en particulier l'assistance d'un conseil n'était point davantage permise à celui qui était l'objet d'une poursuite criminelle. La procédure écrite y tenait enfin la même place : les procès-verbaux des déclarations des témoins n'étaient pas destinés à faire charge au procès : ils devaient seulement « soutenir ensuite la conscience des témoins trop

1. Notamment, art. 149, il avait le droit d'avertir et réprimander les autres officiers de police judiciaire, même les juges de paix, dans les opérations desquels *il remarquait de la négligence*.

pusillanimes, sans les lier », corroborer la plainte et éclairer les officiers de police sur la conduite à tenir envers les personnes inculpées.

Devant le jury d'accusation, la similitude entre la loi de 1791 et le Code de brumaire est telle qu'analyser les dispositions de ce dernier serait répéter mot pour mot ce qui a été dit à propos de l'autre. Le législateur de la Convention était si bien entré dans l'esprit de son prédécesseur qu'il s'était contenté, pour préciser le but et la mission du grand jury, de reproduire textuellement, dans son article 237, les termes de l'instruction des 29 septembre-21 octobre 1791. La seule différence tenait à la façon de saisir le jury d'accusation : la partie privée n'aurait plus le droit de s'adresser à lui directement, comme on l'avait précédemment admis à l'exemple de l'Angleterre ; il fallait désormais en appeler au directeur du jury du refus opposé par le juge de paix de suivre la dénonciation ou la plainte (art. 90, 98, 147). La réforme était importante puisqu'elle tendait à faire disparaître *cette sorte d'accusation populaire qu'avait instituée la loi de 1791* (1) et ramenait à la distinction fondamentale, dans notre ancien droit, entre l'action publique et l'action civile à fin de dommages-intérêts (2). Elle était bien la

1. Esmein, *op. cit.*, p. 443.

2. Principalement art. 1 à 10 du Code.

preuve aussi du désir de restituer à la répression sociale sa prédominance et son autorité, au détriment des intérêts particuliers. Mais par ailleurs cette réforme n'allait pas plus loin : la dénonciation civile subsistait dans le Code de brumaire (art. 87-93), et, nous l'avons vu, le plaignant et le dénonciateur continuaient de participer avec le directeur du jury ou sans lui à la rédaction de l'acte d'accusation.

Quant à la nomination des jurés et aux conditions d'éligibilité, une loi du 19 vendémiaire an IV avait déjà repris la composition du jury telle que l'avait organisée Duport. Les administrations du département y étaient substituées aux anciens procureurs syndics.

Le Code de brumaire, qui suivit de près cette loi, confirma encore sur ce point le retour à l'ancien système, en faisant cependant sur plusieurs points une sorte de transaction entre le décret de 1791 et celui de nivôse an II (1).

L'âge requis fut porté de 25 à 30 ans (1). On reprit les conditions de cens comme présomption de capacité et d'indépendance (art. 483) : d'autre part la désignation fut faite par une autorité élective populaire (art. 485) qui fonctionnait par département au lieu d'agir par district, comme autrefois le procureur syndic et l'agent national. Mais le cens était

1. Livre II, titres X et XI.

un peu moins élevé qu'en 1791 pour les locataires et les fermiers, et l'autorité qui avait la faculté de nommer les jurés était une commission remplaçant un fonctionnaire unique.

Nous ne signalons ces dispositions que pour montrer par des exemples l'esprit général du Code de brumaire an IV (1).

1. Le système du Code de brumaire, en matière de nomination et de listes de jurés, fut modifié par une loi du 6 germinal, an VIII. Cette loi avait été rendue nécessaire par la Constitution du 22 frimaire et la loi du 28 pluviôse an VIII qui substituaient partout au principe électif le principe administratif et centralisateur. Les administrations départementales disparurent et furent remplacées par le préfet, nommé par le pouvoir central et à sa merci. Puisque les dispositions de brumaire an IV n'avaient pas été abrogées c'était donc à lui et à lui seul qu'incombait le choix des jurés. Ce péril évident motiva les critiques violentes du tribun *Ganilh*, lors de la discussion de la loi du 28 pluviôse, qui fut cependant adoptée. Mais pour n'être pas en reste, le gouvernement fit alors présenter la loi du 6 germinal an VIII. Aucune condition de cens n'était plus exigée : le choix fixait tout, comme sous le décret de nivôse : mais les règles de ce choix étaient nouvelles :

Art. 2. — *Chaque juge de paix désignera, tous les trois mois, dans son arrondissement, un nombre de citoyens triple de celui que cet arrondissement doit fournir aux termes du Code de brumaire ; il enverra cette liste de désignation au sous-préfet qui, après l'avoir réduite au deux tiers la fera passer au préfet du département ;*

Article 3. — *Le préfet après avoir réduit à la moitié et par la voie du sort et en présence du conseil de préfecture chacune des listes envoyées par le sous-préfet, la fera pas-*

On voit en somme combien peu il modifiait les règles établies par la Constituante relativement l'instruction préparatoire. Les changements introduits dans les autres matières étaient plus importants sans doute ; mais néanmoins l'ensemble du système restait conservé. On peut en tirer avec une apparence de raison, cette conclusion que malgré des irrégularités de détails dont nous avons signalé plus haut l'existence, et qui s'étaient glissées dans la procédure, celle-ci pendant ces premières années, si troublées, n'avait pas encore révélé les défauts de son organisation ou de son fonctionnement : au cas contraire, il eût été inadmissible qu'un homme de la valeur de Merlin eût songé à la reproduire. Pourtant les innovations consacrées par le Code de brumaire indiquent déjà un certain courant d'opinion qui n'est pas du tout vers une exagération des principes libéraux admis en 1791. On peut prévoir que si des lois postérieures viennent à être adoptées, elles se rapprocheront moins du régime anglais que de l'ancienne Ordonnance criminelle. Le souci de réorganiser plus solidement les bases de la procédure et de rendre à l'action publique une énergie efficace est déjà visible. C'est qu'en effet, au sortir de la

ser au président du tribunal criminel » qui composait alors la liste définitive comme en 1791.

Ce mode, présenté cependant comme provisoire, fut suivi jusqu'au Code d'instruction criminelle.

tourmente révolutionnaire, les esprits se sentaient avant tout un grand besoin de repos. Il s'agissait moins de poursuivre des utopies que de satisfaire aux besoins pratiques. Or toutes les mesures par lesquelles on s'était efforcé d'empêcher une pression possible de l'autorité judiciaire avait eu pour résultat indirect d'énervier la poursuite des délits et de rendre insuffisante la répression. On ne tarda pas à s'en apercevoir dans les années qui suivirent le vote du Code de brumaire. Les provinces étaient dans un état complet d'anarchie. En même temps qu'en l'an V et l'an VI paraissaient des lois d'exception nécessitées par les circonstances, on comprenait de plus en plus que le jury de droit commun voulait être raffermi, sous peine d'être emporté à la dérive des passions politiques qui faussaient son impartialité. Ce fut à cette réforme que tendit la loi du 7 pluviôse an IX.

III

La loi du 7 pluviôse an IX

A la séance du Corps législatif du 17 nivôse an IX, le conseiller d'Etat Boulay présenta un *projet de loi relatif à la poursuite des délits dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle*

et aux tribunaux de séance criminelle (1). Ce projet, comprenant vingt-six articles, embrassait toute la partie de la procédure qui commence avec le délit, et conduit l'accusé devant le tribunal criminel pour y être jugé. Le but visé était de simplifier et d'accélérer l'instruction, de donner plus d'énergie et d'indépendance à la poursuite, de mieux assurer la répression tout en maintenant les garanties protectrices de la liberté civile (2).

Le point de départ était une distinction fondamentale que nous avons trouvé indiquée, mais bien incomplète encore dans le Code de brumaire, entre la *recherche* et la *poursuite* des délits, et l'*instruction* du procès.

Le rapporteur avait parfaitement compris les vices du système antérieur; et en les exposant à l'Assemblée, il formulait très clairement les règles et les principes qui dominent encore aujourd'hui la matière :

« Le défaut le plus sensible, disait-il, est qu'au premier comme au second degré de l'instruction, le même homme est tout à la fois chargé de poursuivre et de décider, de présenter les preuves et de les constater; c'est qu'il réunit deux caractères que toute bonne législation doit regarder comme incompatibles dans la même personne, celui de partie et

1. Cf. *Archives Parlementaires*, 1800, 1860, t. II, première partie, p. 75.

2. *Ibid.* Exposé des Motifs.

celui de juge. Outre que cette réunion blesse toutes les convenances morales, elle ne présente qu'une garantie insuffisante, et contre le coupable et en faveur de l'innocent. En effet, dès que, dans cette matière, tout dépend d'un seul homme, qui lui seul a le droit de poursuivre, de rassembler les preuves, d'en apprécier le mérite et de statuer sur le sort du prévenu, il est clair qu'il est en son pouvoir de lui nuire ou de le favoriser autant qu'il veut et que la première instruction, le premier jugement, toujours si décisif dans ce genre d'affaires, peuvent n'être souvent que le résultat de son caractère et de ses passions (1). »

La réforme portait sur trois points principaux :

En premier lieu, on créait un agent du gouvernement qu'on appelait *substitut du commissaire près le tribunal criminel* (art. 1) ; ce substitut représentait la partie publique ; il transmettait au directeur du jury les plaintes et les dénonciations qui lui étaient adressées (art. 3) ; il indiquait à celui-ci les témoins, concurremment avec la partie plaignante (art. 9). Aucun acte de procédure et d'instruction ne pouvait être fait par le directeur du jury *sans avoir entendu* (2) le substitut (art. 12). Mais on avait soin

1. Exposé des motifs, *ibid.*, p. 76. Ces idées furent reprises et longuement développées le 27 nivôse, au Tribunat par Thiessé.

2. Ce sont les mots du texte ; ils nous paraissent impro-

de spécifier qu'il ne participerait lui-même à aucun acte d'instruction, ne décernerait ni mandat d'amener ni mandat d'arrêt (1), ne constaterait aucune preuve, soit par rédaction de procès-verbaux, soit par audition de témoins, soit par interrogatoires d'accusé.

Ce substitut, en somme, représentait uniquement le *pouvoir poursuivant* (2), un véritable ministère public, comme on l'a fait remarquer, rappelant l'ancien procureur du roi, substitut aussi du procureur général. Nommés par le premier consul, les substituts étaient révocables à volonté (art. 24).

Les juges de paix et officiers de gendarmerie conservaient bien le droit de recevoir les plaintes ou dénonciations ; mais ils étaient placés sous la dépendance du substitut, dont ils recevaient les ordres (art. 4), et *devenaient ainsi les auxiliaires du ministère public, rôle qu'ils ont toujours gardé depuis lors.*

Cette création du substitut reposait sur cette idée que le Gouvernement étant spécialement chargé de veiller au maintien de l'ordre public, doit être investi de tout le pouvoir nécessaire pour rechercher et faire punir les délits qui le troublent ; mais si l'intérêt de la chose publique le voulait ainsi, l'intérêt

1. Mais, article 7, il décernait cependant le mandat de dépôt, créé par cette loi de pluviôse an IX. Cf. Esmein, *loc. cit.*, p. 456.

2. Le mot est de Thiessé au Tribunal le 27 nivôse.

particulier exigeait, comme avait dit le rapporteur de la loi, que l'influence du Gouvernement se bornât là, et que ce pouvoir ne devint pas oppressif en prenant part à l'instruction.

Celle-ci était toujours en principe laissée au directeur du jury ; mais il perdait en fait une grande partie de ses attributions : l'information préliminaire, réception des plaintes à défaut du substitut, rédaction de procès-verbaux, enquêtes sur les lieux, audition des témoins en cas de flagrant délit, incombait aux juges de paix et aux officiers de gendarmerie (art. 3 à 6) et quant à la rédaction de l'acte d'accusation, la loi, en contradiction sur ce point avec elle-même, en chargeait le substitut (art. 20).

L'article 8 portait seulement : « Le directeur du jury pourra, quand il le jugera convenable, recommencer tout acte d'instruction et de procédure fait par les fonctionnaires mentionnés en l'article 4. » Mais à cet égard encore, on lui laissait la moins grande latitude : Thiessé, le 27 nivôse, et Costé le 1^{er} pluviôse s'en expliquèrent formellement : il ne pouvait être dans l'esprit du projet que les nouveaux actes, les nouveaux procès-verbaux rédigés par le directeur du jury anéantissent les premiers : ils les

pres comme présentant l'idée d'une réquisition verbale à une audience publique, alors que *tout se faisait en secret et par écrit*. L'article eût été mieux rédigé en suivant la formule de l'article 15. « Sans les réquisitions écrites du substitut du commissaire. »

expliquent, les modifient dans le détail, les éclairent, mais sans pouvoir en détruire le fond. *Le mot RECOMMENCER ne pouvait avoir d'autre sens*, de sorte que le directeur se trouvait en somme lié par l'information antérieure.

Dans l'instruction à laquelle il procédait lui-même, conformément à cet article 8, se trouve la seconde modification importante introduite par la loi de pluviôse.

Le projet était ainsi conçu : « Art. 9: Les témoins indiqués par le substitut ou la partie plaignante seront appelés sur la citation du directeur du jury et entendus par lui *séparément, hors de la présence du prévenu.* »

De plus, aux termes de l'article 10, le prévenu devait être interrogé par le directeur du jury avant d'avoir eu communication des charges et dépositions recueillies pendant la première information. On lui en donnait seulement lecture après l'interrogatoire.

Par ces dispositions tout l'ancien système de procédure se trouvait remis en vigueur : « *L'instruction secrète de l'Ordonnance de 1670 réapparaissait; c'était bouleverser les principes admis depuis 1789* » à la défense desquels l'éloquence de Thouret, de Tronchet, de Beaumetz ou de Duport s'était si souvent consacrée.

La réforme était explicable : l'enthousiasme des premières journées de la Révolution s'était calmé ;

une réflexion plus froide, plus perspicace et plus pratique, remplaçait l'ardente conviction du début. La Constituante avait sans doute exagéré en s'attachant presque exclusivement à protéger l'innocence en péril dans une poursuite criminelle. Son désir se comprenait au sortir d'une longue période où l'innocence en effet avait été sacrifiée presque sans défense à l'oppression du pouvoir central. Les nombreuses injustices du dernier siècle avaient si profondément troublé les esprits qu'il était naturel de diriger avant tout le mouvement de réaction contre elles. Mais aux méfaits de la procédure royale, avaient succédé les atrocités de la procédure révolutionnaire. On vit alors que la meilleure garantie de l'innocence c'est le moyen le plus propre à faire éclater la vérité. D'autre part, à ce moment même, une grande partie de la France était le théâtre des pires brigandages. Des travaux récents ont montré combien de misérables, braconniers, contrebandiers, vagabonds, étaient en lutte contre l'ordre social. Les *chauffeurs* sévissaient en Vendée, en Bretagne et en Normandie : il s'agissait moins alors de secourir des innocents que de trouver et de punir des coupables : l'intérêt de l'ordre public, compromis par un sentiment général d'insécurité, vint s'opposer à l'intérêt individuel. En attendant la loi du 18 pluviôse an IX (1) instituant

1. L'examen du projet de loi relatif à l'établissement des tribunaux criminels spéciaux commença le 17 nivôse an IX

des tribunaux criminels spéciaux, la loi du 7 pluviôse an IX prit toutes ses précautions pour assurer en première ligne la répression des infractions.

L'article relatif à l'audition des témoins dans l'information était inspiré par ces considérations. On voulait éviter qu'une communication possible de ceux-ci avec le prévenu pût éluder la vérité. « Si la publicité, disait le rapporteur est désirable en matière criminelle, il y a aussi un secret qui n'est pas moins nécessaire ; la méthode actuelle est plus généreuse sans doute ; mais votre Commission n'a pas pensé qu'elle pût conduire plus sûrement à la manifestation de la vérité... L'innocence ne peut y perdre, et la vérité doit y gagner » (1).

devant le Corps législatif : il suivit donc de peu l'attentat de la rue Saint-Nicaise (3 nivôse) dirigé contre le premier consul. Quant à la situation de fait qui motivait cette mesure exceptionnelle, on trouvera des renseignements très complets dans Taine, *l'Ancien Régime*, p. 498 et et suiv. — F. Rocquain. *L'Etat de la France au 18 brumaire*. — Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, II, 161 et suiv. — Crétineau-Joly. *Histoire militaire de la Vendée* (5 vol. in-8°, 1896). — E. Daudet. *La Police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire* (in-8°, 1895), etc.

Voir en appendice, à propos de cette loi du 18 pluviôse an IX, quelques renseignements sur un procès qui contribua à la faire voter, et qui plus tard fournit matière à un roman de Balzac.

1. Exposé des motifs et discours de Thiessé (27 nivôse). *Arch. parlement.*, 2^e série, II, p. 96. L'orateur continuait : « Les mêmes observations doivent avoir lieu pour l'article 10 qui oblige le prévenu à répondre avant de connaître les charges, mais qui oblige en même temps le magistrat instructeur non seulement de la lui faire connaître après l'inter-

Ces motifs n'emportèrent point l'assentiment du Tribunal tout entier. Ganilh, qui fut le principal adversaire de la loi, les combattit vigoureusement dans la séance du 2 pluviôse. Il ne se faisait pas illusion sur les conséquences de la réforme proposée : c'est, disait-il, la résurrection de la procédure secrète, de cette procédure odieuse dont tous les cahiers des baillages demandèrent la suppression, et qui, avant l'institution du jury, nécessita l'adjonction de deux notables dans chaque information. « Il ne peut pas y avoir d'alliance entre les formes oppressives de la monarchie et les formes protectrices de la République. Ces formes se repoussent mutuellement et ne peuvent pas concourir au même but. »

Les prévisions de Ganilh étaient fondées, car l'article 9 avait sa répercussion sur toute l'information préparatoire. Quand le directeur du jury trouvait l'affaire suffisamment instruite, il en ordonnait communication au substitut, et sur les conclusions de celui-ci, selon les cas, remettait le prévenu en liberté, le renvoyait devant le tribunal de simple police ou correctionnel, ou enfin devant le jury d'accusation.

Or, devant ce jury, l'article 21 décidait non seule-

rogatoire, mais encore de recevoir toutes les réponses qu'il voudra faire ensuite sur ces charges. Le premier interrogatoire doit ainsi constater les vérités, le second réparer les surprises. »

ment que la partie plaignante ne serait pas appelée — il en était ainsi déjà sous les régimes antérieurs — *mais que les témoins n'y seraient pas entendus* : leurs dépositions écrites, ces dépositions recueillies secrètement sans que l'inculpé y ait pris part, devaient être remises aux jurés avec les interrogatoires et toutes les pièces à l'appui de l'acte d'accusation ; c'est sur cette procédure écrite que devait uniquement porter leur examen et leur délibération.

Cette troisième modification introduite par la loi de pluviôse est plus considérable encore que les précédentes : on devine qu'elle ne tendait à rien moins qu'à la suppression effective de l'institution : on n'y pouvait toucher directement : la constitution de l'an VIII (1) avait consacré une fois de plus l'existence du grand jury. Mais la mesure projetée aboutissait nécessairement à une abrogation pratique, car en écartant l'oralité des dépositions, elle s'attaquait au principe même qui était la raison d'être de cette juridiction.

Les partisans du projet, comme Thiessé, ne se dissimulaient point la gravité de l'innovation. On sent à leurs discours qu'ils n'étaient pas convaincus de trouver l'Assemblée disposée en sa faveur : leurs arguments sont peu décisifs : dès l'instant disaient-

1. Titre V, art. 62.

ils, que l'inculpé et le plaignant ne comparaissent pas devant le grand jury, les témoins n'ont aucune raison d'y être appelés. Si les premiers n'interviennent que par l'écriture de leurs interrogatoires ou de leurs révélations, pourquoi les autres y comparaitraient-ils autrement que par les écritures de leurs témoignages ? « *Il doit y avoir parité dans l'attaque et dans la défense* » (1). L'acte d'accusation, fondement de la poursuite, ne devait pas être présenté d'ailleurs au jury par la personne qui l'avait rédigé : ce soin incombait non au substitut, mais au directeur du jury (Art. 20).

En excluant en outre les déclarations des témoins, on arrivait donc à ce résultat, d'une harmonie heureuse, « *que si personne ne pouvait parler aux jurés en faveur de l'inculpé, personne ne pouvait davantage parler contre* » (2).

Sans doute il y avait une certaine logique à présenter ainsi les choses : les orateurs du Tribunat avaient parfaitement compris quelle lacune la loi de 1791 avait laissée dans le système échafaudé par elle en refusant la comparution du prévenu devant le jury ;

1. Discours de Thiessé (27 nivôse). *Arch. Parlement.*, 2^e série, II, p. 98.

2. Exposé des motifs (17 nivôse). *Arch. Parlement.* 2^e série, p. 77. Mêmes opinions, Costé, 1^{er} pluviôse, *Arch. Parlement.*, p. 122. Challan, 1^{er} pluviôse. *Arch. Parlement.*, 2^e série, p. 125.

mais cette lacune, nous l'avons dit, regrettable pour la protection de l'inculpé ne touchait en rien aux principes de l'institution. Au contraire « *faire disparaître du jury d'accusation la procédure orale, c'était lui porter un coup qui devait bientôt entraîner sa ruine* » (1).

La question avait été très nettement posée devant le Tribunat par le rapporteur Thiessé : (2) « Vous vous demanderez, disait-il, si l'institution du jury est compatible avec le système des preuves écrites ; s'il peut exister pour des jurés d'autres règles de conviction intime que le sentiment de leur conscience ; si la conviction intime s'acquiert autrement que par des preuves morales ; si l'intermédiaire de l'écriture ne corrompt pas la moralité des preuves ; si avec l'écriture il ne faut pas se faire des règles de convention pour se décider plutôt par le nombre que par la valeur des témoignages ; si par suite elles ne conduisent pas nécessairement à la doctrine des preuves légales si dangereuses, si meurtrières, si hautement repoussées par nos institutions. »

Les adversaires du projet ne manquèrent pas de rappeler le discours que Thouret avait prononcé les 11 et 12 janvier 1791, sur l'admission des preu-

1. Boitard. *Leçons sur le Code d'instruct. crimin.* p. 365.

2. 27 nivôse, *Arch. parl.*, loc. cit., 97.

ves devant le jury (1). On sait avec quelle éloquence l'orateur de la Constituante avait condamné la *monstrueuse* doctrine des preuves légales, critiquant sur ce point l'opinion de son collègue Tronchet, « que l'écriture devant le juré ne nuirait point à la conviction morale ».

Il y avait cependant quelque inexactitude à en tirer argument contre l'article 21 ; car Thouret n'avait eu en vue que le jury de jugement, et n'avait aucunement conclu pour le jury d'accusation (2). Costé et Goupil-Préfeln qui penchaient pour l'adoption, en firent la remarque ; ils ajoutaient avec raison que la preuve morale se composait aussi bien des réponses de l'inculpé que des déclarations des témoins, et que dans ces conditions il aurait fallu les entendre tous devant le jury d'accusation. Thouret l'aurait sans doute soutenu si tel avait été son point de vue ; son silence devait s'interpréter négativement.

Cette réplique ne fit que provoquer une nouvelle attaque des adversaires.

Tour à tour, Ganilh, Boutteville, le 2 pluviôse, et

1. Ce discours fut réimprimé par ordre du Tribunat et distribué à ses membres pour éclairer la discussion de pluviôse an IX.

2. Thouret faisait en effet expressément allusion à la *comparution du prévenu devant les jurés*, ce qui ne pouvait s'appliquer au jury d'accusation. (Arch. Parlement., *loc. cit.*, p. 100.)

Chabot de l'Allier, le 3, montèrent à la tribune pour exposer les dangers de l'innovation proposée.

L'argumentation porta sur deux idées principales :

1^o La remise au jury d'accusation des dépositions écrites des témoins ne peut donner ni au prévenu, ni à la société une garantie aussi forte contre l'erreur que les dépositions orales des témoins devant le jury.

2^o Avec ce mode d'instruction il n'existait plus réellement de jury.

La première proposition résultait de ce fait qu'en adoptant le projet on ferait dépendre le sort de l'inculpé de l'exactitude avec laquelle l'officier de police consignerait par écrit les dépositions des témoins (et il était vraisemblable que, la plupart du temps, il serait seul chargé de les recueillir, puisque l'article 14 donnait au directeur du jury « la faculté de confier à cet officier tous les actes d'instruction pour lesquels il ne jugerait pas son déplacement nécessaire »). Cet officier de police, juge de paix ou gendarme, pouvait, dans les campagnes, être médiocrement instruit et quelquefois aussi défavorablement prévenu. L'expérience — et Chabot de l'Allier, sur ce point développait ses connaissances personnelles, acquises pendant trois années en qualité de commissaire près d'un directeur de jury — l'expérience démontrait quelles erreurs et quelles incorrections se glissaient journellement dans ces rédactions écrites :

« S'il m'avait fallu, disait l'orateur sur la simple lecture des pièces, remplir les fonctions de juré, j'aurais éprouvé des doutes cruels ; mais presque toujours il est arrivé que ces doutes se sont dissipés après les dépositions orales des témoins ; ... il est rare en un mot que je ne sois pas sorti des assemblées du jury plus instruit sur le fond de l'affaire que je ne l'étais en y entrant (1). »

Ganilh ajoutait cette considération que le péril était encore plus grand dans le système proposé que dans le système ancien, puisque, d'après l'article 9, la rédaction écrite se ferait en secret, et que la partialité ou la malveillance du rédacteur auraient beau jeu à s'exercer « dans une procédure occulte et ténébreuse » (2). La conclusion s'imposait : dans l'intérêt du prévenu, aussi bien que dans l'intérêt de la vérité, il fallait permettre aux jurés de rectifier par une comparution directe des témoins les erreurs et les altérations inhérentes à la forme écrite. Boutteville enfin citait à l'appui les exemples de l'Angleterre et de l'Amérique et l'adage : « *Testibus, non testimoniis, credendum est.* »

Quant au second chef de la discussion, une des plus graves objections présentées par les partisans du projet était celle-ci : il n'y a d'autre point de res-

1. Arch. Parlement., *loc. cit.*, p. 152.

2. Arch. Parlement., *loc. cit.*, p. 137.

semblance entre le jury d'accusation et le jury de jugement, que le nom de *jury* : donc les règles reconnues nécessaires à l'organisation du premier ne doivent point engager l'organisation du second ; on ne peut tirer parti de l'une pour décider de l'autre. En particulier il y a une grande différence entre le caractère de la décision prononcée par le petit jury, et le caractère de la décision prononcée par le grand jury : celle-ci est basée sur de fortes présomptions, sur *un commencement de preuves déterminantes*, que les jurés estiment suffisantes pour soumettre l'inculpé à l'épreuve de l'audience criminelle. Au contraire celle-là ne peut résulter que d'une *conviction intime*, telle qu'elle doit équivaloir, dans l'esprit de chaque juré, à la *preuve morale* la plus irrésistible, « comme si il eût été présent à l'accomplissement du délit et comme s'il eût tout vu » (1). Pour motiver cette dernière décision, l'oralité des témoignages était assurément désirable « car l'écriture, si parfaite soit elle, ne remplace jamais l'homme qu'on voit, qu'on entend et qui parle à front découvert (2) ».

Par suite le jury d'accusation ayant seulement à prononcer s'il y a lieu ou non à accusation sera suffisamment instruit, s'il a sous les yeux d'un côté l'acte

1. Goupil-Prefeln, 3 pluviôse. *Arch. parlement.*, loc. cit., 147.

2. Caillemet, 3 pluviôse. *Arch. parlement.*, p. 139.

d'accusation, de l'autre les réponses et explications *écrites* du prévenu et les déclarations *écrites* des témoins, avec les procès-verbaux de l'affaire (1).

On voit à quel point d'exagération les partisans du projet en étaient arrivés pour faire voter l'article 21. Ils n'étaient pas très éloignés de généraliser leur point de vue, en déniaient purement et simplement toute utilité à une juridiction (sous quelque forme qu'on la suppose établie), placée entre l'information préparatoire et les juges du fond. Cette opinion excita l'indignation de leurs adversaires.

« Ainsi, disait Ganilh, la déclaration du jury d'accusation n'est que d'un médiocre intérêt, et ne doit pas être environnée de tous les moyens qui peuvent l'éclairer et en garantir la sagesse ! Quel aveuglement ! Les orateurs ont donc oublié que cette déclaration inculpe un citoyen, le prive de sa liberté et le soumet à l'épreuve si pénible et si dangereuse d'un jugement criminel. » (2).

« Sans doute, ajoutait Boutteville le jury d'accusation n'a à se prononcer que sur des commencements de preuves déterminantes ? Mais, je le demande, pour que ces jurés prononcent qu'une accusation est admise, ne faut-il pas qu'ils aient la conviction certaine que cette admission est juste ?... Là où je ne

1. Exposé des motifs (*Arch. parlement.*, p. 77).

2. *Arch. parlement.*, *loc. cit.*, 137.

vois plus de jurés écoutant, entendant des témoins et recueillant par leurs propres organes ce que ceux-ci savent et déclarent ; là où je ne vois plus que la main, les yeux et l'exposé d'un magistrat, je ne vois plus que l'ouvrage d'un seul homme, je ne vois plus de jury d'accusation.

« ... Si nous n'avions pas l'article 62 de la Constitution, involontairement je m'écrierais « Ah ! si vous croyez le jury d'accusation, le premier jugement du pays, inutile, supprimez-le ; mais ne placez pas derrière lui le directeur du jury, un mannequin ridicule et nécessairement soumis à une seule impulsion ; ne dépouillez pas des jurés de leur auguste caractère ; ne les ravalez pas à l'humiliation et à la honte de décider non d'après leur conscience mais d'après des impulsions étrangères (1). »

Nous avons cité en entier ces paroles, qui se passent aisément de commentaire et expriment bien la vérité relativement à la modification introduite par l'article 21 du projet.

Les protestations éloquentes des tribuns ne furent pas entendues. En vain Chabot de l'Allier s'efforça de montrer qu'il n'existait point de différence essentielle entre la conviction requise des jurés du jugement, et la conviction des jurés d'accu-

1. Séance du 3 pluviôse. *Archives Parlementaires*, loc. cit., 142-143.

sation ; que la société était aussi intéressée que l'individu à éviter les erreurs dans la répression des crimes, et que les deux points de vue exigeaient qu'on entourât le grand jury de tous les moyens possibles de pénétrer la vérité (1). A la suite d'une réplique générale de Thiessé et de Gillet, le Tribunal procéda au scrutin : le projet fut adopté par 63 boules blanches contre 25 noires (3 pluviôse).

Et le 6 pluviôse, devant le Corps législatif, un nouveau vote favorable eut lieu qui transformait le projet en loi, sans discussion et sans changement quant aux trois points modifiant, dans ses principes les plus caractéristiques, la procédure criminelle de la Révolution.

Aussi bien les motifs qui décidèrent l'adoption ne sont pas douteux : l'expérience pratique faite antérieurement avait été malgré tout d'un faible poids dans la réforme : le Conseil d'Etat chargé de préparer le projet n'avait allégué aucune réclamation contre la manière ancienne de procéder devant le jury d'accusation (2). Les raisons fiscales y étaient pour davantage : en effet, éviter au témoin le déplacement nécessaire pour se rendre au chef-lieu d'arrondissement afin de déposer oralement devant le jury,

1. Cf. Le discours de Chabot, *Archives Parlementaires*, *loc. cit.*, 152-153.

2. Ganilh s'était longuement prévalu de ce silence, dans son discours du 2 pluviôse.

c'était faire réaliser au Trésor une sérieuse économie : le juge de paix ou l'officier de police étant placés plus près d'eux, les frais seraient moindres si l'on se contentait des dépositions écrites recueillies par eux presque sur les lieux. Cela d'autant plus que la création d'un substitut siégeant au chef-lieu aurait pu obliger certains témoins, et en tout cas la partie plaignante ou dénonciatrice, à un premier voyage, qu'il leur aurait fallu peu après renouveler pour comparaître devant le jury.

On avait donc été tenté, pour remédier à ces inconvénients pécuniers, de substituer la procédure écrite à la procédure orale.

Mais la raison prépondérante de la réforme fut sans doute la volonté secrète du premier Consul. L'institution d'un jury d'accusation ou de jugement, symbolisant la participation du peuple à l'exercice de la justice, était trop libérale pour ne pas contrarier les vues de Bonaparte. Dès l'an IX, le régime gouvernemental, comme dit un contemporain (1), « était déjà la monarchie dans les choses, sinon dans les mots ».

A côté de l'article 62 de la constitution de frimaire an VIII, maintenant les deux jurys, on avait pris soin d'inscrire l'article 92 qui en annulait pratiquement l'effet, en permettant de suspendre par une loi, les

1. Aignan. *Histoire du jury*, Paris, 1825, p. 288.

principes consacrés, chaque fois que la sûreté de l'Etat se trouverait menacée. C'est en s'appuyant sur ce texte que Bonaparte fit prononcer la plupart des mesures qui portèrent atteinte au fonctionnement du jury, notamment qu'il fit établir des tribunaux spéciaux, en l'an IX et en l'an X (22 floréal). L'histoire de la lutte soutenue par lui contre le jury jusqu'en 1808 n'est d'ailleurs plus à faire (1).

Il est bien probable qu'en pluviôse an IX son influence ne fut pas sans avoir agi sur la rédaction et l'adoption de la loi. On n'en a pas ici des preuves aussi directes que celles résultant des travaux préparatoires du Code d'Instruction criminelle. Mais la supposition n'a rien d'invraisemblable, étant donnée précisément l'hostilité témoignée peu après par l'empereur contre le système de procédure de la Constituante et l'esprit de cette loi du 7 pluviôse an IX qui est déjà une première forme non déguisée de réaction.

« Cette loi, dit M. Esmein (2), forme la transition naturelle et nécessaire entre les codes de l'époque intermédiaire et le code de 1808. Elle marque l'ins-

1. Lavis et Rambaud, *Histoire générale*, t. IX. — Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 769 et suiv. — Cruppi, *Napoléon et le jury*. (Discours prononcé à la rentrée de la Cour de cassation en 1896.) — Clauss, *Le jury sous le Consulat et le premier Empire* (Thèse 1905).

2. *Op. cit.*, p. 461.

tant où le cours des idées communes change de direction. Avec elle rentrent dans notre législation quelques-uns des principes enregistrés dans l'Ordonnance de 1670 et qu'avait répudiés la Révolution. Cet élément ainsi introduit à nouveau s'unira aux règles sur le débat oral et public à jamais consacré devant le jury de jugement ; et ce sera la loi moderne. »

IV

Le jury d'accusation jusqu'au 23 janvier 1808.

Il reste peu de chose à ajouter pour en avoir fini avec l'histoire du jury d'accusation en France. Nous avons vu comment il s'était établi, comment il avait été réduit en fait aux simples proportions d'une chambre de conseil. Le sentiment qui avait, en 1791, présidé à son introduction était celui de la liberté individuelle. Mais la liberté individuelle, par cela même qu'elle consiste à placer chacun sous la protection qui lui est due, se confond avec la justice : les promoteurs des jurés l'avaient souvent confondue avec une forme de réaction contre le pouvoir social. Lorsqu'on rédigea le Code d'instruction criminelle, le législateur s'inspira moins de l'idée de liberté que du désir de restituer à la justice l'autorité sans laquelle elle resterait vaine.

Le ministre de la Justice, dans un compte rendu au gouvernement consulaire du troisième complémentaire an XI, après avoir exposé les motifs qui lui paraissaient propres à militer soit pour la conservation, soit pour l'abrogation de la procédure par jurés, concluait à ce qu'une dernière épreuve de cette institution fût tentée. Un projet de Code criminel fut mis à l'étude.

D'autre part, les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels avaient été consultés ; ils s'étaient montrés presque unanimement hostiles au grand jury (1). Aix résumait assez bien l'opinion générale :

« Nous n'hésitons pas à penser que l'Ordonnance de 1670, modifiée par les décrets sur la procédure par *adjoints* de 1789, offre plus de garanties et des motifs de sécurité plus réels. »

Metz demandait instamment son abolition :

« Les jurés d'accusation sont, encore plus que ceux de jugement, exposés à la sollicitation et à la séduction, parce qu'ils sont plus rapprochés des parties. »

La plupart des Cours s'appliquaient à démontrer l'inutilité de l'institution, et l'esprit d'imitation fâcheux qui l'avait fait admettre en 1791.

1. *Observations des tribunaux criminels et des tribunaux d'appel sur le projet de Code criminel*, 4 vol. in-4°, an XIII (Imprimerie impériale).

« Les reproches qu'elles lui adressaient étaient ceux qui seront toujours reproduits quand recommencera la querelle : l'ignorance et l'inexpérience des jurés, leurs craintes, leurs hésitations, leurs passions ; la répugnance des citoyens à venir siéger ; les qualités supérieures de la procédure écrite, incompatible avec l'idée d'un jury, et dont on faisait ressortir les avantages, même pour la défense. » (1).

Voilà ce qu'on mettait en avant.

La question avait été portée devant le Conseil d'Etat le 16 prairial an XII : on considéra que le jury d'accusation était lié à l'ensemble de nos libertés générales. « Cette question, disait Treilhard, ne peut souffrir de difficulté puisqu'il est évident qu'un seul jury ne donne point de garanties suffisantes ni à la société, ni à l'accusé » (2). Le jury d'accusation fut donc maintenu dans le projet.

Quelques mois après, quand on examina la question de la réunion en un seul corps des justices civiles et criminelles (3), Cambacérès reprit la campagne : « Il ne faut pas, disait-il, se dissimuler qu'en laissant subsister le jury d'accusation, tel qu'il est organisé, il est au pouvoir du petit nombre d'individus privés qui le composent d'arrêter le mouve-

1. Esmein., *op. cit.*, p. 488.

2. Locré. Discussion du projet de Code criminel, t. XXIV, p. 48. (Même opinion : Bigot-Préameneu). (*Ibid.*)

3. Locré. XXIV. 428 et suivantes (8 brumaire, an XIII).

ment imprimé par les cours au ministère public. » Cette observation ne parvint pas à convaincre les autres membres de la section de législation, qui persistèrent dans leur vote. Le grand juge et l'archichancelier « ayant trouvé généralement l'opinion plus favorable qu'ils ne pensaient au jury » (1) n'en demandèrent point alors la suppression radicale. Mais l'empereur la désirait de toute sa volonté : est-ce à ce fait qu'il faut attribuer la suspension brusque de la discussion du projet de Code criminel à partir du 29 frimaire an XIII ? M. Esmein paraît assez disposé à l'admettre (2). L'empereur aurait voulu laisser le temps à l'opinion de se déclarer contre le jury. En dehors de la magistrature, d'ailleurs, cette juridiction perdait chaque jour du terrain. De l'an X à 1808, toute une série de brochures relatives au jury furent mises au jour, et bien peu trouvèrent des arguments sérieux pour le défendre (3). En tout cas quand, le 23 janvier 1808, le Conseil d'Etat reprit ses travaux interrompus, Napoléon porta aux jurés d'accusation le coup suprême. Loaré résume en ces termes ses critiques (4) :

« Sa Majesté dit que le jury d'accusation est com-

1. Loaré. XXIV. 517 et suivantes. (8 brumaire, an XIII).

2. *Op. cit.*, p. 521.

3. Esmein, *op. cit.*, p. 499 à 504. — Clauss. *Le jury sous le Consulat et l'Empire*, chapitre III. *Le jury et l'opinion*.

4. Séance du 6 février 1808. (Loaré. XXIV. p. 621).

posé d'hommes qui ne sont pas accoutumés au travail des juges ; que cependant on ne fait que lire les pièces devant eux et qu'à moins d'avoir l'habitude de juger il est très difficile de former son opinion d'après une pareille lecture. Peu de personnes peuvent même l'écouter avec une attention soutenue. Il ne faut appliquer la masse des citoyens qu'à des fonctions qu'ils puissent remplir, et laisser aux gens de loi celles dont eux seuls sont capables. Qu'on ne parle pas du danger de laisser à des juges le droit de mettre en accusation ; il disparaît si la loi est sagement conçue, si elle établit les précautions nécessaires. D'ailleurs dans le système contraire on manque le but qui est de donner une grande force à la justice. Les inconvénients du jury d'accusation sont généralement sentis ; ils sont avoués même par ceux qui réclament le jury de jugement.

« Chacun sait que ce jury absout trop facilement, ne fût-ce que par la crainte d'exposer à une longue détention, un prévenu dont la culpabilité ne lui paraît pas certaine. D'ailleurs il ne voit rien. Il n'entend pas les témoins. Et néanmoins, quand il met trop légèrement en accusation, aucune autorité ne peut plus relâcher le prévenu, quelques preuves favorables qui surviennent. »

Le Conseil d'Etat, sans discuter, prononça la suppression ; lorsqu'après de longues discussions on fut enfin fixé sur le choix et la nature de la juridiction

qui le remplacerait, c'est-à-dire quand on se fut mis d'accord sur la création de la chambre du conseil et de la chambre des mises en accusation, Treilhard, dans l'exposé des motifs du Code rendit compte en ces termes de l'innovation :

« Nous ne pouvons le dissimuler, le jury d'accusation tel qu'il existe, n'a pas répondu aux espérances qu'on avait conçues de son établissement ; trop souvent une poursuite qu'on n'aurait pas dû interrompre fut étouffée par une déclaration indulgente et peu réfléchie : le remède qu'on a cru parfois opposer au mal n'est pas lui-même sans inconvénients ; il a donc paru indispensable d'organiser autrement cette partie. Les mêmes hommes qui, témoins d'une instruction complète, donnent un bon résultat de leur profonde conviction, ne sont pas toujours aussi propres à décider sur un premier aperçu (nécessairement incomplet, puisqu'ils n'ont sous les yeux ni les accusés ni les témoins) s'il y a lieu ou non de mettre en accusation. Le jury d'accusation doit, au contraire, raisonner sur ce qu'il connaît pour former une présomption sur ce qui est encore inconnu : ce calcul étonne des hommes qui n'y sont pas exercés, et dans cet embarras la balance entre l'accusateur et l'accusé n'est pas toujours tenue d'une main bien sûre. Il faut donc, en plaçant ailleurs le droit de déclarer s'il y a ou non lieu à

accusation, mettre également à couvert l'intérêt social et l'intérêt individuel de l'accusé. » (1).

1. Nous ne faisons que résumer brièvement cette période de l'histoire du jury d'accusation. M. Esmein (*op. cit.*, 481-526), en étudiant les travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle s'y est longuement étendu.

CONCLUSION

Depuis la décision du Conseil d'Etat du 23 janvier 1808, le jury d'accusation n'a plus reparu parmi nous.

Il y eut bien quelques tentatives de résurrection.

En 1817, Bérenger et Charles Comte (1) le réclament en même temps comme une des plus certaines garanties de nos libertés civiles. Mais à la même époque un ancien magistrat, possédant plus qu'eux la pratique des affaires et instruit par une longue expérience, Ricard d'Allanche, répondait au premier de ces apologistes :

« J'ignore jusqu'à quel point nous sommes avancés dans notre éducation politique actuelle, mais je sais fort bien que la détermination de ce premier jury était toujours l'ouvrage de quelques hommes domiciliés au chef-lieu, où les jurés se rassemblaient ; c'est ce que j'ai été à portée de vérifier assez souvent

1.. Le premier dans son livre *De la Justice criminelle*, 1818, p. 190, le second dans son opuscule *Du Pouvoir des Juges*.

dans le temps que je présidais le tribunal de Marseille. » (1).

Le jury d'accusation trouva un défenseur encore dans la personne de Cottu, qui fit exprès un voyage en Angleterre pour y étudier sur place l'institution, et revint convaincu de ses bienfaits (2). Son livre ne fut pas mieux accueilli, cependant, qu'en 1842 celui d'Oudot, professeur à la Faculté de droit de Paris (3).

D'autre part, la question fut soulevée, en dehors des théoriciens purs, dans les assemblées parlementaires. Lally-Tollendal avait dit publiquement à la Chambre des pairs, en 1821, qu'il regardait « comme un malheur l'anéantissement du grand jury d'accusation dont on ne s'était pas donné le temps de connaître le prix » (4). Dans une autre occasion le baron Gaujol, à la Chambre des députés, en 1831, avait proclamé que la reconstitution de ce jury « était une réforme urgente, nécessaire, en harmonie avec nos lois politiques » (5).

1. *De l'institution du jury*, 1817, p. 51. Cf. du même *Du Jury suivant la Charte de 1819*.

2. Cf. Son livre : *De l'administration de la justice en Angleterre* (1822, in-8°).

3. *Théorie du jury ou observations sur le jury et les Institutions criminelles anciennes et modernes* (in-8°, 1842).

4. *Moniteur* du 31 mars 1821, p. 486.

5. Cf. Locré. XXVIII, p. 348.

Mais ce n'étaient-là que des opinions isolées. Elles faillirent prendre corps et aboutir à une disposition législative en 1848. La commission parlementaire chargée de préparer un projet sur l'organisation judiciaire, proposa le rétablissement du grand jury. Malgré l'autorité qui s'attachait aux membres de cette commission, Faustin-Hélie, Valette, de Cormenin, Favre, Isambert, l'idée n'eut aucun succès. Peu après d'ailleurs parut un article de Faustin-Hélie, dans la *Revue Critique de Législation et de Jurisprudence* (1), article qui exposait le problème sous son jour véritable, et dont les conclusions étaient défavorables au jury. Si l'on veut ne pas tenir compte de l'allusion que fit vainement Emile Olivier, le 14 mai 1870, à un projet analogue à celui de 1848, on peut dire en somme que depuis longtemps, en France, le rétablissement du jury d'accusation n'a pas été discuté sérieusement.

Ce silence serait déjà une raison de croire que l'institution n'était point excellente et qu'on n'a pas à regretter sa disparition. Mais il y a d'autres arguments. A la prendre telle que l'avait créée la loi de 1791, on voit qu'elle reposait d'abord sur un sentiment de défiance contre l'autorité, quelle qu'elle

1. Année 1854, tome V, p. 231 et suiv. Cet article a été reproduit par Faustin-Hélie au tome VI de son *Traité de l'institution criminelle*.

soit — voilà pour le principe — ensuite sur le désir de limiter le pouvoir en le diminuant — voilà pour l'organisation.

Or il ne suffit pas, pour justifier le jury d'accusation, de dire avec Jules Simon (1) « qu'il y a deux sortes de condamnations ; la seconde qui nous condamne à telle ou telle peine, la première qui nous condamne à la peine d'être jugé ; qu'on ne sait en vérité dans lequel des deux procès, le procès préparatoire et le procès définitif, l'innocent a le plus besoin d'être protégé par le jury ». L'accord est fait pour reconnaître qu'il y a péril dans ces deux cas, — et encore cependant moindre dans le jugement d'instruction que dans l'autre. Mais la difficulté, nous le disions au début de ce travail, c'est de choisir dans l'intérêt de l'accusé et dans celui de la société entre les personnes auxquelles on confiera le jugement préparatoire, magistrats permanents et responsables d'une part, jurés de l'autre.

Au point de vue de la liberté civile, les jurés paraissent présenter plus d'avantages, car, dit très bien Faustin-Hélie (2), « en défendant les droits du prévenu ils défendent leurs propres droits. Il est évident que si la liberté individuelle ne trouvait pas d'appui dans les citoyens, elle n'en trouverait nulle

1. *La liberté politique*, Paris, 1867, p. 192.

2. Article cité.

part». L'idée est si claire qu'elle n'a pas besoin de développement.

Mais est-il bien légitime, à notre époque, de repousser les magistrats comme un instrument d'oppression, sous prétexte qu'on aperçoit derrière eux la main qui les nomme ? On met en avant la qualité de citoyen, l'utilité de la procédure publique, et ce fait encore que les jurés sont à l'abri de l'influence des preuves légales, qui paraît s'imposer nécessairement à l'esprit des magistrats criminels, soit par la force de la jurisprudence, soit par l'autorité de la loi soucieuse de restreindre leur pouvoir, et qui aboutit parfois à des décisions auxquelles répugnent la conscience et la logique. Mais les magistrats aussi ne sont-ils pas maintenant des concitoyens et des pairs ? « N'agissent-ils pas dans tous les pays d'Europe, au civil comme au criminel, sous le contrôle de la publicité, depuis que l'extension considérable donnée à la liberté de la presse les rend responsables non seulement devant leurs supérieurs hiérarchiques, mais devant l'opinion ? » En fait les magistrats sont bien rarement privés de cette pleine indépendance que demandent la conscience et la raison pour acquérir une conviction intime.

Sans doute l'habitude de leur profession peut les « engager à considérer la distribution de la justice plus au point de vue du maintien de l'ordre dans la

société qu'au point de vue de la justice absolue ; les rendre plus inquiets des atteintes portées à la paix publique que des souffrances et des atteintes portées aux droits de l'individu » (1). Mais à cet argument les adversaires du jury ont pu répondre avec une grande apparence de raison que ces considérations perdaient de jour en jour leur valeur, à mesure qu'on entourait l'individu de garanties plus nombreuses et plus efficaces, et qu'on mettait entre ses mains des armes mieux protectrices : ils ont ajouté encore que, dans son fondement même, l'argument était dangereux, car il ne tendait à rien moins qu'à compromettre l'équilibre de la société, au lieu de l'affirmer, « en exagérant l'influence de la démocratie, et en donnant à l'esprit populaire le moyen d'avoir toujours raison dans sa lutte contre la légalité et contre le pouvoir. »

Au reste ce sont là des idées générales, qui valent autant pour le jury de jugement et pour le jury d'accusation, et qu'on retrouve souvent invoquées dans cette controverse autour de l'institution des jurés, si ardemment développée au xix^e siècle.

La solution de ce débat dépend évidemment du point de vue auquel on veut se placer. Donnera-t-on la préférence aux avantages politiques de cette forme

1. Faustin-Hélie, *loc. cit.*

de juridiction, comme faisait Tocqueville (1), ou à ses avantages judiciaires, comme Faustin-Hélie en était partisan (2) ?

Quant au jury de jugement, la question est certainement discutable. Mais dès l'instant qu'on aura admis l'existence de celui-ci, il semble que, par le fait même de cette existence, la souveraineté du peuple sera satisfaite, n'eût-elle pas été la raison décisive de son admission. D'autre part, il nous paraît impossible d'imaginer un système de procédure où le jury fonctionnerait pour la mise en accusation, et

1. « Le jury est avant tout une institution politique... Souvent, parmi nous, on semble se faire une idée confuse de l'institution... On doit le considérer comme un mode de la souveraineté du peuple ; il faut le rejeter entièrement quand on repousse la souveraineté du peuple, ou le mettre en rapport avec les autres lois qui établissent cette souveraineté. Le jury forme la partie de la nation chargée d'assurer l'exécution des lois, comme les Chambres sont la partie de la nation chargée de faire les lois... C'est ce point de vue qui suivant moi doit toujours attirer l'attention principale du législateur. » (*La démocratie en Amérique.*) (Duport avait déjà exprimé ces idées le 30 mars 1790 à la Constituante).

2. « Le jury, considéré comme une institution purement juridique, est-il un élément essentiel de l'administration de la justice ? Telle est la première question qu'il faut poser, car il ne suffirait pas qu'il pût protéger les droits du citoyen s'il portait atteinte aux droits de la justice, et si le but de son établissement peut être à certains égards politiques, sa mission est exclusivement judiciaire. C'est donc au point de vue de l'accomplissement des fins de la justice qu'il faut avant tout l'examiner. » *Traité de l'Instr. criminelle*, n° 4630.

non pour le jugement définitif. Laissons donc de côté les considérations politiques relativement au jury d'accusation, et tenons-nous-en aux avantages judiciaires de l'institution.

Voici un inculpé contre lequel une information préparatoire a relevé des faits de toute nature. Ce sont de légers soupçons, une simple prévention ; les autres sont des indices ; puis des charges plus sérieuses établissant une grave présomption de culpabilité : on traduit cet inculpé devant un jury qui devra prononcer si il y a lieu ou non de le mettre en accusation.

Or sa décision n'interviendra pas sur des *preuves*, qui ne se produisent entières qu'à l'audience ; mais il est de principe que des présomptions, des commencements de preuves déterminantes, suffisent à fonder une accusation. Vous demandez donc à des hommes inexpérimentés d'établir, entre les faits résultant d'une instruction incomplète, une distinction subtile, de discerner ceux qui sont de nature à fonder la culpabilité et ceux, qui sans la fonder, la font supposer. Les esprits les plus exercés sont souvent dans l'embarras en face d'un tel problème : *facti interpretatio plerumque etiam prudentissimos fallit* (1) disaient déjà les Romains.

1. Dig. XXII, 6. *De juris et facti ignorantia*, 2.

De même dans l'exposé des motifs du Code d'instruction criminelle :

« L'expérience a démontré qu'autant il est facile au jury de jugement d'apprécier le mérite des preuves dans l'état de perfection où se trouve la procédure alors, et après les débats qui ont eu lieu devant lui, autant il est difficile au jury d'accusation de calculer les présomptions d'après une instruction non encore achevée. Cette difficulté lui fait rechercher des preuves dont il n'a pas besoin pour se déterminer et, comme il ne les trouve pas, il arrive souvent que malgré les indices, au lieu de renvoyer le prévenu pour être jugé, il le juge lui-même et prononce son acquittement. »

Nous arrivons ainsi à cette première conclusion que poser à des jurés la question abstraite « si le fait imputé est de nature à motiver une instruction criminelle, et s'il y a des charges suffisantes à l'appui de l'accusation », c'est sans doute trop demander à la capacité ordinaire d'hommes privés forcément de science technique et de pratique de procédure.

En 1808, au Conseil d'Etat cet argument fut d'un grand poids dans la suppression du jury d'accusation (1).

Bourguignon le reproduisait en ces termes : « Ne

1. Loaré, XXIV et XXV.

cherchons pas ailleurs les motifs de la faiblesse de notre jury d'accusation ; ils sont une conséquence, la conséquence de la nomination des jurés par la voie du sort » (1).

Toutefois cet argument ne serait pas suffisant pour déclarer l'institution condamnée : on conçoit une organisation capable d'atténuer cet inconvénient d'incapacité. Faustin-Hélie le dit très bien : « Les formules de 1791 et de l'an IV doivent-elles être acceptées comme le dernier mot de la science pénale ? Non sans doute ; et si le jury d'accusation exige une plus haute capacité que le jury de jugement, ne voit-on pas qu'on pourrait attacher à ces fonctions des conditions d'aptitude plus élevées ? » (2).

Mais rappelons-nous les formes de procédure instituées par les mêmes lois de 1791 et de l'an IV ; nous y avons remarqué cette particularité qu'on s'était ingénié à mettre dans la main des jurés tous les éléments de l'accusation à l'exclusion des éléments de la défense. Le même fait nous a frappé dans la procédure anglaise, depuis reproduite par les lois américaines. N'est-ce pas une indication certaine de la crainte qu'a eue le législateur de voir les jurés sacrifier l'accusation à la défense ? De même pourquoi aurait-on pris la précaution de le faire *diriger* par un

1. *Premier mémoire sur le jury*, an X, in-8°, p. 48

2. *Revue critique*, *loc. cit.*, p. 256.

magistrat, sinon parce qu'implicitement on a eu peur, en le laissant à lui-même, de le voir ne plus répondre au but de la loi.

Nulle part on n'a proposé la comparution du prévenu devant le juge d'accusation : c'est qu'un débat contradictoire n'eût pas manqué de faire prévaloir l'intérêt de l'accusé sur la nécessité sociale de la répression ; on est arrivé à ne lui soumettre plus qu'une procédure écrite et c'était encore pour satisfaire l'intérêt de la société ; mais par une conséquence forcée l'intérêt de la défense se trouvait chaque fois froissé d'autant (1). Et il apparaît donc que non seulement cette institution placée entre le magistrat instructeur et les juges du fond, pour tenir la balance égale entre deux intérêts opposés, remplit mal son rôle, mais encore est viciée dans son principe même, puisqu'elle ne peut rien accorder à l'un sans risquer de nuire à l'autre, et inversement.

Cette fois l'argument est très sérieux ; il ne s'attaque plus à l'organisation, mais à la base même du système. Le danger ne vient pas du recrutement de jurés, mais de ce que l'on confie cette juridiction à des citoyens, pairs de l'accusé, peu disposés par

1. Faustin-Hélie. *Instruct. criminelle*, n° 2793. Ce sont les conclusions de cet article que nous venons de résumer ; elles nous paraissent très fortes et nous ne pouvons que nous ranger à cette manière de voir.

suite à l'impartialité dans la lutte entre celui-ci et la société.

Il y a bien pour le législateur possibilité de combattre le péril ; c'est par des dispositions prudemment combinées de maintenir l'équivalence des deux points de vue. Mais ici le remède est pire que le mal ; ou plutôt sous couleur d'améliorer l'institution on en vient à la supprimer. On l'a vu en pluviôse an IX. Et il est certain qu'il n'y a plus lieu de conserver la forme de procédure par jurés, dès l'instant que celle-ci n'a plus, du *jury*, que le nom, et se trouve réduite en fait au rôle d'une chambre de conseil.

Difficile à organiser pratiquement, le jury d'accusation serait donc entaché en outre d'un vice fondamental, destiné à compromettre toujours sa valeur quant aux avantages judiciaires de son institution.

L'expérience réalisée chez nous de 1789 à 1808 est à cet égard suggestive. Ne l'eussions-nous point pour fixer notre opinion, nous pourrions nous appuyer sur celle de l'Angleterre, où le grand jury compte plusieurs siècles d'existence. Nos voisins, certes, ne sont pas suspects de partager notre tendance à réformer les institutions avant de les avoir suffisamment essayées. Mais quel que soit leur respect de la tradition, ils n'en sont plus au temps où Blackstone admirait sans réserves « ce palladium des libertés anglaises ». On s'émeut de plus en plus

des inconvénients que révèle la pratique quotidienne du grand jury, et plusieurs de leurs auteurs se sont enhardis, au cours du siècle dernier, à demander sa suppression.

Les anciennes raisons d'être de ce grand jury ont en effet disparu : on n'est plus sous le règne des Stuart et des Tudor, lorsque les juges étaient amovibles au bon plaisir du pouvoir royal, et le petit jury passible d'amende ou d'emprisonnement pour avoir résisté aux ordres de la cour ; à cette époque, on comprend qu'on ait cherché un refuge contre le despotisme dans cette juridiction de vingt-trois citoyens agissant avec une entière autonomie. Mais les mauvais jours du despotisme ont disparu. Les magistrats anglais ont obtenu leur indépendance comme les nôtres, et là aussi la presse exerce sa surveillance sans entrave. Enfin le petit jury jouit actuellement de la plus complète inviolabilité. Dans ces conditions rien d'étonnant à ce qu'on se soit aperçu des défauts théoriques et pratiques de l'institution.

Théoriquement, le jury d'accusation, nous l'avons montré, est un élément disparate dans l'ensemble de la procédure anglaise, essentiellement publique et contradictoire partout ailleurs.

Pratiquement, nous avons dit un mot de la rapidité de ses décisions, peu propre à inspirer confiance. C'est le magistrat instructeur devant lequel ont lieu

les premières comparations qui, en fait, opère ce délicat triage entre les poursuites qui peuvent être litigieuses, et celles qu'à première vue il est permis de déclarer en toute sûreté ne point l'être. C'est ce magistrat qui apprécie la gravité des preuves, qualifie les faits incriminés, fixe la compétence et accorde la liberté provisoire. Le jury d'accusation n'apparaît que le jour du jugement, alors que l'instruction est fixée et que le prévenu a déjà subi une longue détention. De sorte que le grand jury se borne à ratifier, dans la grande majorité des cas, la décision du juge de paix (1).

Enfin d'autres considérations sont venues se joindre aux précédentes :

C'est par exemple que le jury d'accusation coûte cher au Trésor, par la nécessité où l'on se trouve de payer aux témoins leurs journées d'attente au moment des sessions, puisqu'ils ont à déposer deux

1. D'après une statistique de 1852, *W. Campbell Leigh, the grand jury système*, London 1852, p. 22, dont on nous communique les résultats : sur six mois de session, 821 *bills* d'accusation furent admis par le grand jury et 28 rejetés, soit 3, 5 o/o. Il faut compter encore que dans le nombre total des *bills* présentés, 21 l'étaient *directement*, par *indictment* sans information préalable. Sur ces 21, les jurés en repoussèrent 6 ; la proportion, pour cette catégorie de *bills*, est de 30 o/o, ce qui réduit la proportion pour les autres à 2, 5 o/o.

En 1877, sur 15.890 *bills* (des deux catégories) présentés, 645 furent rejetés : soit 4 o/o.

fois, devant le grand jury d'abord, puis devant le petit jury (1).

Cet ensemble de raisons a donc amené l'opinion à se détacher progressivement du grand jury (2). Elles n'existent pas en France, où l'organisation a été et pourrait être encore différente, si l'on songeait à revenir à cette forme de procédure. Néanmoins le

1. D'après une enquête parlementaire de 1845 sur le grand jury : il faut compter en moyenne six à huit jours, à raison de :

7 schl., 6 pences par témoin pauvre ;

1 guinée par *bourgeois* et constable ;

2 guinées par médecin.

Convoqués pour la session, les témoins ainsi contraints d'attendre et ne sachant point d'avance l'heure où leur tour viendra, se trouvent réunis en très grand nombre dans les cours et couloirs des tribunaux. La même enquête ajoute à ce propos : « On peut à peine calculer le mal moral qui résulte de cette réunion de personnes appartenant à toutes les classes de la société, depuis les plus basses jusqu'aux plus élevées, de cette multitude d'hommes et des femmes, de gens honnêtes et malhonnêtes qui sont rassemblés pêle-mêle pendant plusieurs jours. J'entends des plaintes de tous côtés ; les femmes se plaignent de ce que leurs maris s'attachent à d'autres, les maris de la séduction de leurs femmes, etc. »

2. En 1827, une revue, le *Jurist* se fit l'écho des réclamations les plus impérieuses ; en 1828 lord Denmann, dans l'*Edimburg Review* les reprit avec une grande force. En 1842 paraît un livre intitulé *Observations of inutility of grand juries*, par Humphrey. En 1845 l'enquête dont nous avons parlé ; il faut y joindre le rapport de Pitt Taylor, dont Faustin-Hélie (*op. cit.*) donne le résumé. Un projet de suppression du grand jury fut rejeté au Parlement en 1849 et 1852.

fait fortifie notre conclusion. Il ne nous paraît pas qu'il y ait à regretter d'avoir vu le Code d'instruction criminelle rejeter le jury d'accusation, ni que cette institution soit appelée à rendre des services appréciables pour la bonne administration de la justice.

Il importe sans doute beaucoup à celle-ci, comme à la sécurité individuelle, que nul ne puisse être à la légère mis en état d'accusation. Mais un jury satisfait mal à cette double exigence. Un seul argument semble s'offrir à sa défense. C'est celui-là même qu'on invoque également en faveur du jury de jugement, et il est d'une grande force : à savoir qu'un jury sera toujours la forme de procédure la plus rassurante, celle en qui l'opinion a le plus de confiance, et qui prête le moins à la suspicion ; cette croyance peut n'être pas fondée, le législateur aurait le devoir de le respecter, parce qu'il a mission de faire régner partout la paix et la tranquillité. « La liberté civile, disait Montesquieu, est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté. »

Mais, tout en nous inclinant devant la vérité de cette parole, nous ne pensons pas qu'elle suffise à faire souhaiter la réforme d'un système d'instruction criminelle qui, depuis cent ans, est entré dans les habitudes de la nation, pour y voir introduire, à côté du jury de jugement, un autre jury dont le besoin ne se fait pas sentir actuellement, et courir à nouveau le risque des inconvénients qui l'ont fait autrefois supprimer.

APPENDICE

L'affaire Clément de Ris et le roman de Balzac « Une ténébreuse affaire »

A propos de la loi du 18 pluviôse an IX instituant des tribunaux criminels spéciaux, il n'est pas sans intérêt de signaler une affaire qui eut à l'époque un grand retentissement, et surtout une influence décisive sur la pensée du premier Consul: c'est l'affaire du sénateur Clément de Ris, enlevé de son château de Beauvais, près de Tours, 1^{er} vendémiaire an IX (22 septembre 1800), séquestré ensuite pendant dix-huit jours dans un souterrain à la ferme du Portail, près de la forêt de Loches, sans qu'on pût parvenir à retrouver sa trace ; puis soudainement mis en liberté par ses ravisseurs, sans rançon et sans avoir subi aucun mal. (Cf. *Journal des Débats*, du 6 vendémiaire an IX au 11 brumaire). Les malfaiteurs avaient été d'une incroyable audace.

Voici comment le *Journal d'Indre-et-Loire* rendait compte de cet attentat, numéro du 6 vendémiaire :

« Le premier de ce mois, sur les 4 à 5 heures du soir, six

« individus montés, d'abord habillés en bourgeois, se sont
« vêtus en hussards dont ils avaient des costumes dans des
« porte-manteaux et se sont introduits de cette manière
« chez le citoyen Clément de Ris, membre du Sénat conser-
« vateur, alors à sa maison de Beauvais, commune d'Azay-
« sur-Cher, distante d'environ quatre lieues de Tours, lui
« ont volé son argenterie et autres objets précieux, enlevé
« ses papiers, brisé ses armes, et l'ont contraint de partir
« avec eux dans sa voiture, attelée de deux chevaux, con-
« duite par son postillon. En partant ils ont promis à
« M^{me} Clément de Ris que sous peu de jours elle recevrait
« des nouvelles de son mari, à qui il ne serait fait aucun
« mal, et se sont dirigés sur la commune d'Athée, distante
« de deux lieues, où ils ont contraint le citoyen Petit, chi-
« rurgien de l'endroit, de les conduire à la forêt de Loches.
« Arrivés à cette forêt, ils ont renvoyé le domestique et la
« voiture et n'ont retenu qu'un cheval sur lequel ils ont
« fait monter le citoyen Clément de Ris; ils l'ont emmené
« avec le citoyen Petit qui, lui-même, n'a eu la liberté que le
« lendemain. La nouvelle arrivée à Tours le même jour
« sur les 10 heures du soir a excité le zèle des autorités
« constituées; tous les gendarmes ont été mis sur pied,
« mais inutilement. La garde nationale des communes de
« Loches et circonvoisines averties, mais trop tard, ont
« environné la forêt et y ont fait inutilement des recherches.
« Elles y ont trouvé un chapeau rond et un pistolet façon
« anglaise, dans un sac de serge, qui ont été reconnus appar-
« tenir au citoyen Clément de Ris. D'après les renseigne-

« ments qu'on a recueillis, il paraît qu'ils ont débouché de
« la forêt par Orbigné, d'où ils ont gagné le département de
« l'Indre. »

Le jour où la nouvelle fut connue à Paris, le Sénat conservateur s'assembla extraordinairement, et son président alla en personne témoigner au premier Consul de l'intérêt qu'il prenait à l'enlèvement de Clément de Ris. Une note parut même dans les journaux, affirmant que le Sénat s'était cotisé pour envoyer 50.000 francs qu'on prétendait demandés par les brigands : elle fut démentie le lendemain (d'après le *Journal des Débats*, 16 et 19 vendémiaire). Le premier Consul s'en remit à son ministre de la police, Fouché, qui fit une enquête spéciale et officieuse, en même temps que les officiers de police des lieux informaient. L'affaire se dénoua très naturellement. Le 18 vendémiaire, Clément de Ris fut donc trouvé sur la grande route par les agents de Fouché, à quelques kilomètres de son château. Il se rendit aussitôt à Paris, chez Bonaparte. L'opinion publique ne tarda pas à se désintéresser de l'affaire à la suite du complot Céracchi et Démerville (23 vendémiaire).

Mais si Fouché reçut les éloges du gouvernement pour l'habileté et le zèle déployés par lui dans cette affaire, il eut néanmoins à répondre à ce moment même de la situation générale des départements de la Vendée et de la Touraine, que désolaient les Chouans, auxquels on avait de suite pensé à attribuer l'enlèvement du sénateur. Dans un rapport adressé au premier Consul le 18 frimaire (Cf. *Journal des*

Débats du 21 frimaire), tout en reconnaissant que le pays était infesté de brigands, et que les crimes y étaient chaque jour plus nombreux, il s'efforçait de dégager sa propre responsabilité dans cet état de choses, et excipait de la parfaite bonne volonté de son personnel. Mais il s'en prenait *aux tribunaux et aux jurés qui ne remplissaient pas leurs devoirs*. Non seulement, disait-il, *ils prononcent l'acquittement des coupables pris en flagrant délit, mais on devrait reconnaître que les formes de la procédure ordinaire, lentes et quelque peu compliquées, sont malpropres à frapper les esprits d'intimidation, à protéger la sécurité publique par la menace d'un châtiment d'autant plus terrible que plus sommaire*. Il réclamait donc la création de commissions extraordinaires chargées de juger les voleurs de diligence, les gens qui tenteraient d'enlever à main armée les individus, d'arrêter les diligences, etc... (Cf. *La lettre de Fouché. Journal des Débats*, 21 frimaire). Cette énumération indique assez quel genre de périls menaçaient la tranquillité du pays. Les consuls firent droit à la réclamation. En attendant le vote d'une loi instituant des tribunaux criminels spéciaux, chargés de juger suivant une procédure spéciale, des commissions militaires furent établies dans dix-huit départements. Deux mois jour pour jour après sa lettre, Fouché envoyait au gouvernement un rapport concluant à l'amélioration de la situation, par suite du zèle des commissions (17 pluviôse). Le lendemain même la loi fut votée (Sur sa discussion, Cf. Esmein, *op. cit.*, 470 à 480).

On voit que son histoire tient de près à l'affaire du sénat-

teur Clément de Ris. Sur celle-ci d'ailleurs la vérité reste à découvrir. A la suite d'une enquête, d'ailleurs menée fort lentement (Cf. *Lettre du ministre de la Justice Abrial au directeur du jury de Tours* en date du 27 frimaire an IX. — *J. des Débats* du 30 frimaire) plusieurs individus avaient été arrêtés (Cf. *Journal des Débats* du 1^{er} brumaire) ; c'étaient des jeunes gens qui avaient figuré naguère dans les bandes de la Chouannerie. Le procès fut jugé d'abord par le tribunal criminel spécial de Tours. Clément de Ris se retrancha derrière sa qualité de sénateur et refusa de déposer, en vertu des décrets des 14 germinal an VIII, 3 et 7 thermidor an IX. En dépit de l'article 29 de la loi du 18 pluviôse, le jugement fut cassé et l'affaire renvoyée devant le tribunal criminel spécial d'Angers, qui rendit son jugement le 11 brumaire an X (2 novembre 1801). Quelques acquittements furent prononcés, mais trois des accusés, les nommés Gaudin, Mauduissou et Cauchy, condamnés à mort, et exécutés le lendemain même. Les avis sont des plus partagés sur la valeur de cette sentence : quelques-uns croient que les accusés étaient les vrais coupables ; d'autres plus nombreux les estiment injustement sacrifiés à des raisons politiques, Fouché, dans cette opinion n'ayant pas été étranger à l'enlèvement du sénateur ; cette version est soutenue notamment par le colonel Viriot, un des juges d'Angers, qui fut le seul membre du tribunal à protester contre la sentence.

Voici au reste où l'on trouvera des renseignements sur cette affaire : le dossier Clément de Ris est aux *Archives Nationales*, F7. 6265. Il ne contient guère que les procès-

verbaux d'arrestations opérées par la gendarmerie, et les premiers interrogatoires des inculpés ; en outre, un grand nombre de renseignements de police sur les individus mis en cause ; enfin, des circulaires de Fouché et d'Abrial au directeur du jury, Roussereau, ordonnant d'accélérer la marche de l'affaire. Mais il n'y a point d'autres pièces de procédure.

(Sarrut de Saint-Elme), *Notice historique sur le colonel Viriot* (extraite de la *Biographie des hommes du jour*), Paris, brochure in-4°, 1841. — Colonel Viriot. *Pétition à l'Empereur* (brochure in-4°, 1853). — *Biographie de Michaud*, tome LXI, article Clément de Ris et article Bourmont. — *Biographie des députés de l'Anjou*, par Bougler, tome II, article Delaunay. — *Mémoires de la Duchesse d'Abrantès*, tome III. — Hyde de Neuville. *Mémoires et Souvenirs*, tome I, chap. VIII, pp. 233 et suiv. (in-8°, 1888). — Lenôtre. *Vieux papiers, Vieilles maisons*, 2^e série (1903), p. 207, article sur le colonel Viriot. — Daudet, *op. cit.*, p. 112 et suiv. — Créteineau-Joly, *op. cit.*, tome VI, p. 135 à 137. — Carré de Busserolles. *La Vérité sur l'enlèvement du sénateur Clément de Ris* ; in-12, (Nevers, 1899).

Le procès Clément de Ris est passé dans le domaine de la littérature, puisqu'il a fourni matière à un roman de Balzac, « *Une ténébreuse affaire* » (Cf. Préface de l'édition originale, 3 vol. in-8, chez Souverain, 1842 ; en tête du premier volume. — Voir aussi A. Le Breton, *Balzac, l'homme et l'Œuvre*, p. 169. (A. Colin, in-12, 1905). — Biré. *Honoré de Balzac*, p. 30 à 33. (Charpentier, in-12, 1897). — Balzac a

suivi de très près les péripéties de l'affaire réelle ; notamment les charges qu'il accumule contre les prévenus de son roman coïncident très exactement avec les circonstances vraies de l'enlèvement, telles que les révèlent les pièces des *Archives*, et que les racontent les divers historiens dont nous avons cité les noms. On sait qu'il a seulement changé le théâtre de l'action et les dates : l'enlèvement du sénateur Malin se passe dans le département de l'Aube, en 1806. Mais il n'y avait pas de tribunal criminel institué dans le département de l'Aube, en 1806. Balzac, qui ne l'ignorait pas, en racontant le procès, a donc fait intervenir le *jury d'accusation de droit commun* ; encore a-t-il décrit la procédure d'après le Code de brumaire an IV, et non d'après la loi du 7 pluviôse an IX. On lit en effet (dans l'édition Calmann-Lévy que nous avons sous les yeux. *Œuvres complètes de Balzac*, collection à 1 fr. le volume, page 198). « Le lendemain les maîtres et les gens du château de Cinq-Cygne furent assignés à *comparaître devant le jury d'accusation*. »

De même (page 208). « *La déposition de Marthe devant le jury d'accusation* fut tellement insignifiante qu'elle ne fut pas assignée devant la Cour criminelle. »

A cette inexactitude près, le récit de Balzac est en tous points conforme aux règles juridiques instituées par le Code de brumaire an IV : il n'y a rien là de surprenant ; on sait que Balzac avait fait ses études de droit, qu'il avait été clerc d'avoué (Cf. la dédicace de la nouvelle : *Un épisode sous la Terreur*) et que par ailleurs sa vie assez misérable au

début, et ses embarras financiers, devaient être le meilleur encouragement à ne pas se tenir à l'écart des matières du droit. (Cf. Blondel. *Le droit et la procédure dans Honoré de Balzac*, discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour de Douai, 17 octobre 1887 ; Cf. aussi *Notice biographique sur Balzac et ses œuvres*, par sa sœur, Laure Surville, née de Balzac. Paris, 1858).

On assiste donc, dans *Une Ténébreuse affaire*, à la reconstitution complète d'un procès criminel devant le jury d'accusation du Code de brumaire an IV.

C'est d'abord la première information par le juge de paix d'Arcis, aidé du lieutenant et du sous-lieutenant de la gendarmerie impériale, bientôt secondés par le directeur du jury, les premiers indices recueillis, l'arrestation des coupables ou présumés tels, l'interrogatoire des témoins, reçu par écrit, la convocation des jurés d'accusation et le renvoi de l'affaire devant le tribunal, après acceptation de l'acte d'accusation selon la formule « *oui, il y a lieu* ». La précision des détails montre à quel point Balzac s'était mis au courant de la procédure criminelle. Mais c'est surtout dans la seconde partie du procès que son récit se fait vivant : ce n'est plus seulement sa merveilleuse imagination qui sert à l'auteur dans la combinaison des moindres circonstances propres à faire preuve contre les inculpés. Ses facultés d'observation lui ont fait saisir sur le vif et rendre avec une grande intensité la physionomie caractéristique d'une audience criminelle. On pourrait dire, en dénaturant un mot de Taine, qu'il se dégage de son roman « *une odeur de Cour d'assises* ». L'ana-

lyse du livre ne saurait rendre compte de cette impression ; il faut, pour l'éprouver, l'avoir lu tout entier.

Il est curieux d'examiner quelles critiques formule le romancier contre l'administration de la justice à l'époque où il se place. Ce sont d'abord des critiques générales.

Il estime que la justice ne parvient guère à connaître à peu près que dix affaires criminelles sur cent, *et qu'il y en a un bon tiers dont le secret lui échappe* (p. 206, édit. Calmann-Lévy). *Si en justice la vérité ressemble souvent à une fable, la fable aussi ressemble beaucoup à la vérité* (p. 221). Sa façon même de présenter les faits est le développement de cette réflexion sceptique, puisqu'il met en scène des innocents accablés de toutes parts et finalement condamnés. Il montre les juges prévenus d'avance, et décidant en raison de présomptions souvent étrangères à la cause actuelle (p. 178, 179). *Depuis que les sociétés existent, écrit-il, elles n'ont jamais trouvé le moyen de donner à l'innocence accusée un pouvoir égal à celui dont le magistrat dispose contre le crime* (p. 204). Aussi un des personnages du roman, ancien magistrat lui-même, conseille-t-il de fuir dès qu'on est soupçonné d'un crime qu'on n'a pas commis : *La contumace donne du temps*. C'est presque le mot du président de Harlay que nous citions en tête de ce travail : *Une ténébreuse affaire* en est le commentaire.

Ces critiques générales sont assurément intéressantes quoique assez banales ; mais elles ont fourni matière à tant de tirades déclamatoires qu'il faut savoir gré à Balzac de n'y avoir point insisté autrement qu'en racontant des faits. Il

est plus remarquable de constater qu'il avait compris le danger de confier à des *juges de paix de campagne* l'instruction des procès criminels : il montre en effet le juge de paix d'Arcis ignorant, convaincu d'être dans l'arrondissement un personnage important, agissant en tout dans cette affaire avec partialité parce qu'il existe d'anciennes raisons d'antipathie entre lui et les inculpés (pp. 175, 192, 203-203). C'est une manière d'objection à la pensée du législateur de 1791 qui, en chargeant ce juge d'instruire au criminel estimait qu'un magistrat appelé par « ses fonctions conciliatrices » à être en relations journalières avec les habitants d'un territoire restreint serait mieux à même de découvrir la vérité ; sa connaissance des gens devait lui éviter de se décider sur des indices trop superficiels.

D'ailleurs le juge de paix du Code de l'an IV, instruisant concurremment avec le directeur du jury, qui, par ailleurs, avait sur lui droit de contrôle, ne présentait aucune garantie d'indépendance. C'est ce qu'indique Balzac, qui fait du premier l'ami et l'obligé du second (p. 179). Mais la critique est plus saillante quant au directeur du jury ; son rôle est admirablement défini : *Relativement à la poursuite des délits et à la mise en accusation, le directeur du jury était en quelque sorte à la fois agent de police judiciaire, procureur du roi, juge d'instruction et cour royale* (p. 176). La phrase présente bien cette confusion entre la *recherche* et la *poursuite* qui résultait des attributions variées du directeur. Il était très juste de signaler *les pouvoirs énormes* de ce magistrat *quasi-souverain* dans l'instruction d'un procès sous le

Directoire. Il l'était également d'insister sur le caractère politique de ce magistrat, qui, dans le roman de Balzac est la créature du sénateur Malin, victime de l'enlèvement, et, placé par lui dans ces hautes fonctions (p. 177), était par suite infiniment suspect de partialité dans l'instruction du procès intéressant son bienfaiteur.

Mais encore il faut s'entendre : il n'est pas vrai, sous le régime du Code de brumaire an IV, de prétendre que le sénateur Malin, si puissant qu'on le suppose, ait pu *placer partout ses créatures, même les officiers ministériels* (p. 157), car le Code de brumaire auquel se réfère Balzac, QUANT A LA PROCÉDURE, n'avait pu en rien modifier les dispositions de la Constitution du 5 fructidor an III, relativement à l'élection des directeurs de jury. D'après cette constitution, nous l'avons dit, c'est le président du tribunal correctionnel d'arrondissement qui remplit les fonctions de directeur de jury (art. 240). Or le président du tribunal correctionnel était pris tous les six mois parmi les juges du tribunal civil, le président excepté (art. 235); et ces juges du tribunal civil, comme tous les juges (sauf les juges de paix), étaient alors élus par les assemblées électorales des départements (art. 41-6°). Par suite l'influence politique était, au moins en principe, contrebalancée par cette forme libérale de recrutement de la magistrature.

La critique de Balzac, qui n'est point douteuse, a donc une portée limitée, si l'on suppose qu'il ait voulu l'adresser à l'organisation du pouvoir judiciaire contemporaine du Code de l'an IV. Elle en prend une beaucoup plus considérable si

l'on admet au contraire qu'il ait songé au régime mis en vigueur par la Constitution du 22 frimaire an VIII, d'après laquelle (art. 67) les juges sont nommés par le chef du pouvoir exécutif, directement, et inamovibles. Il ne paraît pas douteux que telle ait été la pensée du romancier ; d'autant que cette Constitution ayant été maintenue tout le temps de l'empire, il devait naturellement avoir en vue les dispositions qu'elle prescrivait.

Cette remarque n'a d'autre intérêt que de montrer comment Balzac, ayant commis une légère inexactitude juridique, en décrivant la procédure du Code de brumaire an IV, à une époque où cette procédure avait été modifiée par la loi du 7 pluviôse an IX, a, au contraire, dans le reste de son intrigue, respecté scrupuleusement la date des institutions.

On comprend aussi combien grave est cette phrase d'un des personnages (p. 157) : « *La justice qui dans ce département procède de votre ennemi le sénateur Malin... sera très contente de vous trouver engagée dans une mauvaise affaire.* » En effet, il nous montre « *un jury d'accusation Malin* » composé de gens à la dévotion de ce sénateur.

Il est opposé au secret des délibérations de ces jurés, qui, réunis dans le cabinet du directeur (p. 177), ne peuvent manquer de se laisser dicter leur vote par celui-ci : « *ils ne peuvent être que ses coopérateurs.* » Ceci semble impliquer que Balzac est partisan de la publicité de la procédure. Aussi n'est-on pas médiocrement surpris de lire plus loin (p. 216) à propos des débats de l'audience : « *L'empressement du public fut ce qu'il a été, ce qu'il sera dans toutes les occa-*

sions de ce genre, tant que les mœurs ne seront pas réformés, tant que la France n'aura pas reconnu que l'admission du public à l'audience n'emporte point la publicité, que *la publicité donnée aux débats est une peine tellement exorbitante que si le législateur avait pu la soupçonner, il ne l'aurait pas infligée.* »

L'opinion cette fois est nettement exprimée, et il est intéressant de le constater. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est le romancier qui parle ici, le romancier sensible aux impressions de ses personnages, et qui arrive à se mettre *dans leur peau* si complètement qu'il s'émeut de leur souffrance morale et partage leur humiliation : cette réflexion lui est sans doute venue dans la fièvre de la composition ; on ferait erreur croyons-nous, en y voyant la théorie définitive de l'auteur, telle qu'il aurait pu la formuler après un examen mûrement réfléchi des arguments *pour* et *contre* la publicité des débats criminels.

D'une façon générale d'ailleurs Balzac semble préférer la juridiction des magistrats de carrière à celle des jurés. Il le dit en propres termes à propos du jury d'accusation de son roman : « *Peut-être les juges offrent-ils aux accusés plus de garanties que les jurés* » (p. 184) et il montre en effet son directeur du jury apportant d'abord quelque hésitation scrupuleuse dans ses investigations, soucieux de démêler avant tout la vérité des mobiles qui avaient pu pousser les inculpés au crime, faisant preuve en un mot « *de cette conscience que tout homme met à s'acquitter des devoirs qui lui plaisent et que les savants portent dans la science, les artistes dans*

l'art, les juges dans la justice » (mais finissant d'ailleurs par céder au désir de satisfaire les rancunes de son ami le sénateur).

Au contraire il insiste visiblement sur les dangers du jury en représentant partout les jurés *entraînés par les ondes du sentiment* tandis que le magistrat *ne se fie qu'aux lois de la raison* (p. 184). Le reproche concerne d'ailleurs les jurés de jugement et les jurés d'accusation : ils sont ignorants, incapables de décider autrement que par *un gros bon sens*, inaptes à saisir les nuances, toujours prêts à tourner à charge contre les inculpés la vérité justificative, parce que leur conviction est faite d'avance, et ne se modifie guère à la lumière des débats (p. 203-206). L'élément pathétique des procès, habilement exploité par les avocats, est plus efficace auprès d'eux qu'une explication logique (p. 229). Les détails les plus insignifiants les impressionnent (p. 238) : « le sénateur se retira en saluant les accusés qui ne lui rendirent pas son salut ; cette petite chose indigna les jurés » ; et d'ailleurs rapidement lassés de fournir à de longs débats une attention soutenue, ils finissent par *écouter par devoir* (p. 240), leur verdict étant rendu d'avance dans leur esprit.

Toutes ces critiques indiquent nettement le sentiment de Balzac sur la procédure par jurés. Ce qui les fait valoir dans le roman, c'est la façon vivante dont elles sont exposées, le relief des événements, la puissance de l'évocation, par laquelle le lecteur assiste à l'évolution du procès. *Une ténébreuse affaire* est un remarquable exemple de la façon dont les principes abstraits du droit peuvent être utilisés et animés par

la littérature. Sans doute le roman ne prétendait à aucune portée théorique ; son auteur ne se posait nullement en réformateur de la justice criminelle. Mais comme tous les ouvrages de Balzac il ouvre des aperçus sur de graves questions, et fait réfléchir en même temps qu'il amuse.

Ici nous sommes dans le droit pénal, comme dans le *Curé du Village*, avec l'assassinat de Pingret et le procès Tascheron ; dans le *Cabinet des Antiques*, où se déroule une instruction pour faux en écriture publique ; dans *Souvenirs d'un Paria*, où est discutée le fondement de la peine de mort ; et dans le *Député d'Arcis*, où paraît une conception très originale du faux par supposition de personnes. Ailleurs, c'est un tableau de la faillite avant la loi de 1838 (*César Biroteau*) ; ailleurs il aborde le titre des successions, et les règles de la vocation des enfants en ligne directe (*Le Curé de Village*, notamment p. 177, t. XIV, des *Œuvres complètes*, Lévy, 1876 où son opinion est résumée en ces termes : « La grande plaie de la France est dans le titre des successions au Code civil qui ordonne le partage égal des biens. ») Il n'est guère de ses volumes qui ne donnent ainsi l'occasion de rappeler un texte de loi ou une institution juridique.

On voit enfin, par *Une Ténébreuse affaire* comment travaillait Balzac, et quelle part les événements réels ont dans l'histoire de ses œuvres.

L'écrivain, il est vrai, a pris parti dans le problème de l'enlèvement de Clément de Ris et conclut, dans son épilogue, à la complicité secrète de Fouché. Les historiens modernes les plus compétents sont moins affirmatifs. Mais pour ce

qui est des circonstances de l'attentat, la similitude est, nous le répétons, complète. Le sénateur Malin, comte de Gondreville, est calqué sur Clément de Ris, comte de Mauny : les caractères même sont identiques : de part et d'autre le personnage apparaît conforme à cette définition d'un auteur : « un des plus brillants exemples du girouettisme de son époque » (Carré de Busserolles, p. 11). De sorte que ce roman confirme, pour le cas isolé dont il traite, la vérité de ce jugement très général « *qu'un bon moyen de connaître l'histoire du XIX^e siècle, c'est d'étudier l'œuvre de Balzac.* »

Vu : Le Président de la thèse

LE POITTEVIN

Vu : le Doyen :

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

Une bibliographie très complète de la matière figure en tête du livre de M. Clauss : *Le jury sous le Consulat et sous le premier Empire* (Thèse, 1905).

Nous nous permettons simplement d'y renvoyer ; on trouvera d'ailleurs en notes l'indication des ouvrages que nous avons consultés, parmi lesquels celui de M. Esmein. *Histoire de la procédure criminelle en France et spécialement de la procédure inquisitoire depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours* (Larose in-8° 1882) a été notre meilleur guide dans ce travail.

	Pages
INTRODUCTION.....	5
Intérêt d'une juridiction placée entre l'information préparatoire et les juges du fond dans un procès criminel. Le sujet à traiter dans ce travail, son étendue.....	9
Exposé rapide de la question des origines du jury d'accusation dans l'ancien droit français.....	12
CHAPITRE I. — <i>L'information préparatoire et le jury d'accusation dans la procédure anglaise...</i>	17
Caractéristiques de la procédure anglaise.....	17

Nécessité d'un exposé historique des origines du jury d'accusation en Angleterre.....	20
<i>Section I. — Historique sommaire.....</i>	21
Obscurité des origines. Jury dénonciateur. Assises de Clarendon.....	23
En quoi elles complètent et corrigent le sys- tème de l' <i>appeal</i>	25
Le jury protecteur de la liberté individuelle et instrument de preuve au procès.....	27-28
Principes directeurs de l'évolution historique.	30
<i>Section II. — Analyse de la procédure.....</i>	34
Caractère accusatoire de la procédure. Ses étapes.....	35
Information devant le juge de paix. Arresta- tion. <i>Examination Committment</i>	37
Valeur de cette information au point de vue des droits de la défense.....	43
L'Acte d'accusation.....	46
Le jury d'accusation : composition. Procédure. Admission des preuves. Verdict.....	47-53
Critique de cette procédure.....	54
CHAPITRE II. — <i>La première forme de procédure organisée sous la Révolution.....</i>	59
Résumé de la procédure criminelle de l'ordon- nance de 1670.....	60-68
<i>Section I. — Le projet de Bergasse.....</i>	69
Premier signal de réforme, Mounier, Mirabeau.	69
Discours de Bergasse : idées générales.....	70
Projet d'organisation : les notables assesseurs.	76
<i>Section II. — La procédure des adjoints.....</i>	79
Discours de Beaumetz, publicité de l'instruc- tion.....	80
Vote du décret des 8 et 9 octobre 1789.....	83
Recrutement et constitution des adjoints.....	85
Leur assistance à l'instruction antérieure au	

décret de prise de corps. Observations qu'ils adressent au juge.....	86-87
Définition de leur rôle.....	88
Controverse sur la question de savoir à quel moment de la procédure leur assistance prend fin. Cette discussion précise le caractère de leurs fonctions.....	90-94
Les adjoints doivent-ils assister au décret de prise de corps ?.....	95
Au rapport.....	96
Conclusion sur le système de procédure du décret d'octobre 1789.....	98
CHAPITRE III. — <i>Etablissement du jury d'accusation.</i> 100	
Etendue de la matière. Nécessité d'une subdivision dans l'étude de la discussion de la loi de 1791.....	100
<i>Section I. — Discussion générale des principes..</i> 102	
Partisans et adversaires du jury en général.	
Thouret-Garat, Mougins de Rochefort..	103-104
Robespierre se refuse à une imitation servile de l'Angleterre.....	105
Pareillement Thouret.....	106-108
Définition des jurés d'après Sieyès.....	109-110
Opinion contraire de Duport.....	111
Recrutement et nomination des jurés d'après Duport.....	112-113
Critique par Garat.....	114
Solution donnée par Sieyès à la même question.....	115-116
Dangers et complexité du projet de Sieyès.	117-118
Critique par Robespierre, Thouret et Tronchet.....	119-122
Duport expose les principes fondamentaux de la procédure nouvelle; le jury d'accusation.....	123-130

Nomination d'un comité pour régler les détails de la réforme.....	131
<i>Section II. — Vote de la loi des 16-29 septembre 1791. — Analyse de cette loi.....</i>	
Point de départ de la procédure nouvelle.....	134
Le juge de paix et les officiers de gendarmerie sont chargés de la police de sûreté.....	135
Rôle du juge de paix.....	136-137
L'information préparatoire, secrète, mais faite en présence de l'inculpé.....	139
Le directeur du jury ; son rôle dans l'instruction.....	140-143
L'acte d'accusation.....	144
Renvoi de l'affaire devant le jury d'accusation.....	145
Recrutement et composition du jury.....	147
Aucun droit de récusation.....	149
Absence de publicité devant le jury d'accusation.....	150-151
Les témoins ; oralité de la procédure... ..	152-154
Délibération du jury.....	155
Le verdict.....	156-158
<i>Section III. — Critique du système français comparé au système anglais.....</i>	
Rappel des motifs et du but de l'institution... ..	160
C'est une imitation de l'Angleterre.....	161-162
Différences quant au mode de recrutement des jurés et à la durée de la détention préventive.....	162-164
Caractères de l'information préparatoire dans les deux systèmes.....	165
Avantages et inconvénients de la publicité de l'information préparatoire.....	166-169
Autre différence.....	170
Non-comparution de l'inculpé devant le grand jury.....	170-172

CHAPITRE IV. — <i>Modifications subies par le jury d'accusation, et sa suppression définitive</i>	173
Atteintes successivement portées à l'institution : jurys spéciaux, tribunaux révolutionnaires.....	173-175
<i>Section I. — Le jury d'accusation jusqu'au Code de l'an IV</i>	175
Premières objections : Condorcet.....	176
Décret du 2 nivôse an II.....	177
Constitution du 5 fructidor an III.....	178
Maintien de la procédure antérieure.....	180
<i>Section II. — Le Code du 3 brumaire an IV</i>	181
Distinction de la recherche et de la poursuite.....	182
Le juge de paix.....	183
Le directeur du jury.....	184-185
Procédure devant le jury d'accusation, et pouvoir de la partie privée.....	186
Système du Code de brumaire quant au recrutement et à la composition du jury.....	187-188
Résumé.....	189
<i>Section III. — La loi du 7 pluviôse an IX</i>	190
But du législateur.....	191
Première modification : création du substitut du commissaire ; son rôle.....	192
L'information préparatoire ; deuxième modification.....	194-195
Motifs et discussion de l'article 9.....	196-198
Troisième modification : la procédure devient écrite devant le jury.....	199-200
Discussion de l'article 21.....	201-207
Adoption du projet ; ses motifs.....	208-211
<i>Section IV. — Le jury d'accusation jusqu'au 23 janvier 1808</i>	211
Observations des tribunaux de l'an XI sur le jury d'accusation.....	212

Discussion devant le Conseil d'Etat en l'an XII.	213
Reprise de la discussion en 1808 et suppression du jury d'accusation.....	214-217
CONCLUSION	218
Tentatives de réapparition du jury d'accusa- tion depuis 1808.....	218-220
Critique des avantages politiques et judiciai- res de l'institution.....	221-229
Opinion actuelle en Angleterre.....	229-232
Conclusion.....	233
APPENDICE. L'affaire Clément de Ris et le roman de Balzac : <i>Une ténébreuse affaire.</i>	234

